

**LADDH : 5000 ALGÉRIENS
DÉTENUS À L'ÉTRANGER** P. 4

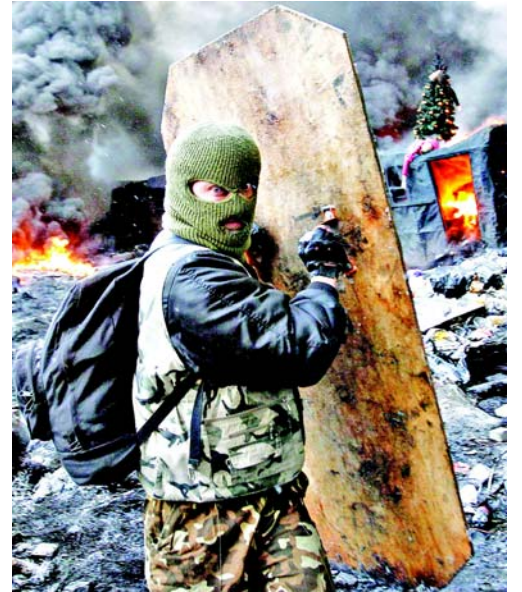
Le Quotidien
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

**Après deux lettres
de «crise», une instruction
sur les présidentielles**

**BOUTEFLIKA
MAINTIENT
LE VOILE SUR
SES INTENTIONS** P. 2



**Ukraine
L'OPPOSITION
ET LE PRÉSIDENT
SIGNENT UN ACCORD
DE SORTIE DE CRISE** P. 5



**Un avion militaire
libyen s'écrase
en Tunisie,
11 morts** P. 24

**Notre supplément
AUTOUR
DU MONDE**
P. 11 à 13

**Arguments de poids
en faveur du riz doré**



PAR PETER SINGER

Professeur de bioéthique
à l'Université de Princeton

**Propriété intellectuelle et
développement économique**



PAR ROD HUNTER

Directeur principal en économie internationale
auprès du président George W. Bush

Le dollar et ses dégâts



PAR B. EICHENGREEN

Professeur d'économie et de sciences
politiques à l'Université de Californie

**Le paradoxe
de la coopération entre
banques centrales**



PAR HAROLD JAMES

Professeur d'histoire
à l'Université de Princeton

**Une blonde à la tête
de l'entreprise**



PAR NAOMI WOLF

Militante politique
et critique sociale

Après deux lettres de «crise», une instruction sur les présidentielles Bouteflika maintient le voile sur ses intentions

Après deux lettres de «crise» pour tenter de calmer les tempêtes qui agitent le sérail depuis la sortie «historique» d'Amar Saâdani contre le chef du Département du Renseignement et de la sécurité (DRS), le général Mohamed Mediene, dit Toufik, le président Abdelaziz Bouteflika a rendu publique, jeudi, une instruction «ordinaire» relative à l'élection présidentielle.

Salem Ferdi

Un message de routine pour demander à l'administration d'appliquer la loi et de veiller au respect de la neutralité. Le message s'adresse aux médias publics de faire preuve de «rigueur professionnelle et de professionnalisme en vue de garantir un traitement équitable pour tous les candidats, tant lors de la campagne électorale que durant la phase qui la précède». Pour la presse privée, c'est un «souhait» qu'il formule de la voir avoir le «même sens du devoir professionnel en respectant l'éthique de la profession qui exige de faire prévaloir l'objectivité lors du traitement des informations relatives à cet important événement». Une instruction de routine qui aurait pu ne pas être faite dès lors qu'elle fait référence à la loi en vigueur censée être respectée. Mais, une instruction qui permet au président d'être «présent» sur la scène politique dans l'optique de l'élection présidentielle et non plus dans les batailles du sérail. Mais si cette instruction - c'est le troisième message écrit depuis le 11 février - permet de maintenir une «présence» sur la scène, elle ne répond pas à la seule question qui intéresse les candidats proclamés ou potentiels : est-il ou non candidat à un quatrième mandat ? Le dernier message est lu par les partisans de Bouteflika, qui sont en campagne depuis des mois, comme un signe de plus qu'il compte rempiler pour

un nouveau mandat et qu'il n'a pas «besoin» d'une administration partielle pour l'emporter. Mais c'est un message classique qui n'est jamais parvenu à passer sauf pour ceux qui assument jusqu'au bout leur rôle de lièvre ou y «croient» jusqu'au bout.

DES GARANTIES ?

Dans le contexte actuel et avec le climat de crise qui règne au sein du pouvoir, les garanties rappelées par Bouteflika et les «sommations» adressées à l'administration ne passeront pas s'il est lui-même candidat à sa propre succession. Même si l'administration est «neutre», les autres candidats constatent que le «dispositif de la reconduction» est déjà en place. Le choix du boycott des élections annoncé par certains partis est lié à la conviction que les jeux seront pipés avec une candidature de Bouteflika. Pour certains de ces partis, la persistance à vouloir maintenir ouverte l'option d'un 4^{ème} mandat alors que l'état de santé du président pose problème est un signe que l'on a choisi l'option du statu quo. Certains sont engagés dans la course aux présidentielles en se disant qu'en définitive, le président ne sera pas dans la course. Mais rien n'indique qu'il ne le sera pas. Si les batailles du sérail débordent dans la presse, il n'y a aucune information sur le choix du président ni si ce choix a été «déjà fait» ou s'il se «négocie» encore.

BENFLIS, COMME EN 2004 ?

Le seul message que la lettre transmet de manière claire est que l'élection présidentielle aura bien lieu le 17 avril. Car ce n'est pas cette instruction qui peut constituer une «garantie» d'un jeu ouvert pour les postulants. Sa candidature aura pour effet de rendre cette garantie caduque. Pour certains analystes, c'est ce qui explique que Bouteflika attendra l'ultime moment pour se prononcer. Mais selon nos informations, des candidats en vue se retireraient si l'option d'une candidature se confirmait. Ali Benflis, qui a indiqué imprudemment ?- qu'il irait aux élections avec ou sans Bouteflika, resterait le seul «candidat» qui donnerait du crédit à la course. Comme une sorte de remake de 2004...



ANALYSE

Kharroubi Habib

Une directive suffira-t-elle à faire barrage à la fraude ?

Pour aussi ferme et comminatoire qu'apparaît le son de la directive que le président a adressée jeudi à tous les démembrés de l'administration appelés à assurer l'organisation de l'échéance électorale du 17 avril, les partis et personnalités politiques qui ont affirmé craindre la réédition d'une fraude électorale à l'occasion du scrutin ne vont certainement pas se déclarer convaincus que les instructions présidentielles constituent des garanties qu'il ne va pas en être ainsi le 17 avril. L'expérience leur enseigne en effet que de pareilles directives ont émané du premier magistrat du pays à la veille de chaque scrutin organisé dans le pays sans qu'elles aient produit le résultat censé leur être assigné : la tenue d'élections transparentes, régulières et crédibles.

Il est incontestable que Bouteflika a énoncé dans sa directive des prescriptions et des interdits dont le respect et l'application garantissent en théorie contre la fraude électorale. La question qui se pose est celle de savoir si le pouvoir politique est fermement décidé cette fois à faire prévaloir les instructions édictées dans la directive présidentielle. Le doute s'impose au vu des changements opérés à la tête de ministères et d'institutions ayant à intervenir dans l'organisation de l'échéance électorale. Toutes les personnalités nommées sont réputées pour leur allégeance au clan présidentiel et donc susceptibles par «excès de zèle» de transgresser les instructions présidentielles pour réaliser l'objectif électoral de ce clan.

Le chef de l'Etat semble ne pas ignorer la tentation d'interférer dans le déroulement des opérations

électorales de la part d'une administration réfractaire au concept de neutralité à l'égard des concurrents. Il a donc laissé entendre que les candidats et leurs représentants ainsi que la presse publique et privée ont une responsabilité dans la tournure que prendrait le déroulement de la prochaine consultation. Il a fait comprendre aux

premiers que, lui, ayant ordonné aux autorités concernées de permettre à leurs représentants d'exercer de manière effective leur plein droit à contrôler de bout en bout le processus électoral, ceux-ci doivent le faire prévaloir le cas échéant. A la presse, il a demandé que sa contribution à la création d'un climat propice à la libre expression du choix des électeurs et électrices se manifeste au travers de la rigueur qu'elle mettra à traiter objectivement et équitablement les candidats en lice.

Tout le monde s'accorde sur le fait que l'échéance électorale du 17 avril est un rendez-vous crucial et à haut risque pour le pays. Le pouvoir sait que s'en tenant à l'organiser comme il l'a fait précédemment pour les rendez-vous de même nature, il s'expose à une inévitable contestation du résultat du scrutin qui cette fois compte tenu du contexte explosif qui prévaut dans le pays pourrait prendre une dimension dont l'ampleur et les risques de son exploitation engendraient de fatals dépassements qui plongeraient l'Algérie dans une situation gravissime. En opposant une fin de non-recevoir à toutes les garanties demandées par les forces politiques de l'opposition, le pouvoir ne pourra se dédouaner en cas où il apparaîtrait que le scrutin aurait été entaché de fraude malgré la directive présidentielle.

Trente ministres et des personnalités et organisations internationales attendus

Ouverture, à Oran, de la Conférence africaine sur l'Economie verte

Houari Saaïdia

Le Centre des Conventions d'Oran abritera, aujourd'hui et demain, une conférence africaine de haut niveau sur l'Economie verte. Ce grand rendez-vous, organisé par le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, verra la participation de 30 ministres africains de l'Environnement et du Développement durable, des représentants d'organisations et d'institutions internationales (PNUE, PNUD, UNITAR, ONUDI, Université des Nations unies, OIT, OMM, Banque mondiale) et régionales (UA, BAD, CMAE), notamment des organes spécialisés des Nations unies et de l'Union Africaine, dans les domaines de l'Environnement, l'Alimentation, la Santé et le Développement durable, outre un panel d'experts internationaux, de haute renommée.

Le président d'honneur du R 20, M. Arnold

Schwarzenegger, sera, également, présent à cet important événement, du fait que le réseau qu'il préside s'intéresse, particulièrement, aux questions liées au changement climatique.

Prendront part, également, à cette conférence, d'anciens Premiers ministres africains, agissant, aujourd'hui, pour un développement équilibré et respectueux des ressources naturelles de l'Afrique. Les discussions seront centrées sur des questions prioritaires pour le «continent noir», comme la lutte contre la pauvreté, la création d'emplois verts, la valorisation des déchets, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. A l'ordre du jour, également, de ce rendez-vous, des questions plus transversales mais déterminantes pour le développement durable de l'Afrique et la protection de son environnement, comme les mécanismes et les procédures de mobilisation financière, ainsi que le transfert des technologies

et le renforcement des capacités humaines et organisationnelles. Les participants auront à échanger sur une démarche fondée sur les préoccupations africaines et qui, tout en assurant les moyens du développement, répond, de manière plus appropriée, aux attentes et aux besoins du continent africain, en termes de développement humain et de lutte contre la pauvreté, d'accès à l'énergie pour tous, de meilleure santé, de l'utilisation des déchets comme un potentiel économique ainsi que la création de chaînes de valeurs vertueuses, notamment autour des propositions alternatives, visant la promotion des Energies renouvelables et de l'efficacité énergétique, dans le cadre du développement durable.

L'économie verte, la préservation des écosystèmes et l'adaptation progressive au changement climatique, des politiques de développement seront au centre des débats que

le forum d'Oran offrira aux participants et aux spécialistes africains.

Les travaux de la conférence seront articulés sur la problématique de la promotion, sur le continent africain, d'une autre voie pour faire face aux problèmes environnementaux, notamment ceux causés par le changement climatique. En marge de la conférence, le ministère algérien de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement organisera une exposition sur les emplois verts où le savoir-faire des entreprises algériennes sera mis en évidence.

Il y a lieu de noter que l'accueil par Oran de ce grand rendez-vous international est l'une des premières retombées du choix de cette ville algérienne comme représentation permanente, à l'échelle du Bassin méditerranéen et de l'Afrique, de l'ONG R20, officialisé, rappeignons-le, le 25 juin 2013, lors de la visite en Algérie de M. Arnold Schwarzenegger.

Tirage du N°5850
119.734 exemp.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.32.63.09
32.72.78 / 32.91.34
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68

Fax Pub: 041.32.69.06
Fax et Rédaction
041.32.51.36 / 32.69.06

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Quargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub
Tél. : 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.64.19.81 - Fax : 031.64.19.80
Diffusion : Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52
Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Remous au complexe sidérurgique d'El-Hadjar

Abdelkrim Zerzouri

L'instabilité chronique sur le front social au sein du complexe sidérurgique «ArcelorMittal Annaba» remonte à la surface après un répit qui aura duré près de deux mois. Le syndicat d'entreprise est monté au créneau cette fois-ci pour dénoncer «les agissements ou les dépassements commis par la direction des ressources humaines (DRH)», accusée de mener «des actions déstabilisatrices» à l'intérieur du complexe, notamment en procédant à des affectations internes du personnel «sans motif professionnel fondé et sans associer à ses décisions le partenaire social comme l'exige la réglementation». Le dossier en question, ainsi que d'autres points objets de tension entre l'administration et les syndicalistes, sera débattu le 25 février, soit une journée après la célébration du 24 Février, lors d'une réunion du conseil syndical frappée du sceau de l'urgence, annonce un communiqué transmis à notre rédaction et signé par le secrétaire général du syndicat d'entreprise, M. Daoud Kechichi.

Interrogé hier à ce sujet, M. Ammouri, porte-parole du syndicat d'entreprise, rappellera de son côté que «la mauvaise gestion étalée par la direction des ressources humaines figure parmi les préoccupations du syndicat depuis des mois». Il ajoute dans ce sens que, déjà, lors de la dernière grève de décembre dernier, le départ du DRH était un point de revendication soumis par les syndicalistes, mais les choses en resteront là après la décision du gel de la grève. «Aujourd'hui, dira-t-il, il n'est pas exclu de revenir à cette revendication qui, au vu des derniers développements, concernera l'exigence du départ de tout le staff de la direction des ressources humaines». Et d'ajouter que

«la direction des ressources humaines focalise les tensions entre le syndicat et l'administration, surtout à cause des accointances fortes qui lient des intérêts occultes entre cette direction et des personnes externes». «Nous avons dénoncé le maintien en poste de gestionnaires qui ont contribué à la situation catastrophique dans laquelle patauge le complexe sidérurgique, comment pourront-ils alors gérer le dossier des investissements, et comment sauront-ils préserver la stabilité au sein du complexe ?», s'interroge dans son communiqué M. Daoud Kechichi. «La protection des postes d'emploi et de l'outil du travail ainsi que la concrétisation du dossier des investissements, doivent être confiés aux travailleurs qui ont montré leur mobilisation pour la sauvegarde du complexe sidérurgique», peut-on encore lire sur le communiqué en question. Des remous qui ne peuvent guère tranquilliser les pouvoirs publics qui s'apprêtent à investir un milliard de dollars pour redynamiser la production du complexe sans recourir à une compression du personnel. Ce plan d'investissement qui peut même créer d'autres postes de travail, assure-t-on, recommande toutefois la «stabilité» sur le front social afin de renforcer et pérenniser la société et prétendre par la suite satisfaire l'approvisionnement du marché local à travers une prévision de production qui devrait dépasser les 2 millions de tonnes dans le moyen terme et réduire ainsi considérablement la facture d'importation. Hélas, l'horizon demeure couvert de prévisions qui annoncent de fortes perturbations dans les unités de production, à moins que la question du départ du staff de la direction des ressources humaines fasse l'unanimité entre les deux partenaires sociaux.

Education

Après la grève, le rattrapage

Mokhtaria Bensaâd

Après plus de trois semaines de grève initiée par trois syndicats, SNAPEST, UNPEF et CNAPEST, la situation a trouvé son dénouement après que les deux parties en conflit, le ministère et les partenaires sociaux, ont trouvé un terrain d'entente. Reste à rattraper le temps perdu pour les élèves. Et c'est dans ce cadre qu'une commission chargée de dégager les «meilleures méthodes» pour rattraper les cours a été installée par le ministère de l'Education nationale. Selon un communiqué du ministère, la commission entamera sa mission au début de la semaine prochaine pour dégager les meilleures méthodes de rattrapage des cours en tenant compte de l'état d'avancement des cours dans chaque wilaya, voire chaque établissement, et faire en sorte que l'élève ne soit pas perturbé.

Une fois le travail de la commission achevé, une circulaire sera élaborée sur la base de ses recommandations et transmise à l'ensemble des directions pour application. Le ministère a manifesté sa «sa-

tisfaction» de la reprise des cours exprimant, dans le même communiqué, son souhait de voir un «nombre important» d'élèves passer leur année scolaire avec succès notamment ceux des classes d'examen. La tutelle dit «ne ménager aucun effort pour réunir les conditions favorables qui permettent aux élèves de préparer et passer leurs examens le plus normalement possible».

Les syndicats ont décidé de reprendre les cours mardi pour l'UNPEF et jeudi pour le CNAPEST et le SNAPEST. La décision d'arrêter la grève a été prise suite à des négociations entre les syndicats concernés et la direction de la Fonction publique. La rencontre a débouché sur l'acceptation de la majorité des revendications dont la promotion des enseignants des premier et deuxième paliers au grade d'enseignant formateur. Rappelons que les trois syndicats avaient lancé un mouvement de grève depuis plus de trois semaines pour revendiquer la révision du statut particulier notamment le volet relatif à la promotion et la formation.



Raïna Raïkoum

Kamel Daoud

Le pétropolisme: une drogue nationale hallal

Deux moteurs pour manipuler un peuple, ses voix, son vote et son âme: la peur de l'instabilité d'abord, en premier, en avant, un peuple qui a peur de lui-même est déjà l'ennemi de lui-même et se trahira lui-même et trahira ses enfants à venir, son avenir et son âme et la vendra tout le temps et renoncera à l'exigence de ses droits.

Le second moteur ? C'est ce qu'un journal, «Courier international», a désigné par une très belle formule de junky: le pétropolisme. Cette addiction des masses au baril qui les rend toxiques à l'oisiveté et au chant bête et à la vanité. Cette recette d'injection d'argent et de fonds à la veine de la nation qui la rend hagarde, dépendante de la dose, pâle sous le drapeau, terrible, violente quand il y a le manque.

Le pétropolisme crée des junkys qui traînent dans les rues de leur pays, l'œil cerné, les bras ballants, la jambe traînante et la peau grise comme un mauvais temps sans pluie. Et plus on injecte du pétrole dans la veine, plus le peuple devient addictif, mou et assassin, sans dons ni métiers. Un drogué vendrait sa mère et sa peau pour sa dose et un peuple intoxiqué au pétrole en fera de même: pas de dignité, pas de calcul d'avenir, pas de générosité ni de sacrifice ni d'héroïsme. Il votera pour une seringue, un AVC, et élira un joint s'il le faut pour garder la transfusion saine et le débit puissant.

Le pétropolisme est désormais une drogue légale dans des pays comme le Venezuela, l'Arabie Saoudite, le Qatar, autrefois en Libye et dans quelques sous-républiques de l'ex-URSS. C'est une méthode d'asservissement des nations et d'attaque contre l'âme des patries et l'histoire des peuples. On y retrouve en schéma de base un Père du peuple, dictateur discret, des cercles d'appareils qui jouent les dealers et les grossistes du pétrole ou de sa rente puis, en effet domino, les classes moyennes, les patrons, les gens, les chômeurs et les oisifs et les jeunes. En

économie, cela réduit l'économie à de la distribution avec importation de main-d'œuvre pour les grands chantiers et ventilation des enveloppes pour des projets inutiles, gros- siers mais gigantesques et de prestige.

En politique, cela crée un faux multipartisme avec les classes moyennes généralement mises sous la menace des classes populaires et du lumpen et obligées au choix entre la sécurité ou la violence. En matière d'Etat, le pétropolisme crée l'addiction interne, mais aussi l'addiction internationale finement gérée. Quand on vend du pétrole, on achète surtout le silence, avant les céréales.

En mode de culture, le pétropolisme aime le kitsch, la «culture nationale», les mouvements d'unanimité et les chants patriotiques primaires et ennuyeux. Il fait appel à l'instinct puisque le pétrole détruit la raison et altère la perception du réel. Le pétropolisme aime le foot, pas le jeu d'échecs. Il sublime le collectif, pas les individualités remarquables.

Il adore le bilan, pas l'exploit. Le pétropolisme fait appel au ventre mais reste, curieusement, très puritain sur le sexe. Il cultive cette double vie qu'ont les drogués: le peuple est bigot, conservateur en apparence, mais pervers, salace et vicieux dans l'intimité.

En matière de démocratie, le pétropolisme est un produit unique, avec un parti unique sous forme de partis plusieurs. Il y a le pétrole et il y a les ennemis de la nation, l'Amérique, le complot, la France, l'Occident, les intellectuels, les déstabilisateurs et la main étrangère et l'ennemi interne. En règle générale, impossible d'avoir plusieurs partis dans un pays mono-exportateur. Pour les régimes du pétropolisme, vous êtes client ou vous êtes indicateur, inutile ou travaillant pour un autre patron.

C'est à travers la grille du junky qu'il faut peut-être expliquer l'immobilité d'énormément d'Algériens face au Clan, les vols, les corruptions, l'immobilité et le mandat à vie.

Algérie-USA

Développer la coopération dans le secteur agricole

Houari Barti

Mme Karen Uetrech, spécialiste en Agriculture, chargée de la gestion du programme américain «Norman Borlaug», pour la zone Afrique, était en Algérie, cette semaine, pour sélectionner des scientifiques et chercheurs algériens, spécialisés, principalement, dans les biotechnologies, la génétique, la lutte intégrée, la gestion de l'eau ainsi que la santé animale et végétale. Le programme en question, appelé également «Programme de bourse Borlaug» est, selon un communiqué de l'ambassade des Etats-Unis, à Alger, diffusé, avant-hier, un programme international des Sciences et des

Technologies agricoles, «destiné à aider les pays à améliorer leurs systèmes agricoles et renforcer leurs capacités commerciales», à travers les services agricoles extérieurs, situés dans les ambassades des Etats-Unis, de par le monde, sous la coupe du Département américain de l'Agriculture. Selon la même source, pour Mme Uetrech, «le programme Borlaug représente une grande opportunité pour les Etats-Unis et l'Algérie». Le concept du programme, a-t-elle expliqué, «est que des scientifiques algériens travaillent aux côtés de scientifiques américains, aux Etats-Unis, pour apprendre de nouvelles méthodes et étudier l'approche américaine des

problèmes liés à l'Agriculture». Les scientifiques américains seront appelés, à leur tour, à «venir en Algérie pour aider leurs homologues algériens, dans leurs travaux de recherche et organiser des séminaires de formations», a-t-elle poursuivi.

«C'est une relation collaborative active, visant à construire et à développer les capacités agricoles algériennes afin d'améliorer l'Agriculture et la sécurité alimentaire», a encore affirmé Mme Uetrech.

A noter que le premier groupe de participants algériens, à ce programme, remonte à 2006 pour des thèmes ayant trait à l'irrigation, la sécheresse et l'amélioration génétique.

LADDH 5000 Algériens détenus à l'étranger

Moncef Wafi

Accablant est le rapport rédigé par la Ligue algérienne pour la défense des Droits de l'homme (LADDH) sur les détenus algériens, à l'étranger. La ligue, et devant le silence de l'Etat, à propos de ce dossier, «l'Etat algérien a tourné le dos aux problèmes que vivent ses ressortissants, à l'étranger, notamment, les détenus», peut-on lire dans le document, rendu public, hier, a décidé de le prendre en charge. Houari Kaddour, membre du bureau national de la LADDH, chargé des dossiers spécifiques, a dépeint une situation, le moins que l'on puisse dire, délicate des Algériens détenus dans les prisons européennes et arabes, plus particulièrement. Il n'est un secret pour personne que la question des détenus algériens, à l'étranger, et principalement les conditions de leur détention, refait surface, épisodiquement, épousant l'actualité, souvent violente, de ces détenus, un peu partout, dans les geôles étrangères. Le rapport de la LADDH concerne, plus particulièrement, les détenus incarcérés en Irak, Maroc, Libye, Tunisie, Espagne, France, Italie, Suisse, Grèce, Bulgarie ainsi qu'à Guantanamo. La ligue reproche à l'Etat son refus de fournir des détails, à l'opinion publique, sur cette question et l'accuse surtout de ne porter «que très rarement assistance à ces détenus ». Cette absence de données chiffrées est, également, le fruit de l'attitude de certains pays qui refusent de coopérer «quand ce n'est pas les Algériens qui refusent de donner leur réelle identité aux autorités des pays dans lesquels ils se trouvent de peur d'être extradés et de finir en prison en Algérie, comme c'est le cas de harraga», explique le document. Ce dernier rapporte, quand même, certaines statistiques, mêmes partielles, récoltées sur la base d'informations partielles, collectées soit auprès des familles de détenus, dans les rapports des O.N.G et dans la presse, sur des articles de journaux. Ainsi, le plus grand contingent de détenus algériens est logiquement en France avec plus de 2.018 prisonniers suivis des Algériens emprisonnés en Espagne avec plus de 950 numéros d'écrou et plus de 893 en Belgique. En 2011, le journal «La Libre Belgique» publiait le chiffre de 582 Algériens détenus dans les établissements carcéraux belges, citant les chiffres de l'Office des étrangers, alors que Maggie De Block, Secrétaire d'Etat belge à l'Asile et la Migration, annonçait, devant les responsables algériens le chiffre de 5.000 Algériens détenus dans les centres fermés, précise encore le rapport de la ligue. En octobre dernier, 5 harraga algériens ont déposé plainte contre l'administration du centre de détention provisoire des étrangers, à Valence, en Espagne, pour mauvais traitement de la part d'officiers de police après avoir observé une grève de la fin. Les faits remontent au 11 octobre dernier, quand 20 ressortissants algériens qui ont entamé une grève de la faim, au centre de rétention à Valence, en signe de protestation contre leur détention, ont été surpris par la descente de la police espagnole qui s'opposait à leur action, selon la présidente de l'Association «Casa Argelia» (maison de l'Algérie) à Valence), Houria Souhili. L'Italie arrive, quant à elle, au pied du podium avec plus de 886 prisonniers. Plus de 400 détenus algériens, en Grèce et plus de 300 dont 20 femmes, en Bulgarie. En juin dernier, l'eurodéputée Les Verts/ALE, Malika Benarab-Attou affirmait que près de 200 Algériens sont détenus, depuis plusieurs mois, dans le centre de rétention de Busmantzi (banlieue proche de Sofia), en Bulgarie, entre autres nationalités, dénonçant cette situation qualifiée de «non-droit» ainsi que l'inaction des différentes autorités. Le secrétaire d'Etat chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Belkacem Sahli, avait soutenu que le dossier est pris en charge par l'ambas-

sade d'Algérie en Bulgarie, tout en affirmant que le chiffre avancé par l'eurodéputée est «exagéré». 32 Algériens sont, notamment incarcérés en Grande-Bretagne, 30 en Suisse et 15 au Luxembourg.

L'ENFER DES PRISONS ARABES

Le rapport de la ligue aborde, également, le cas des détenus algériens dans les prisons arabes où ils vivent dans des conditions épouvantables. Ainsi, ils sont plus de 500 à croupir dans les redoutables prisons marocaines, coupés du reste du monde et dans l'impossibilité d'informer leurs familles. La LADDH interpelle et l'Algérie et le Maroc «sur l'urgence de prendre les mesures nécessaires en vue d'informer les familles des détenus qui vivent dans l'inquiétude permanente». Plus sinistres, les geôles libyennes abritent 400 détenus algériens, alors qu'ils étaient 300, en 2011. Huit d'entre eux sont condamnés à la peine capitale, 22 à la prison à vie, 5 à l'amputation de la main, précise, encore, le rapport. Ils sont plus de 70 prisonniers algériens en Tunisie, plus de 55 en Syrie et plus de 23 en Irak, affirme la LADDH qui remet en question le chiffre officiel rendu public par les autorités algériennes. En février 2013, Belkacem Sahli avait déclaré qu'Alger avait reçu, officiellement, un engagement de Bagdad, à recevoir une délégation consulaire algérienne pour s'enquérir de la situation des ressortissants algériens détenus dans les prisons irakiennes. Les demandes algériennes s'articulent autour du droit de visite consulaire ainsi que l'obtention rapide des détails sur le déroulement des procédures judiciaires afin de s'assurer des normes applicables, censées garantir le droit de ses ressortissants à une défense équitable. En octobre 2012, dans la capitale irakienne, un détenu algérien, accusé de terrorisme, a été exécuté. Farouk Ksentini, le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des Droits de l'homme (CNCPPDH), lors de son passage à la Chaîne 1 de la Radio nationale, a affirmé que le procès n'avait pas été équitable. Toutefois, il a estimé que les 7 autres Algériens, condamnés à la peine de mort, ne risquent plus rien «grâce à la diplomatie algérienne». Quant aux 10 Algériens de Guantanamo, la LADDH considère qu'ils sont détenus, arbitrairement, par les Etats-Unis d'Amérique et de s'interroger sur le sort réservé à Djamel Said Ali Ameziane et Belkacem Bensayah relâchés, il y a plus d'un mois. Le document évoque, également, les quatre diplomates algériens, détenus au Mali par un groupe terroriste. Quant aux causes de leur incarcération, 70% des Algériens sont des harraga, 17% sont en prison pour des infractions de droit commun, 7% pour trafic de drogue et 6% pour appartenance présumée à un groupe terroriste, comme c'est le cas, en Irak et à Guantanamo. Sur ce dernier point, la LADDH pense «que ces détenus sont, parfois, victimes de soupçons infondés et demande le droit de visite consulaire et l'obtention rapide des détails du déroulement des procédures judiciaires». Quant aux conditions d'incarcération, souvent décriées, elles vont des lieux de détention «insalubres, inhumains et dégradants», à «l'absence de séparation entre les détenus pour prévenir les abus (physiques et sexuels)», au «manque d'assistance juridique et de service médical régulier». La ligue souligne que certains détenus algériens dorment sur des matelas humides posés à même le sol alors que les traitements médicaux des internés souffrant de maladies chroniques sont interrompus. Le rapport pointe du doigt l'absence de contact et d'assistance consulaire ou diplomatique qui prive, dans certaines situations, le détenu algérien «de leurs droits à une défense équitable».

Saïda

Deux hommes retrouvés morts dans un véhicule

Deux corps, sans vie, ont été découverts, hier, à l'intérieur d'un véhicule stationné dans un garage, situé à Zahzouh Garouj, une localité relevant de la commune de Ain Soltane, daïra de Oued Brahim (Saïda), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. Les cadavres des 2 individus (L.A. 36 ans) et (M.M. 26 ans), ont été évacués par les éléments de la Protection civile à la morgue de l'hôpital 'Ahmed Medeghri', tandis que les investigations se poursuivent pour déterminer les causes exactes de cet évènement tragique, a-t-on indiqué de même source.

Montréal: Abdelkader Djebbar

Québec veut donner un grand coup d'éventail dans les procédures visant l'immigration au pays le plus proche de l'Alaska. L'objectif est de remplacer la formule «premier arrivé au bureau de dépôt des dossiers, premier servi» et de favoriser plutôt le choix des candidats par rapport aux besoins du marché de l'emploi. Cette manière, pense-t-on, va limiter les dégâts en «important» des personnes aptes à intégrer le marché du travail sans trop coûter au gouvernement en frais d'installation et d'intégration immédiate ainsi que les frais inhérents à la gratuité des soins. C'est dire que toute «l'actuelle politique d'installation est remise en cause», soulignent certains. D'autres soutiennent que le nouveau projet de loi «pourrait s'avérer discriminatoire sur le plan social». C'est dire que rares seraient les travailleurs manuels à prétendre à des espoirs de vivre sous d'autres cieux».

Un projet de loi allant dans ce sens a été déposé ces derniers jours par la ministre provinciale de l'Immigration pour mettre à jour la vieille loi qui date de 1968.

La sélection devrait reposer plutôt sur une «déclaration d'intérêt», propose-t-elle. Les candidats rempli-

Immigration au Canada Changement de cap

raient une fiche. Elle renseignerait Québec sur leur âge, leur maîtrise du français, leur formation et leur expérience professionnelle. Les candidats seraient classés par «ordre de priorité». On contacterait ceux qui sont les mieux adaptés aux besoins du marché du travail. Voilà en gros de quoi sera constituée en priorité la première approche pour toute tentative de dépôt d'un dossier d'immigration, dépôt qui, aujourd'hui, doit être accompagné d'un montant de 700 dollars environ pour les besoins de l'étude. «Cela permettrait par exemple de recruter dorénavant plus d'ingénieurs civils ou d'orthophonistes, des métiers en demande», a expliqué Mme De Courcy, la ministre de l'Immigration.

La loi actuelle ne mentionne même pas «la francisation, la régionalisation et l'intégration parmi les objectifs de la loi», déplore Mme De Courcy. Son nouveau modèle s'inspire des pratiques déjà en vigueur notamment en Australie et en Nouvelle-Zélande. Il ne s'appliquerait toutefois pas aux demandes de réfugiés ou de réunification familiale, précise la ministre.

Cette banque serait renouvelée tous les deux ans. On modifierait au besoin les critères pour arrimer l'immigration aux besoins changeants du marché du travail. Cette méthode serait aussi «plus efficace», soutient la ministre. Le système actuel crée un

«engorgement». On pourra aussi donner l'heure juste plus rapidement aux candidats qui ne répondent pas aux critères, ajoute-t-elle.

La méthode actuelle contribue à créer «des taux de chômage très élevés», dit-elle. Mais même si on sélectionne des immigrants qualifiés, leurs problèmes pour la reconnaissance des diplômes demeureront. Ce volet ne relève pas du ministère de l'Immigration. «La reconnaissance des acquis, la reconnaissance des diplômes dépendent de mes collègues qui ont accepté de travailler avec moi sur ce dossier», assure la ministre. Ce qui est sûr et certain, tout au moins jusqu'à présent, nul ne pense que «les immigrants sont là pour « voler le pain » des autochtones. Mais, avec le débat sur la charte des valeurs québécoises, bien malin est celui qui peut d'ores et déjà se prononcer sur l'avenir de l'immigration qui, dans bien des cas, fait le bonheur du Canada.

La plus forte vague des immigrants en provenance d'Algérie se situe vers la fin des années 90. La communauté algérienne est estimée présentement à quelque 100.000 membres dont l'écrasante majorité est installée dans la province du Québec. Montréal, la métropole abrite un Consulat général. L'ambassade se trouve à Ottawa, la capitale fédérale.

Un nouveau P-DG à «Aigle Azur»

S. C.

La compagnie aérienne française «Aigle Azur» a annoncé, hier, que Cédric Pastour occupe, désormais, le poste de président-directeur général. Ce changement s'inscrit dans le cadre des nouvelles orientations en application depuis mai 2013 et qui ont été annoncées par le numéro un de la compagnie Arezki Ijerouidene, le président du groupe «GoFast», l'actionnaire majoritaire d' «Aigle Azur», à hauteur de 52%. Ce dernier avait annoncé le renforcement de la compagnie à travers l'apport de Cédric Pastour, une référence professionnelle, dans le domaine du Transport aérien. M. Ijerouidene a déclaré, à cette

occasion: «les comités exécutifs des actionnaires nécessitent beaucoup de temps et d'énergie, j'ai donc décidé d'assurer, pleinement, mes fonctions d'actionnaire d' 'Aigle Azur' et de procéder à la nomination de ce nouveau P-DG». Ces réajustements, d'ordre managérial, sont imposés par les perspectives de développement de l'activité et, notamment, celui du long courrier, depuis 2012, qui s'est traduit par l'ouverture de la ligne Paris-Pékin, le 28 juin prochain et ce, à l'issue de l'entrée au capital de la compagnie du groupe chinois «HNA». Intervenant à cette occasion, le nouveau P-DG a déclaré: «depuis presque un an, j'ai pu apprécier le travail, au quotidien, avec Arezki Ijerouidene et une con-

fiance mutuelle s'est établie. J'ai donc accepté la proposition du président d' 'Aigle Azur' pour asseoir une stratégie commune, mise en place depuis mon arrivée au sein de la compagnie ». Le nouveau premier responsable d' «Aigle Azur» est âgé de 49 ans et demeure un passionné du Transport aérien avec un parcours professionnel riche et durant lequel il a débuté à «Air Liberté», en 1988, avant d'être derrière la création de la compagnie «Star Airlines», devenue par la suite «XL airways», qu'il a dirigée depuis 10 ans, avant d'occuper le poste de P-DG de «Tahiti Nui». Parallèlement, il a été président de la Fédération nationale de l'Aviation marchande, entre 2000 et 2003.

Banlieue «est» d'Alger Le trafic ferroviaire perturbé par un mouvement de protestation

Le trafic ferroviaire, dans la banlieue «est» d'Alger continue d'être perturbé, pour la quatrième journée consécutive, par l'occupation par des manifestants de la voie ferrée, entre Réghaïa et Corso, a-t-on appris, jeudi, auprès de la Société nationale des Transports ferroviaires (SNTF). «Le blocage du trafic se fait par intermittence. Jeudi matin, la voie jusqu'à Thénia était bloquée et le train s'arrêtait à Réghaïa. A l'heure où je vous parle (midi), elle a été débloquée», a précisé, à l'APS, un chef de division à la direction passagers de la SNTF, Mohamed Boukhari. M. Boukhari n'a pas exclu le retour à la situation de blocage du trafic ferroviai-

re, dans les prochaines heures, indiquant que durant la journée de mercredi, la voie ferrée, jusqu'à Thénia, a été débloquée à deux reprises, sur intervention des services de Sécurité. Dans un communiqué, la SNTF a informé, mercredi, sa clientèle, notamment celle de la banlieue algéroise Alger-Thénia, que les perturbations enregistrées, depuis le 16 février, dans la marche des trains était due au blocage, par intermittence, de la voie ferrée entre Réghaïa et Corso par des manifestants. La SNTF a, alors, pris ses dispositions, en limitant le trafic de voyageurs de la banlieue «est» entre Alger et Réghaïa (aller-retour), espérant le ré-

tablissement rapide de la situation. Ce n'est pas la première fois que des perturbations sont enregistrées dans le trafic ferroviaire de la banlieue «est» d'Alger. Fin décembre 2013, les usagers avaient vécu, pendant quatre jours, le même scénario de blocage de la voie ferrée, à Réghaïa, par un mouvement de protestation d'habitants de Hai Kerouche contre un projet d'implantation d'un Centre d'enfouissement technique (CET), près de leur localité. Malgré ce mouvement de protestation, la wilaya d'Alger, qui a programmé la réalisation de plusieurs CET, notamment à El Hamiz, Staouéli et Corso, a maintenu le projet du centre de Réghaïa.

Tébessa

Il tente de tuer sa femme

A.Chabana

La prétendue chute accidentelle d'une jeune femme de 25 ans du haut du toit d'une habitation n'en était pas une. L'affaire a été élucidée par les services de police judiciaire d'Ouenza, localité située à 75 km au nord de Tébéssa. Un «faux» accident qui a failli coûter la vie à la victime. L'investigation diligentée par les policiers a permis l'arrestation de

l'auteur de la tentative de meurtre avec préméditation qui n'était autre que le mari de la victime, âgé de 33ans, après une courte cavale.

Le mis en cause a attenté à la vie de son épouse en la poussant du toit de leur demeure, lui causant de graves blessures qui ont nécessité son évacuation vers le CHU d'Annaba. La police a arrêté le mari qui a été placé sous mandat de dépôt, en attendant son procès.

Tizi-Ouzou

Arrestation d'un individu qui séquestrait sa famille

Un individu qui séquestrait sa famille dans le domicile familial, dans une cité de la banlieue de Tizi-Ouzou, a été interpellé au courant de cette semaine par les éléments de police de la 5ème sûreté urbaine, indique hier un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. «La police a été alertée par deux citoyens qui ont signalé la séquestration d'une famille par un de ses membres qui, armé d'un couteau et d'une barre de fer, menaçait d'attenter à leur intégrité physique», précise la même source. Arrivés sur les lieux, et après avoir localisé le logement en question, les

policiers ont tenté d'engager des discussions avec le mis en cause, qui, très agité, a refusé tout contact ce qui a amené les policiers à intervenir, précise-t-on. «Pendant que des policiers s'occupaient à détourner l'attention de cet individu, le maintenant ainsi juste derrière la porte, d'autres éléments de la police, ont investi le logement par le balcon et réussi à maîtriser l'agresseur au niveau du couloir et à libérer sa famille saine et sauve», ajoute-t-on. L'individu neutralisé qui souffre de troubles mentaux a été admis à l'établissement hospitalier spécialisé Fernane-Hannafi de Oued-Aïssi.

Ukraine

L'opposition et le président signent un accord de sortie de crise

Le président Viktor Ianoukovitch et l'opposition ukrainienne ont signé vendredi un accord de sortie de crise prévoyant d'importantes concessions du pouvoir mais qui pourraient apparaître insuffisantes au lendemain du bain de sang qui a endeuillé Kiev.

Par Peter Wuetherich

L'accord, signé vendredi au palais présidentiel en présence des médias européens, prévoit notamment une élection présidentielle anticipée, la formation d'un gouvernement de coalition et une réforme constitutionnelle. Il survient après des violences qui ont fait près de 80 morts depuis mardi à Kiev.

Les trois principaux leaders de l'opposition ukrainienne, Vitali Klitschko, Arseni Iatseniouk et Oleg Tiagnibok, ont signé, de même que les ministres des Affaires étrangères allemand Franz-Walter Steinmeier et polonais Radoslaw Sikorski, a constaté l'AFP. Le représentant de la Russie n'a pas signé.

L'opposition, représentée par le «Conseil du Maïdan», avait auparavant donné son feu vert à l'accord à condition que l'actuel ministre de l'Intérieur, Vitali Zakharenko, ne fasse pas partie du prochain gouvernement et que le procureur général, Viktor Pchouka, ne conserve pas ses fonctions, selon Oleg Tiagnibok. Ces deux hommes sont mis en cause pour leur rôle dans la répression policière et judiciaire contre les manifestants en Ukraine.

Le président Ianoukovitch avait annoncé dans la matinée le lancement d'une procédure en vue d'une «présidentielle anticipée», sans pour autant avancer de date précise. La prochaine élection présidentielle est programmée pour mars 2015. Il a également promis un «procès de retour à la Constitution de 2004», qui réduirait les pouvoirs présidentiels au profit du gouvernement et du Parlement, ainsi que la formation d'un «gouvernement d'unité nationale». Il répondait ainsi à des revendications majeures de l'op-



position qui occupe depuis trois mois jour pour jour la place Maïdan au cœur de la capitale ukrainienne.

NIVEAU DE VIOLENCE INÉDIT

Elles pourraient toutefois ne pas être considérées comme suffisantes après les violences qui ont fait près de 80 morts depuis mardi, un niveau de violence inédit pour ce jeune pays issu de l'ex-Union soviétique. Sur l'emblématique place Maïdan où entre 25000 et 30000 personnes étaient rassemblées vendredi sous le soleil, les manifestants ne semblaient pas prêts à lâcher du lest, même si l'atmosphère était nettement moins tendue que la veille, avec certains manifestants se prenant en photo ou allumant des feux d'artifice. «Les gens disent qu'ils ne quitteront pas Maïdan tant que Ianoukovitch ne sera pas parti», a déclaré à l'AFP Oleg Bukoyenko, un habitant de Kiev de 34 ans. «Des élections en décembre ne suffisent pas, il faut qu'il parte maintenant. Sinon, il pourrait finir comme Kadhafi ou Ceausescu», a-t-il ajouté en évoquant les «crimes» commis, selon lui, par le président. «Je ne crois pas qu'il s'agisse de la décision de Ianoukovitch, cela lui a été imposé par les Européens. On ne peut pas lui faire confiance: il dit une chose et en fait une autre», a-t-il conclu. Ces différentes annonces font suite à une journée et une nuit entière de négociations.

Réunis à Bruxelles, les ministres européens des Affaires étrangères ont décidé jeudi de priver de visas et de geler les avoirs de responsables ukrainiens. De son côté, Washington a haussé le ton, mena-

çant de prendre des sanctions contre «les gouvernants responsables des violences», un message transmis par le vice-président, Joe Biden, directement au président Ianoukovitch, tandis que le secrétaire d'Etat, John Kerry, a appelé à la fin des violences et des «morts insensées».

L'Ukraine se trouve actuellement au bord de la faillite, et la Russie a promis l'octroi d'un crédit de 15 milliards de dollars et un important rabais du prix du gaz. Le ministère ukrainien de l'Intérieur a accusé vendredi matin des manifestants d'avoir ouvert le feu sur des policiers en essayant de percer les cordons en direction du parlement. Des manifestants interrogés sur place par l'AFP ont nié l'incident, accusant la police d'avoir usé de grenades assourdissantes. Le chef-adjoint de l'état-major de l'armée ukrainienne, Iouri Doumanski, a annoncé vendredi sa démission pour protester contre des tentatives d'impliquer l'armée dans le conflit. «Aujourd'hui, on implique l'armée dans le conflit civil, cela peut entraîner des morts en grand nombre», a-t-il déclaré sur la chaîne Kanal 5. C'est l'annonce de la suspension des négociations sur un accord d'association avec l'Union européenne au profit d'une relance des relations économiques avec Moscou qui avait conduit le 21 novembre des milliers de personnes à descendre dans la rue. L'opposante emprisonnée, Ioulia Timochenko, a exigé jeudi soir «la mise à l'écart immédiate de Ianoukovitch». «Des poursuites contre lui pour meurtres massifs de civils doivent être la seule exigence du peuple, de l'opposition et de la communauté internationale», selon elle.

Crise ukrainienne

L'europe s'implique ouvertement

Les diplomaties européenne et russe ont mené un forcing durant les dernières 24 heures pour ramener le calme à Kiev, pousser à des élections présidentielles et générales anticipées et sanctionner les «coupables de sang» dans les deux camps.

Bruxelles :
M'hammedi Bouzina Med

Craignant une dégradation générale en Ukraine qui menace le pays et toute la région du Caucase, Européens et Russes ont mené un forcing diplomatique sur les «belligérants» durant les dernières 24 heures pour les amener à un compromis politique garantissant, du moins provisoirement, un arrêt des violences. Réunis jeudi à Bruxelles en session extraordinaire, les ministres de l'Union européenne (UE) ont abouti à un accord sur une première série de sanctions touchant essentiellement de hauts responsables politiques et institutionnels ukrainiens accusés d'avoir «du sang sur les mains». Cela concerne autant des hommes du pouvoir ukrainien que des meneurs activistes de l'opposition. En attendant de donner la liste des «coupables de sang», l'UE précise que les coupables seront interdits de visa de circulation dans les 28 pays de l'UE et verront leurs avoirs financiers personnels à l'étranger gelés. Au même moment, jeudi, trois ministres européens, ceux de France, d'Allemagne et de Pologne, ainsi qu'un diplomate russe, étaient à Kiev pour une médiation entre pouvoir et opposition. Au bout, un accord a été

conclu pour organiser dans l'année en cours des élections générales (législatives et présidentielle); de cesser toute action violente et de mettre sur place un gouvernement de coalition nationale. Le temps relativement court qui a mené à ce compromis montre bien que la crise ukrainienne dépasse en réalité le seul peuple ukrainien et dépend, dans une grande partie, de l'équilibre politique entre Russes et Européens. Au-delà de la particularité du pays où vivent plusieurs ethnies avec des contentieux historiques; où le niveau de richesse et de développement désavantage toute la partie ouest du pays et jusqu'aux rites religieux (orthodoxes, catholiques...) qui minent la cohésion sociale, l'Ukraine est un enjeu stratégique de taille entre l'Europe et la Russie. Pays de transit des gazoducs russes vers l'Europe, notamment des pays comme l'Allemagne, l'Italie, la Pologne et l'Autriche, c'est surtout les dernières frontières terrestres avec l'Union européenne. Dans cet affrontement d'intérêts stratégiques, la Russie, au contraire de l'UE, a observé, durant toute cette crise, une attitude plutôt défensive appelant au dialogue entre les belligérants en Ukraine et à la non-ingérence directe des Occidentaux (Européens et Américains). C'est que les Rus-

ses, en plus de vouloir préserver leurs intérêts géostratégiques, connaissent très bien les dessous de la société ukrainienne. Et pour cause, elle fut durant plus de 60 ans partie de la famille de l'ex-URSS. Les Européens, eux, s'emploient à former une large alliance à leurs frontières Est pour contenir les influences russes. En clair, les Ukrainiens, dans leur légitime lutte pour plus de libertés démocratiques et leur souhait de rejoindre la famille européenne, se trouvent pris en étau entre les stratégies d'influence européenne et russe. Les accords conclus, jeudi soir, à Kiev et Bruxelles peuvent-ils garantir une paix durable en Ukraine ? Tout dépendra, comme depuis le début de cette crise, de l'attitude et de l'équilibre politique entre Russes et Européens. Qui pourrait croire que les Russes abandonneraient, par exemple, leurs bases militaires et maritimes (Odessa) en Ukraine, ou laisseraient tomber l'importante communauté russophone ? Quant aux Européens, dépendant largement (40% environ) du gaz russe, oseraient-ils mettre en péril leur approvisionnement énergétique et économique en prétextant la défense des droits de l'homme et des libertés ? Pour l'heure, la Russie a accordé un prêt de 300 milliards de dollars à l'Ukraine, dont 15 ont été débloqués, alors que l'UE avait refusé l'avancer le moindre euro contre sa signature du fameux Accord d'association proposé en novembre dernier. Refus qui a précipité le pouvoir ukrainien dans les bras de Moscou et qui a été le déclencheur de la crise violente qui secoue le pays depuis novembre.

Union pour la Méditerranée

Les ministres de l'Industrie y croient

En ces temps d'instabilité politique, dans un bon nombre de pays du Sud-méditerranée, les ministres de l'Industrie des pays euro-méditerranéens, réunis mercredi à Bruxelles, ont affiché leur foi dans la relance du projet de l'UPM.

Bruxelles : M'hammedi Bouzina Med

Bruxelles a abrité, mercredi, la 9^{ème} Réunion ministérielle de l'Union pour la Méditerranée sur la Coopération industrielle euro-méditerranéenne.

43 pays étaient présents, lors de cette rencontre, consacrée à l'évaluation du «Small Business Act» (SBA) adopté par l'UE, en 2008. Le SBA est un outil politique qui établit le cadre, non contraignant, d'une coopération pour la promotion et le développement de l'«entrepreneuriat» privé, en matière de petites et moyennes entreprises (PME). Les ministres ont donc, fait un premier bilan de la période, allant de 2008 à 2012, dans le domaine des PME et aussi TPE (très petites entreprises). Deux tables-rondes ont été consacrées : l'une à «l'amélioration de l'environnement des affaires et la promotion de l'entrepreneuriat (PME), et l'autre à la mise en place d'une stratégie globale pour le co-développement industriel euro-méditerranéen». A 19h, les journalistes présents à la conférence de presse, qui a clôturé cette rencontre, attendaient des résultats chiffrés, des annonces concrètes ou du moins des engagements précis. Ils sont restés sur leur faim, se contentant d'un communiqué final réitérant la volonté des partenaires d'encourager la promotion des PME et TPE et répétant le destin commun du développement euro-méditerranéen. Comment pouvait-il être autrement, lorsque l'on sait la situation d'instabilité politique que vivent les pays du Sud-méditerranée, hormis des pays comme l'Algérie, le Maroc ou la Jordanie, dans une certaine mesure. Depuis 2008, des pays comme la Libye, l'Egypte ou la Syrie vivent, pratiquement, un état de guerre civile. Et l'Europe était à la manœuvre en Libye et s'implique, politiquement, en Syrie. Pour autant, faut-il verser dans le fatalisme et désespérer du projet de l'UPM ? Les ministres, réunis à Bruxelles, et les responsables de la Com-

mission européenne ne le croient pas. Ils sont convaincus de la nécessité de réussir le projet de l'UPM, notamment par le biais de la coopération dans le domaine de l'entreprise, dans toutes ses variantes, commerciale, industrielle, de recherche etc. C'est dans ce sens qu'il a été rappelé, lors de cette rencontre, la participation des pays du Sud-méditerranée au Programme pour la compétitivité des entreprises et des PME (COSME), mis en place pour la période 2014- 2020. Les outils pour mener cette coopération demeurent, toujours, le fameux «Small Business Act» de 2008 et la Charte euro-méditerranéenne pour l'entreprise, adoptée en 2004. C'est par ces moyens de coopération «sectorielle» que les pays partenaires entendent donner vie au projet euro-méditerranéen ou, si l'on préfère, mettre en route la Politique européenne de voisinage (PEV). C'est une façon pragmatique de construire l'avenir de la zone euro-méditerranéenne, lancée par les partenaires, en 1995, à Barcelone (Espagne). En ces temps de crise économique et financière internationale, faisons crédit aux responsables des deux rives de la Méditerranée, à la sincérité de leur engagement, tout en espérant que les pays du Sud défendent une coopération où les termes de l'échange commercial, industriel et économique ne soient pas à leur désavantage. Car, derrière cette coopération, ce sont des questions aussi vitales que celles de l'emploi, la croissance, l'innovation et la recherche, la maîtrise technologique etc. qui sont en jeu et qui manquent terriblement aux pays du Sud-méditerranée.

C'est la raison, sans doute, qui a fait associer, à la rencontre de Bruxelles, des organisations partenaires tels le Conseil économique et social euro-méditerranéen (CES), la Banque européenne d'investissement (BEI), le bureau de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne, des observateurs d'Organisation civiles non-gouvernementales, etc.

Amara Benyounès optimiste

Le ministre, Amara Benyounès, qui a représenté l'Algérie à la conférence, a tenu un point de presse avec les journalistes algériens accrédités à Bruxelles. Il a rappelé l'engagement de l'Algérie dans la politique européenne de voisinage (PEV), particulièrement au travers du «Small Business Act» qui favorise le développement de la PME et la TPE dans le pays. Il a souligné la considération accordée à

l'Algérie par les partenaires euro-méditerranéens pour «sa stabilité politique, sa santé financière et son engagement pour le développement d'une politique de promotion de l'investissement au profit des PME et TPE (privées)». Le ministre s'est dit «confiant et sûr» pour l'Algérie dans son cheminement vers une industrie de qualité qui favoriserait «la croissance économique et l'emploi».

M. B. M.

Implémenter la qualité à l'université algérienne ?

Par Allal M. Amine *

Celle-ci, nonobstant toutes les bonnes volontés, n'est pas simple à mettre en œuvre, car l'université est un système complexe, conjuguant des faits, des acteurs et des objets ; elle est aussi animée de différentes combinaisons de processus qui, obéissent à des règles déterministes (les lois, l'état, etc.), ou sont fondés sur les principes du hasard (changement du système extérieur), ou manifestent une extrême sensibilité. Et cerise sur le gâteau, l'enseignement supérieur est le seul système où le client (apprenant) et le « produit » (apprenant formé) sont confondus. Ainsi, l'implémentation d'outils et de référentiels pour la qualité s'avère être un défi majeur pour l'université algérienne, défi dont elle doit nécessairement sortir vainqueur.

De plus, la réforme LMD, qui s'inscrit dans la mondialisation actuelle, suppose une vision nouvelle en ce qui concerne le pilotage, la gouvernance et la régulation. En effet, la diversification de l'offre de formation induite, en donnant plus d'autonomie pédagogique aux universités algériennes, suscite le besoin d'une mise en œuvre, dès sa gestation, d'outils et de standards de la qualité, pour la garantir et la perpétuer. Le LMD a ainsi cristallisé d'un coup un projet qui, tout en étant un vœux pieu, restait auparavant flou. L'université algérienne, pour faciliter l'amélioration continue, donner de la lisibilité et de la transparence au mode de gouvernance, assurer la qualité des enseignements et de la recherche, se doit d'engager effectivement sa politique de la qualité, sous tendue par les deux (2) objectifs ci-dessous :

- Evaluation (interne et externe) pour l'amélioration continue ;
 - Accréditation, pour l'excellence.
- Comment « réussir » les objectifs ci-dessus, c'est ce que je me chargerai à éclaircir dans cet article, qui sera centré sur le fait que la qualité ne peut être que totale et multidimensionnelle.

Il est toutefois nécessaire de rappeler que la garantie de la qualité relève en premier lieu de la gouvernance de l'institution (au niveau local, régional et national), et celle-ci doit aussi bien l'inscrire dans ses intentions stratégiques que dans son plan d'action.

MISE EN ŒUVRE DU RÉFÉRENTIEL AQIUMED (PROJET TEMPUS, 2013)

Pour instaurer et pérenniser la qualité, et en attendant la validation et l'édiction du référentiel national, on s'appuiera sur le référentiel construit dans le cadre du projet Tempus AqiUmed (*Renforcement de l'assurance qualité interne dans des universités de la Méditerranée Algérie, Maroc, Tunisie - 2010-2013*), qui se présente sous forme de domaines, de champs et de références, qui doivent être déclinés par la suite en critères, preuves, procédures, instructions et enregistrements.

Ce référentiel subdivise l'environnement de l'institution d'enseignement supérieur en 4 domaines :

- Domaine de la formation ;
- Domaine de la recherche ;
- Domaine de la gouvernance ;
- Domaine de la vie à l'université.

Les domaines ci-dessus, qui englobent tout l'environnement universitaire, se déclinent en champs et références comme ci-après.

DOMAINE DE LA FORMATION (7 CHAMPS ; 23 RÉFÉRENCES)

- La définition de l'offre de formation et son pilotage ;
- L'accompagnement de l'étudiant dans sa formation ;
- L'évaluation et la révision des enseignements ;
- Le contrôle des connaissances et des apprentissages des étudiants ;
- L'orientation et l'insertion professionnelle ;
- La formation doctorale ;
- La formation tout au long de la vie.

DOMAINE DE LA RECHERCHE (3 CHAMPS ; 17 RÉFÉRENCES)

- L'organisation, la structuration et le

Depuis quelques années, malgré une massification estudiantine de plus en plus prégnante, l'amélioration de la qualité est une préoccupation continue pour les responsables de la gestion des établissements d'enseignement supérieur.

développement de la recherche ;

- Les relations et les partenariats scientifiques ;
- La valorisation de la recherche.

DOMAINE DE LA GOUVERNANCE (5 CHAMPS ; 27 RÉFÉRENCES)

- Système d'information ;
- Les conditions d'élaboration des politiques ;
- L'organisation et le pilotage des composantes et des services ;
- Le management des fonctions supports au service des missions ;
- Les démarches qualité.

DOMAINE DE LA VIE À L'UNIVERSITÉ (4 CHAMPS ; 15 RÉFÉRENCES)

- L'accueil et la prise en charge des étudiants et des personnels ;
 - Les activités culturelles et sportives ;
 - Les conditions de vie, de travail et d'études des acteurs de l'université (santé, hygiène, sécurité, etc.) ;
 - Responsabilité sociétale (éthique, citoyenneté, égalité des chances, développement durable, etc.)
- Ce référentiel a l'avantage de prendre en charge tout l'environnement interne universitaire, avec des ouvertures sur l'environnement externe. Il est conçu dans le but d'améliorer la gouvernance des universités à partir d'actions continues d'auto-évaluation, tout en étant harmonisé avec les évolutions internationales les plus récentes. Son application permettra de soutenir les pratiques nationales, souvent éparses, et de pérenniser l'amélioration continue.

MISE EN ŒUVRE D'UN SYSTÈME DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ CONFORMÉMENT À LA NORME ISO 9001

Pour offrir un cadre structurant et sûr, permettant d'améliorer les processus d'acquisition des connaissances, d'analyse des données et de valorisation des résultats, il est judicieux de mettre en œuvre (en plus du référentiel cité ci-dessus) la norme ISO 9001 (qui est une norme générique) au niveau de la direction, de l'administration, des services communs et des laboratoires de recherche (autres que les laboratoires techniques, pour lesquels la norme ISO 17025 est mieux adaptée). Cette norme, d'utilisation volontaire, est très bien adaptée à toutes les organisations et à tous les métiers. Elle est aussi un fil conducteur pour une démarche de progrès, très pratique et elle n'est pas contraignante. Elle s'appuie sur les principes suivants, que toute université algérienne se doit de mettre en œuvre :

- Engagement de la direction ;
- Implication du personnel ;
- Approche processus ;
- Ecoute client ;
- Relation mutuellement bénéfique avec les fournisseurs ;
- Approche factuelle pour la prise de décision ;
- Approche systémique ;
- Amélioration continue.

Cette norme, aujourd'hui synonyme d'amélioration, est centrée sur des exigences générales concernant l'engagement de la direction (objectifs, stratégie et politique qualité dans le manuel qualité) et le management des ressources, et d'exigences relatives à la documentation (procédures, instruction et enregistrements) pour tout ce qui concerne la réalisation du service (ou du produit) ainsi que les mesures, analyses et actions d'amélioration. Ceci dit, il faut la mettre en œuvre avec intelligence et parcimonie, parce que le système universitaire n'est pas fait, par essence et encore plus aujourd'hui, pour conditionner et « sortir » des produits identiques, et aussi parce que les « inputs » que sont les étudiants ne sont jamais les mêmes.

MISE EN ŒUVRE DE LA NORME ISO 17025 POUR LES LABORATOIRES TECHNIQUES (D'ESSAIS)

Face aux incertitudes et aux risques, autant de défis qui exigent vigilance, rigueur et surveillance, le besoin de garantir les résultats devient une nécessité pour les laboratoires universitaires qui doivent attester de la qualité des mesures et la fiabilité des essais, aussi bien pour leur recherche que pour leurs éventuelles opérations d'expertise pour un organisme tiers. Pour arriver à cette garantie, il faudra mettre en œuvre la norme ISO 17025 : 2005 (qui est une norme sectorielle).

La norme ISO 17025, intitulée « Exigences générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais », est destinée à être utilisée par les laboratoires qui élaborent leur système de management pour la qualité et les activités administratives et techniques. Elle est applicable à tous les laboratoires qui procèdent à des essais (et/ou étalonnages), quels que soient leurs effectifs et l'étendue du domaine de leurs activités, et particulièrement les laboratoires de recherche « techniques ». Elle permet :

- D'assurer la fiabilité des essais ;
- D'assurer la qualité des méthodes d'analyse (justesse, répétabilité, précision, robustesse, etc.) ;
- D'assurer la qualité de la mesure ;
- D'orienter l'organisme en matière de qualité ;
- De contrôler l'organisme en matière de qualité ;
- De pérenniser la qualité.

Les points essentiels dont il faut disposer pour mettre en œuvre et maîtriser cette norme, qui permet d'aboutir à l'accréditation (reconnaissance de compétence du laboratoire, de fiabilité des essais, de la qualité et de la justesse des mesures), sont les suivants :

- Méthodes d'essai normalisées ;
- Méthodes d'essai non normalisées ;
- Méthodes élaborées par le laboratoire (validées) ;
- Procédures ;
- Instructions ;
- Enregistrements ;
- Manuel qualité.

La norme internationale ISO 17025 établit les exigences générales de compétence pour effectuer des essais (et/ou des étalonnages). Elle constitue une reconnaissance de l'aptitude des laboratoires et elle est utilisée comme critère pour leur accréditation. Il est donc important de mesurer le travail à réaliser pour évaluer les compétences techniques et management en se lançant dans une démarche qualité. Cette dernière doit être clairement définie, comprise, partagée et acceptée par l'ensemble du personnel pour la pérennité et le développement du laboratoire, et permettra de réduire autant que possible le niveau d'inexactitude, ce qui donnera un avantage compétitif certain à nos laboratoires de recherche.

MISE EN ŒUVRE DE LA QUALITÉ TOTALE DANS L'ENSEIGNEMENT

Aujourd'hui, nous assistons à des changements très rapides dans les apprentissages, sous tendus par la technologie, et qui impliquent de nouveaux paradigmes. Ainsi, c'est la manière de former les apprenants qui compte et qui comptera, bien plus que ce que nous leurs inculquons et ce que nous leurs inculquerons.

Pour aboutir à une qualité totale des enseignements et à une efficacité des apprentissages dans l'université algérienne, il est utile de mettre en œuvre les concepts suivants :

- pour apprendre à apprendre, mettre l'étudiant dans un environnement agréable avec l'existence de facteurs moteurs de satisfaction parce que tout est une question de motivation ;
- susciter la curiosité et la passion chez

l'apprenant, parce que les curieux et les passionnés s'auto-éduquent et s'auto-motivent ;

- impliquer les apprenants par des approches participatives et actives ;
- le choix des formations ne devrait pas enfermer, et aucune orientation ne doit être définitive ; on doit laisser la possibilité à l'apprenant de trouver sa voie ;
- il faut travailler en équipes pédagogiques et éducatives ;
- l'évaluation des enseignants et des enseignements doit être « acceptée » et devenir culturelle ;
- former et développer l'esprit critique, le sens de la réflexion et les aptitudes à traiter les grandes questions conceptuelles ;
- développer le sens de l'observation ;
- initier à l'esprit de groupe et former au travail en équipe ;
- développer le bon sens (pouvoir d'aborder et de traiter des problèmes en dehors de son domaine de compétences) ;
- former à la communication et à l'argumentaire ;
- former, développer, susciter créativité et esprit d'innovation ;
- apprendre à créer des relations plutôt qu'exécuter ;
- apprendre à affronter de nouveaux défis plutôt que de résoudre les problèmes habituels ;
- former des étudiants pour qu'ils puissent avoir une pensée transversale à travers les disciplines ;
- la formation est un bagage pour toute la vie et pas seulement pour les premiers emplois ; elle doit aider à être capable de progresser et de changer ; cette dualité doit être le socle de base de la réflexion.

Les critères de qualité qui découlent de ces concepts permettront d'assurer la qualité de l'ensemble du processus de formation, moyennement qu'ils soient cohérents, conformes, pertinents, efficaces et suscitent l'adhésion des différents acteurs, particulièrement les enseignants et les étudiants.

Ainsi, l'ensemble des conditions à réunir pour obtenir la qualité au niveau de l'interface pédagogique, en vue de contribuer à l'amélioration de ce qui est produit par l'enseignement supérieur et pas seulement à l'amélioration de son fonctionnement, devraient s'inspirer des idées développées par Le Boterf (2006), et qui sont comme suit :

- **objectifs pédagogiques**
- formulation opératoire
- communication aux apprenants
- explication de la raison d'être des objectifs
- adhésion des apprenants
- **stratégies pédagogiques**
- prise en compte des caractéristiques des apprenants/prérequis
- prise en compte des objectifs
- alternance des méthodes et moyens, activités
- progressivité des situations d'apprentissage
- alternance théorie/pratique
- **traitement du contenu d'apprentissage**
- définition claire des concepts
- progressivité de l'apprentissage des concepts
- illustration par des exemples et contre-exemples
- **processus personnel d'apprentissage**
- projet personnel de l'apprenant
- prise de distance sur sa manière d'apprendre
- feed-back sur les résultats d'apprentissage
- explication des représentations et de leur évolution
- exercice de son mode personnel d'apprentissage
- **gestion du temps**
- durée adéquate
- rythme adapte
- moment propice à l'apprentissage
- ratio études/travail personnel
- **environnement**
- locaux fonctionnels
- attractivité des sites et locaux

- matériel adapté
- climat social et psychologique propice
- **les apprenants**
- sélection adéquate, motivations et compétences
- image positive de soi
- soutien du groupe des apprenants
- **les enseignants**
- animateur, créatif, facilitateur, évaluateur, régulateur
- cohérence du profil avec les objectifs et les apprenants
- maîtrise du contenu
- maîtrise pédagogique
- expérience professionnelle pertinente
- **évaluation et régulation**
- mise en œuvre d'une évaluation
- critères d'auto-évaluation
- communication des résultats de l'évaluation
- mise en œuvre d'une évaluation-régulation

Dans ce cadre, Il faut une politique pour la qualité, qui engage la direction de l'institution, pour aboutir à un enseignement de qualité qui doit, en plus de l'instruction qu'il transmet, de la rigueur qu'il doit véhiculer, apporter un état d'esprit, de la méthode et un socle complet de concepts de bases qui permettront aux diplômés de s'insérer le plus rapidement et le plus efficacement dans le monde professionnel et social en tant que citoyens conscients des grands enjeux actuels, avec une curiosité et un sens critique toujours en éveil. Si on veut des résultats et des avancées notables, c'est à ce niveau-là (pédagogie et didactique) qu'il faut mettre le paquet, en améliorant continuellement la performance des enseignants, avec des méthodes novatrices et en intégrant les technologies de l'information et de la communication.

Seule une volonté de changement par la qualité, dans laquelle la formation des enseignants en pédagogie et didactique sera continue, l'évaluation des enseignements deviendra culturelle, intégrée dans une stratégie globale dans laquelle la gouvernance sera démocratique, les besoins et les attentes des parties prenantes seront bien pris en compte, en inculquant aux futurs diplômés la liberté de penser et l'esprit critique, avec des objectifs spécifiques, mesurables, réalisables et temporels, pourrait mettre l'université algérienne sur les rails pour l'atteinte de l'excellence dans l'enseignement, qui sera le lit de la qualité totale dans un environnement favorisant l'épanouissement de tous les acteurs, étudiants, enseignants, chercheurs et tout le personnel de soutien, administratif et technique.

N'est-ce pas Marcel Proust qui disait : « Les véritables voyages de la découverte ne consistent pas à chercher de nouvelles terres, mais à regarder avec de nouveaux yeux. »

Bibliographie

- Haddam A., (2013), « *Conduite et mise en œuvre de la norme iso 17025 au laboratoire de mécanique des sols de la faculté de technologie pour trois périmètres d'essais (granulométrie, sédimentation et essai au bleu de méthylène)* », Mémoire de fin d'études de Master en Génie Civil, 145 p., Faculté de technologie, Université de Tlemcen, Algérie.
- Heldenbergh A. (sous la direction de.) (2007), « *Les démarches qualités dans l'enseignement supérieur en Europe* », éd. L'Harmattan, 273 p., France.
- Le Boterf G., (2006), « *Ingénierie et évaluation des compétences* », éd. d'Organisation, 5^e édition, 605 p., France.
- NF EN ISO/CEI 17025, (2005), « *Exigences générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais* », Norme française, AFNOR, (France).
- Norme ISO 9001, (2000/2008), « *Système de management de la qualité ; exigences* », AFNOR, France.
- Projet Tempus (2013), « *Le projet AqiUmed : objectifs, mise en œuvre, résultats et diffusion ; Renforcement de l'assurance qualité interne dans les universités de la méditerranée : Algérie, Maroc, Tunisie* », European Commission Tempus, 2010-2013.

* Université de Tlemcen

EL-TARF

Une décharge qui pose problème

A. Ouélâa

C'est un spectacle, pour le moins navrant et à la limite de l'indécence, qui s'offre aux yeux, sur la RN 84, à 2 km de la localité de Ain Allem, commune de Dréan, en allant vers Ain Berda et sur la RN 21 qui relie Annaba à Guelma, avec des tassements d'ordures ménagères qui débordent de la décharge publique occupant une partie de cette route nationale, jusqu'à rendre la circulation automobile sur presque 1 km et par moments difficile.

De quoi surprendre les visiteurs de la wilaya d'El Tarf qui arrivent par cette route dont les

yeux sont agressés par tant de saletés et les narines incommodées, au plus haut point, par ces odeurs irrespirables qui vous obligent à fermer toutes les vitres ou au point de voir certains, carrément se retenir de vomir, ou accélérer, aussi, si on peut, pour échapper à ce supplice. Des nuées d'oiseaux comme les mouettes, occupent, constamment, les lieux en quête de pitance alors que des enfants chaussés de bottes et munis d'un bout de ferraille fouillent dans ces ordures et s'emparent de tout ce qui leur semble intéressant.

Pour rappel, cette décharge publique incontrôlée qui reçoit les

ordures de plusieurs communes des wilayas d'El Tarf et de Annaba, a déjà causé des dégâts aux terres agricoles environnantes et les mauvaises odeurs, fouettées par le vent, ont été, à maintes reprises, dénoncées par les habitants de Ain Allem.

Ceci dit, la problématique des enlèvements des ordures se pose encore, avec acuité, dans certains quartiers de la ville de Dréan, faute de moyens humains et matériels suffisants. La solution à ce problème, qui n'a que trop duré, réside dans le nouveau centre d'enfouissement dont les travaux, entamés voilà 2 ans, n'ont pas encore été achevés.

TÉBESSA

Les cimetières à l'abandon

Ali Chabana

Dans un compte-rendu rapporté par une commission mandatée par les soins de l'APW, au cours de sa dernière session, concernant le secteur des Affaires religieuses et des Wakfs, dans la wilaya de Tébesa, ce secteur enregistre certaines insuffisances, dans ses structures existantes. Ainsi, sur les 35 mosquées dénombrées dans chef-lieu de wilaya, des disparités ont été signalées, en matière d'encadrement et aussi d'équipement, idem pour les deux écoles coraniques activant dans cette commune. La même problématique étant relevée par les rédacteurs du rapport et ce, dans les autres mosquées visitées, dans les 28 communes de la wilaya de Tébesa. Par ailleurs, le Centre

culturel islamique, sis au chef-lieu de la wilaya, est une structure architecturale imposante mais ne disposant pas des moyens d'encadrement et d'équipement nécessaires pour qu'il puisse accomplir, convenablement, sa mission. Quant au complexe religieux «Cheikh Larbi Tébesi», en chantier depuis plus de deux décennies dont la partie administration et pavillon culturel sont achevés, les travaux dans la grande salle de prière et minarets et autres dépendances, sont en cours.

Un complexe religieux d'envergure qui suscite l'intérêt particulier des autorités de la wilaya, en témoigne le suivi contenu de l'avancement des travaux.

Une autre opération de restauration sera, bientôt, engagée à la mosquée «El Atik», la plus ancienne de la wilaya.

Le secteur des Affaires religieuses et des Wakfs, à Tébesa, c'est, également, une quinzaine de zaouïas répertoriées dont un grand nombre d'entre elles avaient bénéficié de l'aide de l'Etat pour, notamment, leur prise en charge en restauration. Les cimetières qui en dépit d'un élan de bienfaisance de la part des citoyens pour l'entretien, certains demeurent en-deçà des normes de propreté qu'exigent les lieux, à l'exemple du plus vaste cimetière de la wilaya, 'Taghda', livré à lui-même et envahi par tant de détritus, dans un endroit pareil.

Les citoyens espèrent plus d'égard à nos morts, ne serait-ce qu'une campagne cyclique pour le débarrasser des herbes sauvages et la reconstruction de sa clôture trop abîmée par les intempéries.

Une opération expérimentale pour améliorer le rendement scolaire

Ali Chabana

Le lycée «Malek Ben Nabi», à Tébesa, a abrité, mercredi, une journée de formation ayant pour objet l'identification de difficultés sociologiques, psychologiques et autres rencontrées par des élèves et ce, par le biais d'un sondage. La nouveauté est l'utilisation des TIC, dans cette opération expérimentale, grandeur nature, une initiative mise sur place par les services du ministère de l'Education nationale, afin de circonscrire et ainsi endiguer, un tant soit peu, les entraves observées durant le cursus scolaire de certaines catégories d'élèves.

Une opération pilote, menée à travers 13 wilayas, impliquant l'encadrement administratif et pédagogique des établissements éducatifs, les conseillers

de l'Orientation scolaire, les chefs d'établissements. Concernant le secteur de l'Education de la wilaya de Tébesa, 6 lycées et 10 CEM ont été retenus, la population scolaire ciblée étant celles de la 4^{ème} AM, jusqu'à la 3^{ème} AS, dans la tranche d'âge 15 - 18 ans.

L'élève concerné par cette méthode d'identification sera soumis à un questionnaire de 264 questions, réparties sur 11 chapitres, une démarche fiable et confidentielle qui vise à cerner, selon ses initiateurs, le profil socio psychologique du sondé, avec l'intervention d'équipes pluridisciplinaires de spécialistes en matière de psychopédagogie.

Les données recueillies et analysées seront exploitées dans le diagnostic, en fait une sorte d'accompagnement dans

l'orientation scolaire et la prise en charge de l'élève.

La généralisation de l'opération se fera au fur et à mesure des résultats obtenus, l'objectif assigné à l'étude, circonscrire les difficultés «collatérales» pouvant entraver le cheminement scolaire des élèves en difficulté et ainsi prévenir des risques de l'échec scolaire et de là prendre les dispositions nécessaires contre les déperditions scolaires, encore assez importantes dans l'Ecole algérienne, selon les statistiques rendues publiques, chaque année.

Introduites et réadaptées en Algérie, en 2012, ces techniques de sondage auront-elles un apport conséquent une fois mises en application, dans la détermination du but recherché, l'amélioration de la performance de l'école ?

chna et ses environs. Agissant suite à des informations sur la présence d'un groupe suspect, circulant à bord d'un véhicule de tourisme, les éléments de la BMPJ ont monté une souricière pour bloquer les cinq individus dans leur véhicule. La fouille a permis de découvrir

une quantité de 800 g de kif, une arme blanche et des psychotropes. Avec l'autorisation du procureur, les policiers ont fouillé la maison d'un des dealers pour découvrir 4 kg de kif. Reconnaisant leurs méfaits, les mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt.

GHARDAÏA

Perpétuité pour le père qui a tué son fils

Aïssa Hadj Daoud

Le tribunal criminel de Gharadaïa a prononcé, mercredi, lors de sa première session de l'année 2014, la peine de prison à perpétuité, à l'encontre de l'accusé, D.M pour assassinat de son fils Mehdi, âgé de 8 ans. Il a fallu plus de 3 heures de délibération, au tribunal, pour trancher dans l'affaire du crime crapuleux de Gharadaïa, commis le 14 février de l'année dernière sur la personne d'un enfant de 8 ans, tué sauvagement et jeté dans une décharge publique, dans le quartier 'Ben S'mara', à Gharadaïa. Cet acte odieux, avait rappelons-le, créé une grande émotion dans la vallée du M'zab. Selon les déclarations de l'inculpé qui n'était autre que son père, la victime était son propre fils Mehdi. C'est d'ailleurs sur cet

aspect que le représentant du ministère public a rappelé, dans les détails, les faits qui se sont produits le soir du jeudi 14 février 2013, tout en mettant en évidence, la préméditation qui a motivé l'inculpé D.M. qui ce soir là, et suite à un différend familial avait commis un crime abject sur la personne de son propre fils. Après lui avoir porté des coups de bâton, il n'a pas hésité à l'étrangler et l'étouffer à mort, a précisé le juge d'instruction dans son long réquisitoire, avant d'intervenir, plus d'une fois pour justifier, un certain nombre d'articles de code de procédure pénale et demander la peine maximale pour le chef d'inculpation. La défense représentée par 2 avocats, a tenté de limiter des responsabilités de l'inculpé, écartant l'intention de tuer, tout en évoquant des différends familiaux.

MÉDÉA

La délinquance, sous toutes ses formes

Rabah Benaouda

De la lecture détaillée du bilan annuel pour 2013, portant sur les activités sécuritaires des différentes unités de la Gendarmerie nationale, relevant du Groupement territorial de la wilaya de Médéa, il ressort, malheureusement, cette hausse inquiétante dans le nombre des affaires liées au crime organisé qui, de 60 en 2012, est passé à ...101 en 2013. Alors que le total des individus placés sous mandat de dépôt, au cours de cette année 2013, a atteint le chiffre de 381.

Un crime organisé (stupéfiants, immigration clandestine, vols de véhicules, fausse monnaie...) qui a vu l'interpellation de pas moins de 154 individus, contre 117 en 2012, parmi lesquels 107 ont été placés sous mandat de dépôt, contre 88 en 2012. Ces 101 affaires, liées au crime organisé, font partie d'un total de 1.581 qui ont été enregistrées, en 2013, contre 1.569 en 2012, avec l'interpellation de 1.964 individus, un chiffre en baisse, comparativement à l'année 2012 qui avait vu 2.061 individus interpellés.

Des statistiques qui nous ont été présentées et commentées par le lieutenant-colonel Abdelwahab Boumediène, commandant du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale, de la wilaya de Médéa, en présence de son chef d'état major, le commandant H'mida Hamaida, et de plusieurs officiers locaux de ce corps sécuritaire. Ainsi, en dehors de ces 101 affaires liées au crime organisé, enregistrées en 2013, on a relevé un total de 1.479 affaires liées au crime commun, dont 49 crimes et 1.430 délits, qui reste caractérisé par les coups et blessures volontaires, les vols sous toutes leurs formes, les atteintes à l'économie nationale..., contre 1.520 en 2012. Ces 1.479 affaires ayant vu l'interpellation de 1.817 individus parmi lesquels 206 ont été placés sous mandat de dépôt, contre 190 en 2012. Dans le domaine du crime organisé, relevant des prérogatives de la

police judiciaire, le chapitre des stupéfiants, plus précisément, a vu 77 affaires enregistrées contre 49 en 2012, pour lesquelles 121 individus ont été interpellés dont 84 ont été placés sous mandat de dépôt, contre, respectivement, 90 et 66 en 2012. Ces 77 affaires ont vu la saisie de 1,5 kg de kif traité et 2.609 comprimés de psychotropes.

Les activités des éléments de la Police économique ont débouché sur 2.552 affaires, enregistrées en 2013, contre 1.103 en 2012, pour lesquelles un total de 2.567 individus ont été interpellés parmi lesquels 42 ont été placés sous mandat de dépôt, contre respectivement 1.103 et 07 en 2012. Ces affaires ont permis la saisie de 4.096 unités de produits pyrotechniques, 7.460 cartouches de cigarettes, de différentes marques, 18.830 sachets de tabac à chiquer, 17.510 articles vestimentaires, 15.524 unités de boissons alcoolisées, 4.357 articles de bonneterie et parfums, 868 téléphones portables et 250 kg de viandes blanches (poulet).

Dans le domaine des atteintes à l'Environnement, il a été enregistré 56 affaires en 2013, contre 26 en 2012, avec l'interpellation de 60 individus, contre 26 en 2012, et la saisie de 723 m³ de sable, contre 319 m³ en 2012. Alors que le nombre des véhicules mis en fourrière a été de 48 en 2013, contre 26 en 2012.

Le vol du cheptel n'a pas été en reste avec 112 affaires en 2013, contre 99 en 2012, qui ont vu 141 têtes bovines et 1.442 ovines volées parmi lesquelles respectivement 58 et 545 ont été récupérées. Ces 112 affaires ont vu la mise sous mandat de dépôt de 23 individus, contre 10 en 2012. Alors que le vol des câbles électriques et téléphoniques a vu un total de 09 affaires enregistrées, contre 35 en 2012 et la mise sous mandat de dépôt de 03 individus. Le dernier volet de ce bilan 2013 concerne les opérations «coup de poing» qui ont été au nombre de 56 et qui ont permis l'identification de 130.614 individus et 63.518 véhicules.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

22 rabie ethani 1435

El Fedjr
06h02Dohr
13h01Assar
16h09Maghreb
18h38Icha
19h57

Opération de désamiantage Les habitants des chalets en appellent au wali *Les présidents de huit associations de sites regroupant des chalets contenant de l'amiante (sur 10 sites répartis à travers la commune de Constantine), déçus par «l'immobilisme» que connaît l'opération «éradication des chalets et leur remplacement par des constructions en dur», ont décidé de se rencontrer aujourd'hui samedi à la cité Boudraa Salah pour une évaluation du programme dans son ensemble et d'en appeler au wali pour concrétiser le projet en question.*

A. El Abci

Selon M. Nouar, président de l'association «Ennour» des 113 chalets de Boudraa Salah, qui intervient au nom du collectif des présidents d'association des huit sites dont, notamment, celui d'El Gammass, de Boumerzoug, du 05 Juillet, de Zaouèche et de Boudraa Salah, fera état du désappointement total des habitants. Et de préciser que cela concerne le devenir d'environ 10.000 familles qui ne sont abreuvées que de promesses depuis 2011, sans rien voir venir à l'horizon. «Dans ces conditions, nous les présidents d'association avons pris la décision de tirer la sonnette d'alarme en organisant cette réunion, pour passer en revue la situation depuis la date de la signature des contrats programmes en juillet 2011, qui, en vérité, n'ont pas avancé d'un iota», dira-t-il. Et d'ajouter que malgré la tenue de plusieurs réunions avec l'ancien chef de daïra, ainsi que l'actuel, les choses n'ont pas avancé et sont demeurées sans suite. «Devant cette inertie qui n'a

d'égales que les déclarations tonitruantes sur le sujet faites parallèlement à la presse, par des responsables en relation avec le dossier, loin de baisser les bras, nous avons multiplié les démarches, doléances et autres requêtes qui sont restées également lettre morte et sans résultat palpable. Nous tenons d'ores et déjà à dénoncer, notera-t-il, le recensement fait par la SAU (ndlr, Société d'aménagement et d'urbanisme), qui est la seule à avoir bénéficié du marché, car il est incomplet, comporte des erreurs et des omissions nombreuses d'habitants». Selon notre interlocuteur, «nous avons invité plusieurs fois la SAU pour organiser une opération d'authentification commune sur PV de la liste des habitants des différents sites, malheureusement sans résultat. Nous attirons l'attention des autorités sur la nécessité d'actualiser les listes des habitants, en considération des événements survenus depuis le recensement, à l'enseigne des décès, mariage, ou encore de certains ménages demandeurs de logements sociaux et qui viennent d'en bénéficier dernièrement».

Aïn Smara

Un concours décrié et des explications

Des employés de l'APC d'Aïn Smara qui ont participé à un concours interne, organisé les 13 et 15 février dernier par l'administration communale en vue de recruter des agents administratifs et des administrateurs au sein des services de l'APC, nous ont contacté pour protester et dénoncer ce qu'ils ont appelé «les irrégularités et les passe-droits» qui auraient entaché le déroulement de ce concours. Certains se sont déplacés au bureau à notre rédaction, d'autres ont appelé par téléphone pour exprimer leurs plaintes, tout en demandant que leurs noms ne soient pas cités par crainte d'éventuelles sanctions administratives. «C'est totalement inadmissible !», s'est exclamée une femme qui a postulé pour un des 3 postes d'administrateur soumis au concours. Selon elle, «la commission aurait retenu les candidatures de pré-traités alors même que ces derniers font partie de la commission de sélection». Un autre parmi le groupe, qui est venu directement nous voir, prétend que les postes ont été attribués avant même les examens de concours. «Des candidats ont été retenus à cause de leur appartenance à une formation politique locale», affirme un autre. Et enfin, un protestataire a soutenu que certains candidats ont été rappelés de l'université où ils exercent pour bénéficier du poste d'administrateur pour des raisons «sociales, étant indigents, pères de

familles nombreuses et autres considérations qui cachent mal un favoritisme avéré», a-t-il indiqué. «Je suis au courant de ces appréhensions et protestations», a répondu à notre interrogation le président de l'APC d'Aïn Smara, M. Boukhalfa. «Organiser des concours pour recruter du personnel administratif n'est pas une situation de tout repos, a-t-il expliqué. C'est très difficile. Pour le cas présent, nous avons ouvert un concours interne pour 3 postes d'administrateurs et nous avons reçu 105 candidatures. Nous avons organisé le concours dans la transparence totale : chaque candidature est passée en effet devant trois commissions différentes : une pour le tri des dossiers, une autre pour la notation des candidats suivant les critères de la fonction publique et la troisième pour l'entretien avec le candidat. Malheureusement, les contestations des candidats non retenus sont toujours inévitables». Et d'indiquer à l'intention des contestataires qu'il reste toujours «la possibilité de faire des recours». Ensuite, le maire signale que les dossiers des candidats retenus vont encore être soumis à l'approbation de l'organisme de la fonction publique au niveau de la wilaya. «C'est dire que l'opération est loin d'être achevée et que le choix des candidats retenus est loin d'être fait, comme ils le prétendent», a conclu le maire.

A. M.

Les trains de banlieue font le plein

Des responsables de la SNTF de Constantine ont déclaré hier à la radio que les lignes de transport de voyageurs par train de banlieue sont devenues éminemment rentables, compte tenu de la forte demande en voyageurs, et ont connu une augmentation de 178,33% durant les trois derniers mois. Aussi, d'après eux, les recettes engrangées durant cette période ont augmenté de 1000% environ. Et de considérer que cette explosion de la demande pour les trains de banlieue réside, d'une part, dans le respect strict des horaires et d'autre part, dans l'existence d'agents de sécurité de la société dans les trains. «Compte tenu de la situation actuelle dans les transports, ont-ils commenté, ces deux facteurs ne manquent pas d'attirer vers nous beaucoup de clientèle qui estime que le train est devenu le moyen de transport le plus sécurisé et le plus rapide aussi».

«Une histoire humaine» au TRC

L'association constantinoise «Masrah Maraya» (le théâtre du miroir) présentera aujourd'hui samedi 22 février à 14h, sur les planches du théâtre régional de Constantine (TRC), sa nouvelle production intitulée «Une histoire humaine», adaptée de l'oeuvre de l'écrivain tadjik, Djoumoua Kaddous, dans une mise en scène de Milat Salah-Eddine. Selon les informations données par les organisateurs du spectacle, la pièce raconte la période qui avait suivi un cataclysme qui a ravagé la terre et provoqué la mort de toute la population. Toute ? Pas tout à fait, car cinq hommes et une jeune fille ont survécu sur un lopin de terre sur lequel il y a une mare et un pommier. Les êtres humains rescapés vont-ils reproduire les mêmes erreurs commises par leurs ancêtres disparus où vont-ils, au contraire, recommencer une nouvelle vie sur la planète ? La réponse mérite d'être connue en allant voir cette pièce.

Ecroué pour agressions

Agissant à la suite des plaintes déposées par les victimes, la 4^e sûreté urbaine de Sidi Mabrouk a mis fin aux activités d'un individu dangereux qui opérait au niveau du quartier, en agressant à l'arme blanche les citoyens pour les déposséder de leurs biens. Agé d'une vingtaine d'années, le délinquant a été arrêté le 13 février dernier au niveau du quartier des frères Abbès (Oued El-Had), indique un communiqué diffusé, hier, par la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Présenté devant le procureur de la République, le mis en cause a été mis en détention provisoire.

Quatre arrestations pour détention de drogue et port d'armes blanches

Au cours des journées des 19 et 20 février courant, les éléments de la sûreté urbaine du 12^e arrondissement de Constantine ont arrêté quatre individus pour divers délits. Agés entre 19 et 27 ans, les mis en cause opéraient à proximité de l'établissement hospitalier de Djebel Ouahch en s'adonnant à la consommation de drogue et portaient des armes blanches prohibées. Présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Constantine, deux des quatre individus mis en cause ont bénéficié de la liberté provisoire tandis que les deux autres ont été mis en détention provisoire, a indiqué un communiqué diffusé, hier, par la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

A. Mallem

La ville en quête d'amélioration

A. Mallem

Faisant un constat sommaire de la situation actuelle qui caractérise la ville algérienne, M. Hosni Boukerzaza, recteur de l'université Constantine 3 et président d'honneur de la journée d'étude sur l'amélioration urbaine et la sécurité organisée, jeudi, au sein de l'université, a considéré que la ville algérienne, en général, accuse un manque flagrant d'équipements dans tous les domaines, notamment en matière urbaine quand on pense aux routes, aux espaces verts, de culture et de loisirs. «Pour ce qui est de l'amélioration urbaine, le diagnostic est déjà fait, dira en substance cet universitaire, il reste seulement à déterminer la nature des interventions à effectuer, les moyens à mettre en œuvre et cibler les espaces d'intervention qui se situent dans un éventail très large».

Ajoutant dans ce sens que «les possibilités d'amélioration existent et cela est prouvé par le travail que sont en train de mener les collectivités locales dans le domaine des espaces verts».

Cette introduction a été faite en ouverture de la journée d'étude initiée par l'université Constantine 3 sur le thème de «L'amélioration urbaine, l'environnement et la sécurité» et organisée conjointement par l'Institut de gestion des techniques urbaines et la direction des activités culturelles et sportives de l'université à l'occasion de la Journée nationale de la ville. La manifestation a regroupé beaucoup d'universitaires d'une part, et les décideurs en les personnes de représentants du ministère de l'Habitat, des bureaux d'études et organismes étatiques, comme la direction de l'urbanisme (Duc), l'Urbaco, la Dlep,

l'APC d'El-Khroub représentée par son président, les représentants de la sûreté de wilaya et ceux du mouvement associatif, notamment quatre associations lauréates du «Prix vert», dont l'une qui est venue de Ghardaïa, une autre de Souk Ahras et les deux associations de Constantine (la cité du 20 Août et la cité des 500 logements de Zouaghi).

Selon M. Amirèche, doyen de la faculté des techniques de gestion urbaine, les objectifs assignés à cette journée consistent essentiellement dans l'échange d'idées, d'approches, de méthodes sur les questions de l'amélioration urbaine, la protection de l'environnement urbain et la sécurité urbaine. «De manière générale, dira-t-il, l'université est ouverte sur son environnement socioéconomique et culturel et il importe de concrétiser, sur le terrain, la relation entre l'académicien et l'homme du terrain, le praticien.

D'autre part, à travers cette journée, nous allons examiner la possibilité de signature de conventions de partenariat avec les différents acteurs. Et enfin, c'est une occasion pour la masse estudiantine, les doctorants de s'imprégner de ce qui se fait sur la ville et ses problèmes. Aussi, dans le cadre de cette journée d'étude, une dizaine de communications abordant les thèmes se rapportant à l'amélioration urbaine des cités en général, l'éclairage public, les espaces verts, la sécurité à l'intérieur de la ville, des thèmes sur l'écologie urbaine et le développement durable ont été faites. Et elles ont été complétées par une série de posters sur les questions de l'amélioration urbaine présentées par des doctorants, des enseignants et des associations.

Criminalité

65 affaires résolues grâce à l'identification par empreintes digitales

Le système d'identification automatique par empreintes digitales, ou Automated fingerprint identification system (AFIS), mis en service depuis mars 2013 à Constantine, a permis de résoudre à ce jour 65 affaires de criminalité, a indiqué jeudi le chef de sûreté de wilaya, Mustapha Benaïni. Cet outil technologique utilisé par les services de police a été «d'un apport considérable» dans la résolution des affaires de criminalité traitées par la sûreté de wilaya, a souligné le même responsable, précisant à l'APS que de mars à décembre 2013, une soixantaine de cas ont été résolus par ce nouveau système de pointe.

Sur les 60 affaires traitées durant cette période, 35 cas sont liés à des vols, 20 à l'usurpation d'identité et cinq (05) affaires aux faux et usage de faux, a détaillé le chef de sûreté de wilaya, précisant que parmi les affaires solutionnées figurent des cas remontant aux années 2004, 2006 et 2008. De janvier 2014 à ce jour, cinq (05) affaires criminelles datant des années 2008, 2010, 2011

et 2012 ont été résolues grâce à ce système moderne dont l'utilisation est appelée à se généraliser «prochainement» dans toutes les sûretés de daïra de la wilaya, a affirmé M. Benaïni.

Le système d'identification automatique par empreintes digitales a permis de solutionner en 2013, dans 15 wilayas dans l'est du pays, près de 300 affaires sur les 2.945 traitées par AFIS, a-t-on indiqué.

Mettant en relief l'importance de ce système, dont la mise en service s'inscrit au titre des efforts de modernisation de la police algérienne, le chef de sûreté de wilaya a également souligné «l'impact de ce dispositif en cas de calamités et de catastrophes naturelles dans la mesure où il permet l'identification des corps en un temps record».

L'AFIS permet à la fois d'effectuer en quelques minutes une recherche sur les traces des 10 doigts et sur celles relevées sur des scènes de crime et d'identifier une personne de manière fiable grâce à une vérification de deux ou de 10 doigts, a précisé M. Benaïni.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

22 rabie ethani 1435				
El Fedjr 05h48	Dohr 12h47	Assar 15h56	Maghreb 18h25	Icha 19h44



Es-Sénia

Les habitants d'un bidonville bloquent la route

Djamel B.

Des dizaines de citoyens habitant un bidonville aux abords de l'axe reliant Es-Sénia à la cité Commandant Chérif Yahia (ex-200 logements) ont bloqué la circulation automobile durant plus d'une heure, tard dans l'après-midi du jeudi. Selon des citoyens rencontrés hier, les habitants de ce bidonville ont eu recours à la protestation pour dénoncer une décision de démolition qui concernerait plus d'une vingtaine de familles qui ont érigé des constructions illicites. Aux environs de 16 heures, les protestataires ont installé des blocs de pierre au milieu de l'axe routier obligeant les nombreux automobilistes à rebrousser chemin.

Aussitôt alertés, les services de la gendarmerie et de la po-

lice de la daïra d'Es-Sénia se sont rendus sur place et ont installé un dispositif sécuritaire pour éviter d'éventuels dérapages. Sur cet axe très fréquenté, la circulation a été bloquée jusqu'aux environs de 17h30. Les automobilistes et les transporteurs de la ligne 34 ont été contraints de faire un long détour par le 4^e périphérique puis Aïn El-Beïda pour pouvoir rejoindre leurs foyers à la cité des 200 logements. Il y a lieu de signaler que le site en question se trouve à proximité du château d'eau d'Es-Sénia.

Il y a plus d'une année, les services de la daïra d'Es-Sénia avaient déjà démolé quatre constructions illicites qui se trouvent aux abords du quatrième périphérique, à quelque 200 mètres du château d'eau. Il y a lieu de signaler que les services de la daïra d'Es-Sénia

mènent une lutte implacable contre les constructions illicites. En juillet dernier, 47 constructions illicites ont été démolies à Aïn El-Beïda. Il s'agit d'une région où prolifèrent bidonvilles et constructions illicites dont les occupants ont été recensés en 2007. Selon des statistiques établies par les services concernés, la daïra d'Es-Sénia compte à elle seule 6.300 constructions illicites et abrite les plus grands bidonvilles de la wilaya d'Oran, implantés dans les communes d'Es-Sénia, Sidi Chahmi et El-Kerma. Parmi les plus grands bidonvilles, l'on cite celui du «Virage» ou «El Oued» à Aïn El-Beïda, «Dubai» à Sidi Chahmi, «El-Mouala» à El-Kerma, entre autres. En parallèle, la daïra d'Es-Sénia a bénéficié d'un important quota de logements dont 8.000 sociaux, 400 LPA et 86 autres ruraux.

Leurs diplômes ne sont pas reconnus

500 aides-soignants dans l'expectative

Salah C.

Pas moins de 500 aides-soignants diplômés d'écoles paramédicales privées se retrouvent, après tant de sacrifices financiers et d'efforts soutenus, sous la menace de ne pas être recrutés au niveau des établissements de santé publique. Selon un représentant des concernés, le nœud affiché par la fonction publique à leur égard constitue un mépris total et une marginalisation, sachant que le plus grand recruteur du personnel paramédical en général demeure le secteur public. Ceci dit, ils s'interrogent sur le fait qu'ils ont suivi un cursus normal au sein des établissements privés au nombre de trois dans la wilaya d'Oran et ce, selon un programme de formation identique avec celui des écoles de formation paramédicale publique et enfin avec un encadre-

ment pédagogique reconnu en tant que tel. Ils ont également bénéficié de stages dans des institutions étatiques. Une question se pose, selon eux : pourquoi a-t-on délivré des agréments à ces établissements privés si leurs diplômes ne sont pas reconnus ? La seule alternative offerte à ces promotions -avec en perspective l'arrivée d'autres- demeure l'inscription auprès des services des agences de l'emploi en attendant qu'un employeur se manifeste. A contrario, leurs collègues formés par les instituts de formation paramédicale peuvent être recrutés selon les besoins exprimés et leur nombre est fixé justement par les besoins du secteur. Pourtant, les diplômes obtenus sont dûment signés par le directeur de l'école paramédicale d'Oran, sachant que la formation de ce personnel de base est également dispensée au niveau de l'EHU du 1^{er} No-

vembre 1954. Relevant toutes ces contradictions et dont les victimes sont des diplômés potentiellement chômeurs, les concernés appellent le président de la République, avec à l'appui une pétition signée par les concernés, afin d'intervenir auprès de la tutelle, à savoir le ministère de la Santé, ainsi que l'inspection générale de la fonction publique, afin de revoir ce schéma discriminatoire et de recourir à la seule valeur sûre, en l'occurrence l'appréciation de la compétence. Ils affirment également que toutes les démarches possibles entreprises auprès des services concernés se sont avérées vaines. Ils relèvent à juste titre que l'ouverture de ces établissements de formation n'a pas été fondée car ils n'ont pas été pris en considération dans la carte de formation qui définit les besoins de l'offre et de la demande.

Port d'Oran

Saisie de 1.723 livres de propagande religieuse

K. Assia

Une importante quantité d'ouvrages de propagande religieuse vient d'être saisie par les douaniers du port d'Oran. Pas moins de 1.723 livres religieux entre Bible, Thora et Talmud ont été découverts, mercredi, par les douaniers lors du contrôle des passagers en provenance d'Alcanta à bord du car-ferry le Tassili 2. La fouille minutieuse d'un véhicule de marque Peugeot a permis aux agents chargés de la visite des voyageurs de confisquer, en plus de ces livres, une quantité de 114 CD de même nature. Le propriétaire de cette marchandise interdite, un ressortissant algérien établi en France, a été remis aux services de la police des frontières du port d'Oran. Ceux-ci doivent ouvrir une enquête sur les tenants et les aboutissants de cette affaire de prosélytisme. En effet, d'importantes quantités d'ouvrages et de supports de cette propagande insi-

dieuse ont été saisies, dans le passé, par les services des douanes du port d'Oran. Souvent, ces livres destinés à l'évangélisation sont remis à nos émigrés lors de la traversée. Certains passagers distribuent gratuitement des Bibles et différents dépliants racontant de courtes histoires sur la chrétienté. Sur ces ouvrages, il y a également des appels à embrasser la religion chrétienne.

Edités en arabe littéraire et dans différents dialectes, marocain, algérien et tunisien, ou encore dans la langue tamazight, ces appels sont adressés à nos compatriotes, ainsi qu'aux autres Maghrébins, auxquels il est demandé de se convertir à la religion chrétienne.

Des films documentaires sur la chrétienté sont également diffusés pour attirer le maximum de personnes en mettant à leur disposition des numéros de téléphone et même un site électronique pour leur permettre d'être en contact avec les évangélistes.

1.354 personnes reconduites d'Europe vers les ports de l'Ouest

K. Assia

Pas moins de 837 personnes ont été reconduites aux frontières par les services de police européens et embarquées à destination des ports de l'Ouest pour séjour irrégulier, selon un bilan d'activités des services de l'Inspection régionale de la police des frontières. Les jeunes originaires de plusieurs régions de l'ouest du pays et notamment d'Oran ont été arrêtés, lors de plusieurs contrôles, lesquels ont révélé que les concernés n'avaient aucun document attestant leur séjour en Europe, particulièrement en France et en Espagne, alors que d'autres avaient le visa qui avait expiré. Par ailleurs, 199 personnes ont été également expulsées pour séjour irrégulier ou pour avoir commis certains délits dans ces pays. Si ces expulsions représentent des cas tout à fait représentatifs du «retour for-

cé», résultat de la politique de lutte contre l'émigration clandestine, adoptée par les pays de la rive nord de la Méditerranée, 215 autres rapatriés traduisent, en revanche, des cas qui ont volontairement choisi de faire le chemin du retour vers le pays d'origine. Le bilan fait également état de 103 refoulés aux frontières européennes. Ceux-ci ont été trouvés sans aucun document en leur possession, ce qui a contraint ces pays à les refouler vers leur pays d'origine. Au total, ce sont 1.354 personnes qui ont été rapatriées vers les ports de l'ouest du pays. Notons, par ailleurs, que pas moins de 1.096.290 personnes ont transité par les frontières aériennes de l'Ouest. Pour ce qui est des frontières maritimes, l'on signale quelque 303.501 voyageurs ayant embarqué et débarqué aux ports d'Oran et de Gharzaouet, dans la wilaya de Tlemcen.

Méto d'Oran

La première tranche livrée en 2020 et la totalité en 2030

La première tranche des travaux du métro d'Oran sera livrée en 2020 et la totalité en 2030, a-t-on appris auprès du directeur d'études et d'engineering à l'Entreprise du métro d'Alger (EMA), en marge du Salon international des transports, de la logistique et de la mobilité, clôturé jeudi à Oran. M. Kherfi Menad a indiqué à l'APS que la première tranche, portant sur la réalisation d'un tracé de 13 kilomètres, sera livrée en 2020, «si les délais sont respectés». Les travaux de deux autres kilomètres seront livrés en 2025 et le projet en totalité sera réceptionné en 2030, a-t-il ajouté. Trois phases d'études de ce projet, lancées en septembre 2011, à savoir une étude préliminaire et des études d'avant-projet sommaire (APS) ont été réalisées, a indiqué le même responsable, soulignant que la dernière phase d'avant-projet détaillé (APD) sera

bientôt achevée. Le projet du métro d'Oran prévoit 20 stations et un tracé de 19,66 km reliant El-Hassi au pôle universitaire Bir El-Djir, passant par les quartiers M'dina d'Idja, Es-Sabah et le futur stade olympique de la localité de Sidi El-Bachir, avec une fourche de deux kilomètres allant du siège de la wilaya vers le centre-ville d'Oran. Ce tracé a plusieurs connexions avec d'autres moyens de transport tels que les bus et le tramway. Il y aura des pôles d'échanges et des stations intermodales, a-t-on souligné.

La première phase de réalisation, qui concerne 13 km avec 13 stations reliant la localité d'El-Hassi, à l'ouest, au boulevard millénaire, à l'est d'Oran, sera entamée prochainement après l'achèvement des études d'APD, la préparation du cahier des charges et le lancement d'un avis d'appel d'offres, a-t-on annoncé.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Le Voto



certain nombre de wilayas. Non ! Ils proposent, les deux vieux, que soit lancé un jeu qui s'appellera le «Voto». C'est un loto khoroto-politique. Par amour du pays, on évitera toutes les dépenses de campagne. On laisse le

gouvernement tel qu'il est. Jusqu'à ce que l'heureux gagnant du Voto soit connu. Il suffit d'acheter une grille de Voto dans un tabac. Cocher cinq numéros et un sixième, attendre le tirage. Le tirage et le mélange des boules se feront sous le contrôle d'un huissier. L'heureux gagnant sera président. Si personne ne gagne, on remettra ça à la semaine d'après. On re-achètera un autre ou plusieurs autres grilles et re-cochera d'autres numéros et on re-attendra le tirage. Cela peut durer des semaines, des semaines qui renfloueront les caisses de l'Etat. Grâce au Voto, ce ne sera pas la peine t'voto. «Et ne «votorons» pas ceux qui pensent que les jeux de hasard ne sont pas hallal...», fait remarquer Otchimine à Dhaouia..., donc, une partie de la population serait écartée, c'est antidémocratique.

Il ne se trouve pas un seul ou une seule concitoyen ne qui ne se demande qui sera président. Chose normale. Rien n'est clair. Et malin celui qui peut avancer un nom. Même s'il est vrai que chacun s'est, du jour au lendemain, trouvé des capacités d'analyse et des éléments d'éclairage comme s'il était dans les secrets des lieux. Chacun a son rasmi comme s'il avait dîné hier soir avec les faiseurs de présidents qui excellent dans la voyance et khat errmal. Hé bien Otchimine et sa Dhaouia, en conclave hier autour d'un berad de thé et sni, ont trouvé la formule, après avoir mastiqué un msémène et torturé leur dentier.

«Facile-macile», qu'ils ont dit. Tout Algérien âgé de plus de dix-huit ans peut devenir président. Il ne sera pas demandé de récolter un certain nombre de signatures dans

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Boudhir Zineb, 92 ans, rue Boushaba Abdellah
Abbass Benabou, 29 ans, El-Hamri
Zaatout Ahmed, 43 ans, Gambetta
Benkalafat Saïd, 82 ans, Vieille mosquée

Horaires des prières pour Oran et ses environs

22 rabie ethani 1435				
El Fedjr 06h17	Dohr 13h15	Assar 16h25	Maghreb 18h54	Icha 20h12



Vieux bâti Des entreprises spécialisées pour les démolitions

Des entreprises spécialisées seront consultées dans le cadre des opérations de démolition devant cibler certains immeubles vétustes implantés dans des quartiers historiques ou stratégiques.

K. Assia



Les autorités locales ont décidé de privilégier les meilleures études. Le choix sera porté, selon des sources proches du dossier, sur les meilleures études de démolition qui identifieront toutes les contraintes afin de veiller à la sécurité des constructions avoisinantes et à leur environnement. Ces sociétés seront désignées pour certains sites sensibles et historiques, comme c'est le cas du quartier de Scalera et Sidi El-Houari, entre autres. Toutes les mesures de prévention seront prises pour veiller à l'aspect architectural et, surtout, à la sauvegarde des espaces avoisinants. Les terrains récupérés seront destinés à des grands projets d'envergure, explique-t-on. Selon des spécialistes, la démolition des habitations menaçant ruine ne peut être opé-

rée spontanément. Tout acte de démolition repose sur un diagnostic technique assuré par des spécialistes, car elle touche trois catégories différentes d'immeubles. La première catégorie concerne les immeubles relevant de la propriété privée et dont les propriétaires sont difficilement joignables.

La seconde concerne les immeubles situés au cœur du tissu urbain et, par conséquent, leur démolition représenterait un autre problème non moins complexe.

La troisième concerne les structures sous forme de carcasse. Pour ce qui est de l'aspect technique, les sites à nettoyer comprennent des constructions plus coriaces à la démolition, car faites le plus souvent de béton et ancrées dans des îlots de maisons, inquiétant de ce fait le voisinage et sont surtout en hauteur. Pour éviter de tels désagréments, les services de la wilaya

avaient opté, il y a deux ans, pour la mise en place d'une régie communale chargée du dossier de la démolition. Outre l'aspect technique, la démolition nécessite également des sommes conséquentes. Rappelons que la décision de créer une régie communale a été prise à la suite d'un appel d'offres infructueux lancé pour désigner des sociétés privées en vue de raser ces immeubles en ruine. Au total, plus de 150 immeubles et habitations dont les familles ont déjà bénéficié de logements doivent faire l'objet de démolition, principalement dans le quartier de Derb et Sidi El-Houari. D'autres immeubles et habitations seront concernés par la démolition, après le relogement des familles qui ont bénéficié de décisions de pré-affectations. Certaines opérations ont été déjà lancées et les terrains récupérés.

Colloque sur les sociologues arabes «Les parias et la révolution» thème de la prochaine édition

«Les parias et la révolution» est le thème retenu par les participants au Colloque international sur «Les sociologues arabes, face aux questions de mutations actuelles», au terme de leurs travaux, jeudi, à Oran.

Le prochain colloque, prévu dans six mois, à Oran, sera axé sur «Les parias et la révolution», thème abordant le «bascullement des acteurs de la Révolution du centre vers la caste des vulnérables, des exclus de la société et des marginalisés», a indiqué le secrétaire général de l'Association arabe de sociologie (AAS), dans une déclaration à la presse, au terme du colloque.

Des idées exposées, lors du colloque «seront développées et enrichies, à la prochaine rencontre,

après que cette édition a eu un succès exceptionnel, en s'intéressant aux acteurs du mouvement social», a ajouté M. Mohsin Bouazizi. Il a été, également, proposé, au terme de cette rencontre, la tenue d'autres rencontres périodiques axées sur les dialogues sociologiques, les résultats des recherches sur la société arabe, l'évolution des thèses, ainsi que sur la présentation, aux jeunes étudiants de sociologie, des expériences et des études sociologiques, dans la perspective de créer un courant de sociologie arabe. Les travaux du colloque se sont déroulés pendant trois jours, en sept séances abordant, entre autres, l'élite et les changements sociaux dans le monde arabe, le changement et les contestations sociales, l'accumulation

des contestations sociales, dans le monde arabe, dans la dernière décennie, les mutations sociales actuelles et le rôle des médias, dans le monde arabe. Les chercheurs ont traité, dans des travaux d'ateliers, des questions liées au football, à l'utilisation des réseaux sociaux et leur impact sur les mutations sociales. Une table ronde sur «le printemps arabe, après trois ans» a été, également, animée par des chercheurs d'universités algériennes et françaises.

Le colloque sur «Les sociologues arabes, face aux questions de mutations actuelles» a été organisé par le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC), en collaboration avec l'Association arabe de sociologie (AAS) et l'Université d'Oran.

Commémoration du 24 Février

Un marathon à Oued Tlélat

A l'occasion du double évènement de la création de l'UGTA et de la nationalisation des hydrocarbures et à l'initiative de la direction générale d'INERGA et de son comité de participation, un premier marathon a été organisé, à Oued Tlélat, hier, et a permis à une centaine de personnes d'y participer. Des personnes de tous âges et des deux sexes, voire quelques étrangers, également, ont pris part à cette manifestation sportive

et commémorative qui a mobilisé les autorités locales et les services de sécurité. Cette compétition a connu une réussite manifeste et a permis à la population de sortir de son ordinaire. Les inscriptions ouvertes pour la participation au marathon ont été effectuées au siège de la daïra et de la base logistique de l'entreprise.

D'autre part, le départ a été donné à 9 h, à Khdamia et l'arrivée était prévue à 10h30, à la

salle omnisports de Oued Tlélat. Les vainqueurs du marathon sont au nombre de cinq, selon les cinq catégories participant à la manifestation: Bechkour Smail pour la première, Malki Houari pour la seconde, Bensenouci Abdelaziz pour la troisième catégorie, la quatrième a été remportée par Nadjadi Hamza et, enfin, la cinquième à Belguedech Belkacem. Ce dernier est âgé de 81 ans.

R. L.

Arrestation de deux bandes de malfaiteurs à Aïn El Turck

Rachid Boulélis

Les éléments de la Police judiciaire, relevant de la Sûreté de daïra d'Aïn El Turck, chargés de la lutte contre la délinquance juvénile, viennent de mettre, hors d'état de nuire, un groupe de malfaiteurs, parmi lesquels figure une jeune femme, spécialisés dans le vol, avec violence, sous la menace d'armes blanches.

Selon nos sources, les mis en cause, 2 repris de justice, B.A., 22 ans et Z.M., 24 ans, utilisaient comme appât une délinquante, H.A., qui vient à peine de sortir de l'adolescence et ce, pour attirer les potentielles victimes dans un guet-apens, surnoisement concocté, pour le besoin, de leurs forfaits. Elle était, en effet, chargée de les ramener dans un endroit isolé, loin des regards, des curieux, choisi au préalable et où l'attendait de pied ferme ses deux complices. Ces derniers n'avaient ainsi plus qu'à dépouiller, tranquillement, leurs victimes de leurs biens personnels, sous la menace d'armes blanches, indiquent nos sources. Les trois mis en cause dans cette affaire ont été

présentés, avant-hier, devant le magistrat instructeur, près le tribunal correctionnel d'Aïn El Turck. Au terme de leur audition, ils ont été placés, en détention provisoire, sous les principaux chefs d'accusation, cités en préambule.

Selon les mêmes sources, on apprend, par ailleurs, que les enquêteurs de la PJ de ladite sûreté de police, ont réussi, au début de la semaine en cours, à démanteler une bande de cambrioleurs parmi lesquels figurent deux mineurs. Les mis en cause, S.Z., 16 ans, H.M., 17 ans, et A.M., 19 ans, des récidivistes, ont perpétré deux vols par effraction, dans des habitations sises à Haï Nakhil, quartier situé sur le territoire du chef-lieu de ladite daïra. Les policiers ont pu récupérer une grande partie des objets volés lors de ces deux cambriolages. Les auteurs ont été déferés devant ledit parquet et écroués pour association de malfaiteurs et vol par effraction.

Une enquête judiciaire a été ouverte pour chacune de ces deux affaires pour tenter de déterminer l'ampleur des méfaits commis par ces prévenus.

Commune d'Oran 98 parkings seront donnés en concession



K. Assia

Quelque 109 gardiens de parkings, recensés à travers la commune d'Oran, ont déposé leurs dossiers, dans le cadre de l'opération d'exploitation des parkings.

Ces dossiers ont été étudiés et une enquête de moralité est, à présent, ouverte par les services compétents, pour retenir les gardiens les plus éligibles. Cette enquête sera suivie de la signature de contrats, avec les nouveaux exploitants, pour définir les conditions exigées pour la gestion de 98 parkings que la commune a recensés, dans le cadre de cette opération de réaménagement des sites de stationnement. En effet, devant l'échec de certaines communes à gérer le dossier relatif à l'exploitation anarchique des parkings, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a instruit, celles-ci, à effectuer des enquêtes de moralité pour céder, en concession, ces espaces publics. C'est le cas l'APC d'Oran, plus grande commune d'Algérie, qui est, désormais, chargée de mener, pour la première fois, des enquêtes d'habilitation pour s'assurer si les exploitants actuels répondent aux critères exigés, en matière d'intégrité et surtout si ces

derniers ne sont pas recherchés par la justice. Une commission a été déjà mise sur pied, selon des sources communales, pour recenser et identifier l'ensemble de ces espaces publics. Après plusieurs sorties, à travers les 12 secteurs urbains, la commission a recensé une moyenne de 98 parkings gérés anarchiquement.

Ce manque à gagner pour les communes a été souligné, dans la directive ministérielle, de 2008, laquelle portait déjà sur le recensement des parkings et leur réorganisation dans le cadre de coopératives. Le projet vise, selon des sources communales, à mieux gérer ces espaces, dans le cadre d'un cahier de charges définissant les conditions d'exploitation des parkings.

Avec la mise en exploitation du tramway, la réorganisation des parkings s'avère indispensable, dans une ville où le parc automobile ne cesse de croître. Une commission de wilaya chargée du dossier devait, également, voir le jour dans la wilaya d'Oran. Celle-ci a été chargée d'étudier la problématique et de dégager des solutions pour réactiver le dossier de la concession. Le procédé permettra de résorber le chômage et favoriser les jeunes qui sont sur place.



Arguments de poids en faveur du riz doré

MELBOURNE – Organisation environnementale d'envergure internationale, Greenpeace a pour habitude d'être en première ligne du militantisme. Le mois dernier, les rôles semblent néanmoins s'être inversés, l'ONG devenant en effet la cible d'attaques.



PAR PETER SINGER

Professeur de bioéthique à l'Université de Princeton, et professeur émérite à l'Université de Melbourne. *

Patrick Moore, porte-parole d'un mouvement d'opposition – comptant lui-même parmi les tout premiers membres de Greenpeace – accuse l'organisation de complicité dans la mort de quelque deux millions chaque année. Moore fait en effet référence aux décès liés à des carences en vitamine A, un problème très fréquent chez les enfants dont le riz constitue l'aliment de base.

La mort de tous ces enfants pourrait être évitée, Moore fait-il valoir, s'il était possible de recourir au « riz doré », une variété génétiquement modifiée par l'homme afin de lui conférer une teneur en bêta-carotène plus élevée que celle du riz ordinaire. Or, aux côtés de plusieurs autres organisations opposées à l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM), Greenpeace fait campagne contre cette introduction de bêta-carotène, transformée en vitamine A par le corps humain.

Bien que Moore s'avance quelque peu en formulant de telles estimations de mortalité, la gravité des carences en vitamine A chez les jeunes enfants est indiscutable, notamment dans certaines régions d'Afrique et d'Asie du Sud-Est. Selon l'Organisation mondiale de la santé, elles provoqueraient chaque année la cécité d'environ 250 000 à 500 000 enfants d'âge préscolaire, près de la moitié décédant dans les douze mois.

Ces carences accentuent par ailleurs la sensibilité des plus jeunes à un certain nombre de maladies telles que la rougeole, qui constitue encore aujourd'hui une cause de mortalité significative chez ces enfants, malgré des progrès en la matière grâce au recours à la vaccination. Dans certains pays, le manque de vitamine A constitue également un facteur majeur des taux de mortalité maternelle élevés constatés au cours de la grossesse et à l'accouchement.

Élaboré pour la première fois il y a 15 ans par des scientifiques suisses, le riz doré a été conçu spécifiquement pour répondre aux carences en vitamine A, les premiers essais de terrain ayant été menés il y a dix ans. Cette variété n'est cependant pas encore disponible pour les agriculteurs. Initialement, il apparaissait nécessaire de concevoir des variétés améliorées, censées se développer par la suite dans les régions les plus susceptibles d'en bénéficier. D'autres expérimentations sur site ont dû être effectuées en conformité aux réglementations strictes gouvernant les cultures OGM. L'obstacle que constituait cette contrainte a par la suite été renforcé lors-

que des militants ont détruit les cultures mises en place aux Philippines à des fins expérimentales.

Les détracteurs de cette variété suggèrent que le riz doré ferait partie intégrante d'une stratégie de l'industrie biotechnologique en direction d'une domination du secteur agricole à l'échelle de la planète. Pourtant, bien que le géant de l'agro-business Syngenta ait effectivement contribué au développement de ce riz génétiquement modifié, la société a affirmé qu'elle ne prévoyait nullement de le commercialiser. Les petits exploitants demeureront ainsi au contrôle des graines qu'ils utilisent, et seront en mesure de conserver les semences issues de leurs récoltes.

En effet, Syngenta a accordé un droit de sous-licence de ce riz à une organisation à but non lucratif baptisée Golden Rice Humanitarian Board. Cet organe, qui réunit notamment les deux inventeurs concernés, est en droit de fournir ce riz aux institutions de recherche publique et autres exploitants à faible revenu au sein des pays en voie de développement, aux fins d'une utilisation humanitaire, à condition qu'il ne le facture pas à un tarif supérieur à celui des semences du riz ordinaire.

Dans les années 1980, époque à laquelle les premières variétés génétiquement modifiées ont été développées, plusieurs incertitudes justifiaient effectivement une certaine prudence. Était-il dangereux de consommer ces variétés ? Ne présentaient-elles pas un risque de pollinisation croisée avec les végétaux naturels, conduisant à leur transmettre les caractéristiques particulières qui leur étaient conférées – de type résistance aux insectes ravageurs – et ainsi de créer de nouvelles mauvaises herbes ultra résistantes ? Dans les années 1990, en tant que candidat du Sénat au parti Australian Greens, j'ai moi-même compté parmi ceux qui préconisaient des réglementations strictes afin d'empêcher les entreprises biotechnologiques de mettre en danger notre santé ou celle de l'environnement dans le simple but d'accroître leurs bénéfices.

Or, les variétés génétiquement modifiées représentent aujourd'hui près d'un dixième des variétés cultivées à travers le monde, et aucune des conséquences désastreuses que craignait ce parti écologiste ne s'est en fin de compte manifestée. Aucune donnée scientifique sérieuse ne démontre la responsabilité des aliments génétiquement modifiés dans l'apparition d'une quelconque maladie, les OGM faisant pourtant l'objet d'une réglementation bien plus poussée que les aliments « naturels. » (Les denrées naturelles sont par ailleurs elles aussi susceptibles de représenter un risque pour la santé, comme l'ont récemment démontré plusieurs études ayant établi qu'un type de cannelle fort répandu pouvait provoquer des dommages au niveau du foie.)

De plus, bien qu'une pollinisation croisée entre les variétés génétiquement modifiées et les plantes sauvages soit effectivement possible, aucune variété

de mauvaises herbes super-résistantes n'est à ce jour apparue. Nous ne pouvons que nous en féliciter – et peut-être les réglementations introduites en réponse aux inquiétudes exprimées par les organisations environnementales ont-elles joué un rôle dans ce résultat.

Il est important que soient maintenues un certain nombre de réglementations permettant de préserver l'environnement et la santé des consommateurs. La prudence est toujours un choix raisonnable. Ce qu'il s'agit en revanche de repenser c'est bien l'opposition aveugle à l'idée même des OGM.

Dans l'approche de toute innovation, il est nécessaire de mettre en balance d'un côté les risques, et d'un autre côté les avantages potentiels. Lorsque ces avantages apparaissent mineurs, il peut être préférable que ne soit pris aucun risque, aussi minime soit-il ; en revanche, lorsque les avantages se révèlent potentiellement considérables, il peut être intéressant d'accepter un risque plus significatif.

Il serait par exemple judicieux que les réglementations soient sensibles à cette différence qui oppose clairement le fait de disséminer une variété génétiquement modifiée résistante à l'herbicide glyphosate (simplement censée faciliter aux agriculteurs le contrôle des mauvaises herbes), et celui de semer des variétés OGM capables de résister à la sécheresse et adaptées aux régions de pays à faible revenu sujets à de fortes températures. De même, il pourrait valoir la peine de cultiver une variété génétiquement modifiée ayant pour potentiel de prévenir la cécité d'un demi-million d'enfants, même si cette démarche doit impliquer quelques risques. Toute l'ironie réside dans le fait que les variétés résistantes au glyphosate sont cultivées à des fins commerciales sur plusieurs millions d'hectares de terre, alors que cela n'est toujours pas possible pour le riz doré (dont aucun risque pour la santé humaine ou pour l'environnement n'a à ce jour été démontré).

Dans certains milieux de l'écologie, l'opposition systématique aux OGM s'apparente à une sorte de serment de loyauté – les dissidents étant ainsi considérés comme des traîtres à la solde d'une industrie biotechnologique qui incarnerait le mal. Il est temps pour nous tous de nous affranchir d'une posture idéologique aussi étroite. Certains OGM sont en effet susceptibles de jouer un rôle véritablement positif pour la santé publique, et d'autres dans le combat du défi alimentaire à l'ère du changement climatique. C'est au cas par cas qu'il nous appartient de considérer les avantages potentiels conférés par chaque variété génétiquement modifiée.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

* Comptent parmi ses ouvrages *Animal Liberation*, *The Greens* (co-écrit avec le fondateur du parti politique Australian Greens, Bob Brown), et *The Life You Can Save*.

Propriété intellectuelle et développement économique

WASHINGTON, DC – Dans son dernier discours sur l'État de l'Union, le président américain Barack Obama a réaffirmé sa volonté d'établir un ambitieux Partenariat transpacifique, proposition d'accord commercial entre les États-Unis et quelque 11 États du Pacifique. De leur côté, l'Union européenne et la Chine s'efforcent de conclure leurs propres accords en Asie et ailleurs. Or, si l'objectif de cette prolifération de pactes commerciaux doit consister à promouvoir un cercle vertueux de croissance dans les pays en voie de développement, la démarche ne saurait alors se limiter à l'abaissement des barrières commerciales ; il est en effet également indispensable de bâtir le cadre institutionnel d'une économie moderne, notamment à travers une solide préservation des droits de propriété intellectuelle (PI).



PAR ROD HUNTER

Directeur principal en économie internationale auprès du Conseil national de sécurité du président George W. Bush *

Nombre de militants et autres dirigeants de gouvernement conçoivent la relation entre protection efficace de la PI et croissance économique de manière erronément inversée, affirmant que les droits de PI constitueraient un obstacle au développement, et ne sauraient ainsi être imposés tant que les États concernés n'auront pas atteint le statut de pays à revenu élevé. Cette conception prévaut notamment en Inde – le pays ayant récemment suspendu les négociations commerciales avec l'UE – et s'est révélée centrale dans l'échec du cycle de Doha relatif aux négociations commerciales sur le plan international. On la retrouve dans les propos du ministre indien du Commerce Anand Sharma lorsque celui-ci explique qu'un certain nombre de « mécanismes intrinsèquement plus souples doivent être conférés aux pays en voie de développement. »

Or, ce sont bien les idées protégées par droits de PI qui constituent le moteur de la croissance pour les États développés comme pour les pays en voie de développement. Plutôt que de procéder à une

dilution des droits de PI, il appartiendrait aux pays en voie de développement tels que l'Inde de reconnaître le renforcement de la protection de la PI comme un prérequis à l'attraction des investissements étrangers dont ils ont besoin pour faire croître l'économie, créer de l'emploi, et améliorer la capacité de leurs citoyens à consommer.

De nos jours, la PI représente une majeure partie de la valeur des grandes entreprises. Une étude récente a révélé qu'en 2009, dans le cadre de multiples secteurs aux États-Unis, le capital intellectuel – à savoir les brevets, droits d'auteur, bases de données, marques commerciales, et autres savoir-faire organisationnels – constituait 44% de la valeur de marché totale des entreprises. Or, ces sociétés ne souhaitent nullement exposer leur PI à un risque d'érosion voire d'usurpation pure et simple ; elles entendent faire des affaires là où elles savent leur PI en sécurité.

Les pays en voie de développement ont tout intérêt à attirer chez eux les sociétés multinationales. Ces grandes entreprises représentent en effet autant d'importations technologiquement avancées et autres méthodes de gestion nouvelles permettant de favoriser la croissance des sociétés intérieures, tout en promouvant une modernisation industrielle. Elles font également naître de nouvelles entreprises locales qui feront office de fournisseurs, dynamisant ainsi l'emploi, développant les capacités des travailleurs, améliorant la productivité,

et augmentant le revenu national. À l'heure actuelle, l'Inde attire tout juste 2,7% de l'investissement mondial en recherche et développement ; la Chine, qui bénéficie d'une meilleure protection de la PI, en mobilise 18% ; cette part s'élevant à 31% pour les États-Unis. Les données de l'ONU ont révélé que le stock d'investissements directs étrangers (IDE) de l'Inde avait représenté à peine 11,8% de son PIB entre 2012 et 2012 – soit bien en-dessous d'une moyenne tournant autour de 30% dans les économies en voie de développement.

Selon une récente étude menée par les économistes Robert Shapiro et Aparna Mathur, si l'Inde parvenait à atteindre le niveau chinois de protection de la PI, ses flux entrants d'IDE annuels pourraient augmenter de 33% annuellement. Au sein du secteur pharmaceutique – domaine particulièrement vulnérable aux violations de PI – la mise en place d'un meilleur régime de protection de la PI pourrait permettre à la valeur des IDE entrants de passer de 1,5 milliard \$ cette année à quelque 8,3 milliards \$ en 2020, l'investissement en R&D pharmaceutique doublant jusqu'à atteindre 1,3 milliard \$ sur la même période. Cet accroissement des IDE permettrait la création de 18 000 nouveaux emplois dans l'industrie pharmaceutique.

Et si l'Inde parvenait à transformer son régime de PI en direction d'un système similaire à celui des États-Unis – plus solide que celui de la Chine – les avantages qu'elle en tirerait seraient encore

plus considérables. Les IDE entrants pourraient en effet augmenter de quelque 83% annuellement d'ici 2020 ; dans l'industrie pharmaceutique à elle seule, les IDE pourraient atteindre pas moins de 77 milliards \$, pour une R&D s'élevant à 4,2 milliards \$, et quelque 44 000 nouveaux emplois créés.

Les attaques répétées du gouvernement indien à l'encontre de la PI pharmaceutique rendent ces observations encore plus significatives. Au cours des deux dernières années, l'Inde a invalidé ou remis en question les brevets de quelque 15 médicaments produits par des sociétés internationales, dans le but de ménager un espace aux champions locaux, affirmant que l'existence d'une exclusivité permettait à ces premières d'imposer des prix élevés au détriment des consommateurs. Le fait de permettre aux producteurs locaux de copier des médicaments brevetés permettrait selon les dirigeants indiens de ramener les prix à la baisse et de promouvoir un accès plus facile aux médicaments.

Les brevets sur médicament et les tarifs imposés ne constituent pas cependant le principal obstacle – ni même un obstacle majeur – à l'accès des patients aux soins médicaux en Inde. Comme l'a expliqué l'an dernier le fonds consultatif d'IMS, la principale difficulté réside dans une pénurie de médecins, de cliniques et d'hôpitaux, notamment dans les zones rurales. Au sein même des cliniques publiques et hôpitaux existants, le haut niveau d'absentéisme des médecins rendent la

démarche inutile. La médecine, même lorsqu'elle est financièrement abordable, ne revêt aucune valeur si personne n'est présent pour la prescrire ou l'administrer.

Par ailleurs, la population indienne souffre d'un manque d'accès aux programmes d'assurance, notamment en médecine ambulatoire. Ceci, combiné à la fragilité du filet de sécurité publique, fait des problématiques de santé une source majeure de difficulté économique, même pour les familles de la classe moyenne. Or, loin d'améliorer l'accès des citoyens à la santé, la faible protection des droits de PI ne fait qu'exacerber les considérables défis de santé auxquels l'Inde est confrontée.

Il est temps pour les dirigeants indiens de reconnaître le rôle positif que peut jouer la PI dans le soutien à la croissance et l'amélioration du bien-être des citoyens. Aspect tout aussi important, il incombe aux négociateurs commerciaux à travers le monde de s'affranchir de l'idée selon laquelle la protection de la PI constituerait un luxe que seuls les pays riches pourraient se permettre. Car c'est une réalité d'affirmer que la protection des droits de PI constitue un moteur économique auquel il s'agirait pour les citoyens des pays en voie de développement de ne pas renoncer.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

* Vice-président principal de l'association Pharmaceutical Research and Manufacturers of America.



BERKELEY –

Beaucoup reprochent actuellement à la Réserve fédérale américaine sa responsabilité dans l'apparition d'une volatilité sur les marchés émergents. Que faut-il en penser, coupable véritable ou simple bouc émissaire ?



PAR BARRY EICHENGREEN

Professeur d'économie et de sciences politiques à l'Université de Californie de Berkeley

Il apparaît plus acceptable d'accuser la Fed d'être à l'origine des difficultés économiques mondiales actuelles que de critiquer le ralentissement séculaire de la Chine, qui s'explique par de louables efforts de la part des dirigeants chinois en direction d'un rééquilibrage de l'économie du pays. De même, bien qu'en ayant déprécié le yen, les « Abenomics » japonaises aient compliqué la mise en œuvre de certaines politiques pour les pays voisins, ces mesures s'inscrivent dans le cadre d'une remarquable démarche destinée à mettre un terme à une déflation persistante. Une raison de plus de prendre davantage pour cible la Fed.

En outre, du point de vue des économies émergentes affectées, il est clairement plus facile de critiquer

l'atténuation par la Fed de sa politique d'achat mensuel massif d'actifs à long terme – le fameux assouplissement quantitatif (QE) – que de reconnaître leur propre défaillance dans la mise en œuvre de réformes économiques rapides.

La Fed ne saurait pour autant être absoute de toute culpabilité. La perspective de taux d'intérêts plus élevés aux États-Unis n'encourage plus autant les investisseurs à injecter du capital dans les économies émergentes qu'elles le soient. Bien que ce soit une conjonction de facteurs qui ait chamboulé les projets du marché émergent, cette politique de « tapering » adoptée par la Fed a sans aucun doute contribué à la tourmente.

C'est pourquoi il est surprenant de constater que la Fed n'a fourni aucun effort de prise en compte de l'impact de ses politiques sur les économies émergentes, ni même des effets boomerang pour l'Amérique elle-même. Les économies émergentes représentent plus d'un tiers du PIB mondial. Depuis quelques années, elles engendrent plus d'un tiers de la croissance mondiale, soit une contribution considérable. Ce qui se produit sur les marchés émergents s'étend bien au-delà des marchés émergents. Et ce qui s'y produit est de plus en plus de nature à affecter les États-Unis.

Pourtant, argumentant copieusement leur décision d'atténuation du QE, les dirigeants de la Réserve fédérale en évoquent peu les conséquences sur les marchés émergents. Rien dans leurs déclarations ne semble indiquer une conscience du fait que la politique monétaire américaine pourrait éventuellement altérer la situation ailleurs que chez l'Oncle Sam.

Ce silence est d'autant plus déconcertant au regard de deux autres événements récemment survenus à Washington. Tout d'abord, dans le cadre du dernier accord budgétaire gouvernemental, le Congrès américain a refusé d'autoriser l'augmentation de la quote-part souscrite par

l'Amérique auprès du Fonds monétaire international. Cet engagement financier était essentiellement symbolique, mais s'inscrivait dans le cadre d'un accord plus large convenu lors du Sommet de Séoul ayant réuni les dirigeants du G20 aux fins de la régularisation des ressources du FMI, et de l'amélioration de la représentation des économies émergentes.

Cette incapacité à aller de l'avant rouvre de vieilles blessures, et soulève un certain nombre de questions troublantes autour de la légitimité d'une institution qui, reflétant le poids de l'histoire, se trouve dominée par une poignée de pays développés. Les dirigeants des économies émergentes sont de plus en plus réticents à solliciter l'aide et les conseils du FMI, ce qui compromet la capacité de cette institution à jouer un rôle global efficace.

Le second événement que j'évoquais n'est autre que la décision de rendre permanents les arrangements de swap en dollar mis en place pendant la crise financière par la Fed, la Banque centrale européenne, ainsi que par les banques centrales du Canada, du Royaume-Uni, de la Suisse et du Japon. En vertu de ces arrangements, la Fed se tient prête à fournir des dollars à cette poignée de banques centrales étrangères privilégiées – une reconnaissance du rôle unique que joue le dollar sur les marchés financiers internationaux. Dans la mesure où les banques internationales, où qu'elles se situent, ont tendance à emprunter en dollar, les arrangements de swap permettent à des banques centrales étrangères de prêter des dollars à leurs banques locales en périodes d'urgence.

Mélangez le tout – atténuation du QE, torpillage de la réforme du FMI, et enracinement des swaps en dollar – et vous aboutissez à une situation dans laquelle les États-Unis ont rationalisé leur fonction de prêteur de dernier recours à l'international. Autrement dit, la Fed est aujourd'hui l'unique source

de liquidité en dollar à se tenir encore à disposition en cas d'urgence. Or, l'Amérique n'a offert de fournir des dollars qu'à quelques privilégiés. Et dans ses déclarations de politique comme dans ses actes, elle refuse de reconnaître une plus large responsabilité dans la stabilité de l'économie mondiale.

Quels sont ainsi les terrains sur lesquels il incomberait à la Fed d'agir différemment ? Tout d'abord, il est nécessaire qu'elle négocie immédiatement un certain nombre de lignes de swap permanentes en dollar auprès d'États tels que la Corée du Sud, le Chili, le Mexique, l'Inde et le Brésil.

Deuxièmement, il appartiendrait à la Fed de revoir son discours – et si nécessaire ses politiques – en direction d'une reconnaissance du fait que ses agissements affectent de manière disproportionnée les autres pays, avec un certain nombre de répercussions sur l'économie américaine. Cela impliquerait-il que la Fed diminue plus lentement le rythme de sa politique de QE ? C'est possible.

Il est également possible que la Fed hésite à étendre de nouvelles lignes de swap, dans la mesure où ceci l'exposerait à des pertes sur devises étrangères. De plus, elle pourrait alors craindre d'éveiller l'hostilité des États ne se voyant pas proposer de telles facilités, et redouter les attaques d'un Congrès qui lui reprocherait sans doute d'outrepasser les limites de son mandat si elle adoptait un discours et des politiques de reconnaissance de ses responsabilités à l'échelle planétaire.

Si les décideurs politiques américains doivent craindre ces problématiques, il ne leur reste plus alors qu'à consentir aux augmentations de quote-part auprès du FMI, ce qui permettrait de confier à nouveau la responsabilité de la stabilité financière internationale en un lieu approprié, à savoir entre les mains d'une organisation internationale légitime.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

Le dollar et ses dégâts

Le paradoxe de la coopération entre banques centrales



PAR HAROLD JAMES

Professeur d'histoire à l'Université de Princeton *

bien que la décision de la Fed de poursuivre ses achats massifs d'actifs à long terme (fameuse politique d'assouplissement quantitatif) ait été principalement motivée par l'incertitude du contexte économique domestique, la crainte de voir la fin de cette politique entraîner la montée en flèche des taux d'intérêt au sein des économies émergentes – et notamment au Brésil, en Inde, en Indonésie, en Afrique du Sud et en Turquie – a fait apparaître une pression supplémentaire non négligeable. Pour autant, les organes décisionnels des banques centrales devraient-ils être tenus responsables des retombées négatives des politiques monétaires adoptées ?

Le débat autour de la coopération entre les différentes banques centrales s'est bien souvent axé sur une seule et unique expérience historique, dans le cadre de laquelle la coopération avait dans un premier temps semblé prometteuse, pour se révéler par la suite un désastre. Cette expérience, qui fonde nombre de recommandations de prudence dans le monde moderne, n'est autre que la Grande Dépression.

Au cours de la deuxième moitié de la décennie 1920, la tension transatlantique était quasi-constante, la politique monétaire américaine augmentant les coûts de l'emprunt et ralentissant la croissance du PIB en Europe. En 1927, lors d'une réunion secrète tenue à Long Island, à New York, les principales banques centrales européennes persuadèrent la Fed d'abaisser son taux d'escompte. Si

cette démarche permit de stabiliser à court terme les conditions européennes du crédit, elle fit en même temps gonfler la bulle spéculative qui allait exploser en 1929.

La coopération dans les années 1920 était à la fois nouvelle et fragile, fondée sur l'amitié existant entre le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Montagu Norman, et le gouverneur du district de la Réserve fédérale de New York, Benjamin Strong, ainsi que dans une moindre mesure sur leurs relations avec le président de la Reichsbank allemande, Hjalmar Schacht.

Ces relations étonnement intimes et affectueuses entre Strong et Norman se traduisaient par des visites régulières, des conversations téléphoniques (une nouveauté à l'époque), ainsi que par une riche et étrange correspondance, dans laquelle leurs échanges portaient autant sur des sujets personnels que sur les problématiques monétaires. Strong lui écrivit en effet un jour ce que l'on pourrait traduire par : « Vous faites preuve d'une telle excentricité qu'il semble que l'un de mes devoirs consiste à vous faire la leçon de temps à autre. »

À la fin des années 1920, Strong allait cependant succomber à la tuberculose, et Norman faire face à des dépressions nerveuses successives. L'héritage de coopération des deux hommes allait bientôt s'écrouler lui aussi, la plupart des observateurs concluant après la Grande Dépression qu'il allait être nécessaire que les banques centrales soient soumises à de stricts contrôles nationaux afin de faire obstacle aux futurs efforts de collaboration.

Dans le sillage de la crise financière de 2008, la coopération entre banques centrales s'est déroulée d'une manière remarquablement similaire. Dans un premier temps, le renforcement de la coopération a semblé constituer un remède approprié, six banques centrales d'importants pays développés décidant le huit octobre 2008 d'abaisser considérablement leurs taux d'intérêt directeurs – trois

semaines après l'effondrement de la banque d'investissement américaine Lehman Brothers – dans le cadre d'un effort coordonné de stabilisation des marchés d'actifs, alors à la dérive. Ces banques centrales ont par la suite injecté d'immenses sommes de liquidités dans le système bancaire, évitant ainsi son effondrement total.

À l'heure actuelle, tandis que la Fed détermine ses choix prochains, les banquiers centraux des marchés émergents se préoccupent de plus en plus des effets déstabilisants du resserrement monétaire pour leur économie. Lors du sommet du G-20 de Saint-Petersbourg, entre autres discussions relatives à la problématique sécuritaire soulevée par la Syrie, les dirigeants mondiaux ont tenté de s'attaquer au problème en élaborant une formule de coopération monétaire internationale. Ces efforts n'ont cependant en fin de compte abouti qu'à un vœu pieux.

La réalité moderne est une réalité dans laquelle le mandat de la Fed exige avant tout de cette institution qu'elle agisse selon l'état de l'inflation et de l'emploi aux États-Unis, laissant aux autres pays le soin de faire face aux éventuelles retombées. Ceci implique pour ces autres États la nécessité de mettre au point les outils appropriés pour limiter les flux entrants de capitaux lorsque les taux d'intérêt américains sont au plus bas, et de bloquer les flux sortants lorsque la Fed resserre sa politique monétaire. Or, les économies émergentes ont raté leur chance de limiter ces flux entrants, la restriction des flux sortants exigeant alors des mesures draconiques qui se seraient inscrites en contradiction avec les principes d'une économie mondiale intégrée.

Par ailleurs, l'impossibilité d'anticiper les attentes du marché rend extrêmement difficile l'élaboration précoce de tels outils. En ce sens, la récente recommandation du G-20 selon laquelle les banques centrales des pays développés seraient tenues de « calibrer minutieusement et communiquer avec clarté » les changements de politiques monétaires

se révèle inutile. Dans la mesure où il s'avère très difficile de communiquer avec précision les changements de politiques prochains, les marchés ont tendance à faire preuve de scepticisme à l'égard des orientations formulées à long terme.

Ceci met en lumière une différence fondamentale entre la coopération des banques centrales dans les années 1920 et ce qu'elle est aujourd'hui. À l'époque, la politique monétaire était considérée comme un « art » pratiqué par une « sororité » de banques centrales. Par opposition, les banquiers centraux modernes, qui reconnaissent les limites de tels liens personnels, s'attachent davantage à formuler des règles et des procédures officielles.

L'adhésion à ces règles peut cependant s'avérer difficile lorsque les décideurs politiques font face aux objectifs contradictoires que constituent d'un côté la préservation de l'emploi et de la croissance du PIB sur le plan national, et d'un autre côté la garantie d'une viabilité des mouvements de capitaux internationaux. Quand les choses tournent mal (ce qui se produit quasi-inévitablement), le retour de flamme politique prend alors pour cible ceux des banquiers centraux qui auraient manqué au respect des règles – ainsi que les stratégies de coopération auxquelles ils auraient pris part. Nous sommes par conséquent confrontés à un paradoxe : tandis que les crises renforcent la nécessité d'une coopération entre banques centrales en faveur d'une stabilité financière favorable au bien commun international, elles accroissent par ailleurs considérablement le coût de cette coopération, et notamment les coûts budgétaires associés aux interventions de soutien à la stabilité. Ainsi, au lendemain des crises, le monde est souvent déçu par le rôle des banques centrales – et la coopération entre ces banques une fois de plus associée à la catastrophe.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

*Membre principal du Center for International Governance Innovation (CIGI).

Une blonde à la tête de l'entreprise

NEW YORK – La désignation de Mary Barra au poste de PDG de General Motors au début du mois de décembre – première nomination d'une femme à la tête d'un constructeur automobile américain majeur – a été saluée par beaucoup comme le franchissement d'une étape importante du combat des femmes pour l'égalité des droits et de chances.



PAR NAOMI WOLF

Militante politique et critique sociale *

Pour autant, au sein d'un univers dans lequel seuls 4,2% des PDG du Fortune 500 américain appartiennent à la genre féminine – constat mis en évidence par le site féministe Catalyst, qui œuvre afin de briser les plafonds de verre – peut-on véritablement considérer la promotion de Mary Barra comme une victoire ?

Le fait de s'interroger sur la question de savoir qui est juge en la matière peut nous aider à répondre à cette question. Aux États-Unis, selon un rapport de 2012, deux tiers des journalistes professionnels sont des hommes, le sexe masculin représentant par ailleurs 90% des signatures apposées au bas des articles économiques et commerciaux parus dans la presse traditionnelle. En effet, la domination masculine régnant de fait sur la couverture médiatique internationale du monde des affaires invalide tout sentiment de victoire, que ce soit pour Mary Barra ou pour nous toutes – y compris pour toutes ces jeunes filles de 15 ans impressionnables et en recherche de modèles féminins porteurs d'un message d'espoir pour l'avenir.

Les féministes ayant analysé le langage des médias pendant les années 1970, et notamment la critique Dale Spender,

ont examiné la manière dont le langage était utilisé dans le but de retirer aux femmes tout crédit, tout pouvoir et tout mandat lorsque leurs réussites étaient saluées. Malheureusement, cette critique demeure encore aujourd'hui valide.

Nombre de récits d'actualité autour des PDG de sexe féminin et autres femmes de grand accomplissement suivent un certain nombre de codes empreints des clichés les plus commodes : les femmes ne parviendraient ainsi à décrocher de nouveaux postes qu'en raison de la chance (ne méritant donc pas leurs fonctions), qu'en héritant cette place de leurs époux ou parents de sexe masculin (et par conséquent ne tiendraient pas véritablement les rênes du pouvoir), ou seraient vouées à ne l'exercer que temporairement. Et lorsqu'ils ne font pas valoir de tels préjugés, les médias se concentrent si étroitement sur les considérations de genre que le leadership même de la femme s'en trouve affaibli.

Non seulement ces clichés mettent à mal la réputation des femmes ayant réussi, mais, dans le cas des PDG, ils affectent également la valeur de ces femmes au sein de leur entreprise. Or, le fait est que toutes ces idées reçues ont été formulées à l'occasion de la couverture médiatique de la nomination de Mary Barra à la tête de GM.

La chaîne CNN a par exemple évoqué cet événement en mettant en avant la « gnaque de Mary Barra pour graver les échelons en entreprise » – une formule empreinte de bien des nuances suggestives, et qui n'aurait jamais été utilisée pour décrire l'ascension d'un homme à la tête d'une société, dont on aurait sans aucun doute vanté le travail acharné, le talent, l'ambition et la détermination, bien plus qu'une simple « gnaque. » Le sujet conclut en considérant que Mary Barra n'aura atteint la réussite que lors-



que les gens cesseront de l'appeler « la nana de General Motors », mais plutôt « la patronne » – bien que rien dans ce reportage ne prouve que quiconque fasse référence à Mary Barra comme « la nana PDG » plutôt que « la patronne. »

De même, le New York Times choisit d'évoquer le père de Mary Barra, le titre de l'article en question suggérant qu'elle serait « née » pour occuper ce poste, comme si ses qualités d'ambition et de travail acharné n'expliquaient en rien son ascension. Cette parution se contente notamment de nous éclairer sur le modèle de voiture conduit par son époux, et la décrit comme ayant « la voix douce. » On y retrouve par ailleurs une formule affligeante de son prédécesseur, Daniel F. Akerson : « Mary a été choisie pour son talent, et non pour son sexe, » avant de poursuivre en expliquant que le fait de voir Mary Barra promue était « presque semblable à celui de voir votre propre fille sortir diplômée de l'université. »

Difficile d'imaginer une situation dans laquelle la désignation d'un homme de couleur et d'âge mur (Mary Barra étant âgée de 51 ans) à un poste de PDG décrite par les journalistes avec cette assurance selon laquelle « il n'aurait pas été choisi pour son appartenance ethnique. » Il serait tout aussi délicat d'imaginer l'un de ses collègues de race blanche expliquer devant la presse nationale combien le fait d'être témoin de l'avancement de cet homme de 51 ans s'apparente à celui de voir son « dis-

ton » de 22 ans décrocher sa licence.

On ne saurait non plus passer à la trappe l'approche du « PDG Potemkin », qui repose implicitement sur l'idée selon laquelle les hommes ne choisiraient jamais en leur âme et conscience de désigner une femme à la tête d'une institution importante. Selon le cliché de cette conception, la nomination de Mary Barra ne saurait constituer qu'un stratagème de relations publiques, en vertu duquel les hommes conserveraient bel et bien le pouvoir derrière cette façade. C'est ainsi que le magazine Fortune se permet de titrer : « Le conseil d'administration de GM aurait-il désigné Mary Barra dans le but de la voir échouer au poste nouveau de PDG ? » Et l'article de poursuivre en expliquant que le fait pour Mary Barra d'être entourée de mâles rivaux ne saurait que fatalement l'entraîner à sa perte, comme si les hommes PDG n'évoluaient pas d'ores et déjà au sein d'un univers de rivalité.

Peut-être est-ce là la raison pour laquelle Mary Barra n'est véritablement décrite que comme l'heureuse bénéficiaire d'une simple galanterie, et non comme un manager à proprement parler. Dans une entrevue de la rubrique business du New York Times, le magazine parvient à concentrer l'intégralité de la discussion sur la manière dont les choses ont changé pour les femmes au sein de GM, plutôt que sur ce que Mary Barra entend faire évoluer chez GM en tant que PDG, ou même sur ce qui a

changé au sein du secteur automobile – problématique pourtant ô combien importante. L'interviewer va même jusqu'à conclure l'entretien en lui demandant si son époux est employé de GM.

Face à un tel contenu médiatique, l'actualité devient plus que de l'actualité ; elle en vient à revêtir une existence concrète au sein du monde réel, allant jusqu'à affecter négativement les fondamentaux d'une entreprise. Pourquoi ciel une grande société internationale – et particulièrement une entreprise comme GM, ayant souffert d'une crise si sérieuse qu'il fut nécessaire au gouvernement de procéder à un sauvetage massif en 2008 – risquerait-elle de désigner à sa tête des dirigeants, quel que soit leur talent, voués à susciter une couverture médiatique aussi dévalorisante ?

Je ne puis me résoudre à comprendre pourquoi un certain nombre de journalistes pourtant sérieux se livrent à une violation aussi flagrante des normes déontologiques basiques d'équité et d'impartialité. Chaque fois qu'ils s'y abandonnent, ils ne font que jouer le rôle de chiens de garde d'un patriarcat en voie de disparition, défendant – et par conséquent renforçant – le plafond de verre.

Traduit de l'anglais par Martin Morel

* Son ouvrage le plus récent s'intitule *Vagina: A New Biography*.

SIDI BEL-ABBÈS

Conflit au RND : un émissaire de Bensalah en pompier

M. D.

Les conséquences du cinglant échec que le RND a essuyé récemment aux élections du sénat ont eu des effets dévastateurs dans les milieux des élus et militants locaux de la formation politique présidée par Bensalah.

L'émissaire, un ex-ministre et actuel membre du bureau national du RND, M. Laroussi, arrivé jeudi à Sidi Bel-Abbès en pompier a été témoin d'une réunion houleuse où le franc-parler a été le maître mot. Les intervenants ont vidé leurs sacs en accusant un quatuor dirigé par un ex-coordonateur du bureau de wilaya et ex-député d'être

les responsables qui ont de tout temps mené le parti à l'échec. En dressant un bilan, un militant a lancé à l'adresse de l'émissaire de Bensalah que le parti a commencé à respirer en s'appropriant deux sièges au sénat alors qu'auparavant du temps du coordinateur incriminé le parti était «au fond d'un puits».

L'ensemble des élus et militants actifs du RND présents ont exigé de passer aux urnes pour élire démocratiquement un bureau représentatif. La solution provisoire de désigner des membres du conseil national pour cette mission n'est pas appréciée par la base militante du fait que 15 communes du sud de la wilaya ne sont

pas représentées dans les instances, a-t-on soutenu. Des ex-responsables du parti qui ont échoué dans leurs missions avaient été démis de leurs fonctions par Ouyahia avant de refaire surface avec Bensalah à la faveur d'un appui d'un ministre RND. Les protestataires ont chargé l'émissaire de communiquer à Bensalah qu'une démission collective des militants et élus est à envisager au cas où des mesures ne seraient pas prises à l'encontre des personnes incriminées. Selon des sources proches de l'émissaire du RND, un rapport étoffé qui comporterait toutes les doléances entendues et enregistrées sera remis à Bensalah.

MOSTAGANEM

Améliorer la qualité de l'eau

Le ministre des Ressources en Eau, Hocine Necib, a souligné jeudi à Mostaganem que le challenge du prochain plan quinquennal fixé pour son secteur sera celui de la gestion optimale des investissements de l'Etat au profit du secteur, notamment pour régler le problème de l'AEP. «Le challenge sera relevé en assurant la maintenance et la réhabilitation des équipements et des installations ainsi que par le soutien de la formation des agents et des cadres», a-t-il déclaré. Le ministre a, par ailleurs, fait état de la signature d'un accord entre l'Algérie et la Corée pour la mise en place d'un système centralisé à distance pour la gestion des barrages.

Ce système sera pris en charge conjointement par l'Agence nationale des barrages et le partenaire coréen. En visitant la station d'épuration des eaux de Sidi Laâdjel dans la commune d'Oued El Kheir, une installation relevant du couloir Mostaganem/Arzew/Oran (MAO), le ministre a instruit la SEOR qui gère cette installation à revoir la nature des équipements et des produits utilisés dans l'épuration et le traitement des eaux pour améliorer leur qualité. M. Necib a également préconisé la possibilité de mélanger les eaux provenant de la station de dessalement à celles des trois barrages de la wilaya, Kerarda, Kramis et le Cheliff, pour «améliorer la qualité de l'eau servie au citoyen». Il a insisté sur l'importance de protéger les barrages par le boisement des berges, de même qu'il a préconisé d'associer les jeunes entrepreneurs dans l'installation des compteurs au niveau des foyers. M. Necib a également souligné la nécessité d'améliorer le réseau de distribution, d'augmenter les capacités de stockage et professionnaliser la gestion de ce précieux produit.



Un décret sera présenté prochainement au gouvernement pour renforcer les missions de la police des eaux pour mettre fin à tous les dépassements», a révélé le ministre. Il a estimé que la wilaya de Mostaganem fait partie des régions les plus sécurisées en matière d'AEP puisque 75% de ses communes ont l'eau en H24. Huit communes sur les 24 que compte la wilaya seront également alimentées H24 en eau en 2015, a-t-il ajouté. Il est à noter que le quota atteint dans la wilaya est de l'ordre de 174 litres/jour par habitant et la couverture de l'AEP a atteint les 96% à l'échelle de la wilaya. Concernant l'assainissement, le ministre a rappelé que qua-

tre stations dont celle de Mostaganem-ville sont en cours de réalisation en plus de la rénovation du réseau. Il a par ailleurs fait part du lancement prochain d'une étude relative aux périmètres irrigués à partir des barrages de Kerarda et du Cheliff pour toucher 15.300 ha de terres agricoles. D'autre part, le ministre a inauguré dans la commune d'Ouled Ghalem un projet de mise en valeur d'un périmètre irrigué de 1.120 ha à Kramis ainsi que deux stations de pompage. Il a également mis en service une station d'épuration des eaux dans la localité de Mesra. D'autres projets relevant du secteur ont été inspectés par le ministre.

MOSTAGANEM

Un réseau de trafic de bijoux démantelé

H. B.

Une opération menée par les brigades de la police judiciaire de Bouguirat et de la Sûreté de wilaya de Mostaganem a permis de mettre hors d'état de nuire une bande de malfaiteurs spécialisée dans la fabrication de bijoux en or. Le gang est composé de 6 personnes entre 23 et

34 ans originaires de Batna et de Relizane. Cette bande qui sévissait à travers le territoire national a fait plusieurs victimes parmi les bijoutiers de Bouguirat, Sirat et Mesra dans la wilaya de Mostaganem. Après des investigations minutieuses et en vertu d'une autorisation d'extension de compétence délivrée par le procureur de la République les policiers se sont déplacés

à Zemmoura (Relizane) où un atelier clandestin de fabrication de bijoux en or a été découvert. Au cours de l'opération, une Toyota Hilux et 40 millions de centimes ont été saisis. Les mis en cause ont été présentés devant le parquet de Mostaganem sous le chef d'inculpation d'escroquerie, imitation et confection de bijoux en or et création d'un atelier clandestin.

TLEMCEM

Cuivre et aluminium de contrebande saisis

Les services des douanes ont saisi mercredi soir 25 quintaux de déchets de cuivre et 3 quintaux de déchets d'aluminium destinés à la contrebande vers le Maroc, a-t-on appris jeudi de la direction régionale des douanes de Tlemcen. La première opération effectuée par la brigade mobile des douanes de Ghazaouet, en patrouille dans la localité de Djouimaa, a permis d'intercepter un ca-

mion chargé de déchets de cuivre. La deuxième, menée par la brigade de Maghnia dans un barrage dressé sur l'autoroute dans la zone frontalière «El Btaïm», a permis d'arrêter un véhicule de location avec à son bord trois quintaux de déchets d'aluminium.

Durant la même journée de mercredi, les douanes de Sidi Bel-Abbès ont saisi 456 canettes et 132 bouteilles de bière à deux barrages dressés sur

l'autoroute Est-Ouest à l'entrée de Sidi Ali Boussidi, a-t-on appris par ailleurs. D'autres part, la brigade de contrôle des passagers au port de Ghazaouet a saisi une grande machine de menuiserie pour fausse déclaration. La valeur de toutes les marchandises et les véhicules saisis est estimée à plus de 3,45 millions de DA et l'amende douanière à 34,4 millions de DA, a-t-on indiqué de même source.

AÏN-TEMOUCHENT

La formation à l'épreuve

Mohamed Bensafi

Ils seront au moins 2000 nouveaux stagiaires à rejoindre, le 2 mars prochain, les établissements de formation professionnelle de la wilaya de Aïn-Temouchent, au titre de la rentrée professionnelle 2014 (session de mars), a-t-on appris. «Tous modes de formation confondus (résidentielle et par apprentissage), ils représentent, pour le moment, 85% par rapport aux postes proposés pour cette première session 2014. Une rentrée reportée à mars, pour permettre à tous les jeunes d'être prêts pour entamer une formation et préparer un diplôme», a ainsi souligné un cadre de la Formation professionnelle. C'est à juste titre que des conventions de for-

mation ont été passées avec des institutions publiques et privées, à l'image du secteur du bâtiment, des collectivités locales, jeunesse et sports, agriculture, PME, pour ne citer que celles-là. D'autre part, il a été signalé que la direction de la formation professionnelle a établi un programme de formation, des filières qui entrent en harmonie avec les exigences du marché de l'emploi local particulièrement dans les zones d'activités de Tamazoura et Aïn-Larbâa (à l'est de Aïn-Temouchent).

On notera, enfin, que les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 23 février. La sélection -ou test d'orientation- est prévue pour les 24, 25 et 26 février 2014. La proclamation des résultats se fera le samedi 01 mars 2014.

Plus de 11.000 bouteilles de boisson alcoolisées saisies

Agissant dans le cadre du contrôle de l'activité commerciale, et suite à une information qui leur est parvenue, les éléments de la police administrative générale, relevant de la Sûreté de wilaya de Aïn-Temouchent, ont, tout récemment, procédé à la saisie de 11.379 bouteilles de boissons al-

coolisées qui étaient stockées dans un local au centre de la ville. Selon notre source, une personne de 48 ans a été arrêtée pour commerce clandestin. Présentée devant le procureur près le tribunal de Aïn-Temouchent, elle a été mise en détention préventive.

M. B.

EL-AMRIA

Plus de 10 quintaux de cuivre saisis

M. Bensafi

Lors d'un contrôle de routine dressé à hauteur d'El-Amria les services de la Gendarmerie nationale relevant du Groupement d'Aïn-Temouchent ont intercepté, cette fin de semaine, pas moins de 1050 kg de cuivre destiné à la contrebande. Selon notre source d'information, cette énième quantité saisie était, cette fois-ci, à bord d'un véhicule de

location qui roulait en direction de la région frontalière ouest. Le contrebandier avait pris le soin de démonter les sièges arrière pour entasser «son» cuivre.

Il réussira à prendre la fuite abandonnant son butin. La saisie totale, estimée à 153 millions de centimes, sera mise à la disposition des services des douanes. Alors qu'une enquête ouverte devrait mettre toute la lumière sur cette affaire.

NAÂMA

Une femme escroc arrêtée

M. S. L.

La police judiciaire de Naâma a récemment traité une affaire d'escroquerie et usage de faux dont l'auteur n'est autre qu'une jeune fille de 25 ans, originaire de Naâma, qui a escroqué 13 personnes du milieu des affaires et du commerce, leur soutirant 170 millions de centimes. En effet, l'arnaqueuse qui se faisait passer pour une fonctionnaire du centre universitaire de Naâma ayant des relations solides avec les hauts responsables des administrations, leurraient ses victimes en

leur proposant des affaires juteuses notamment l'acquisition de marchés publics, de bons de commandes et autres contrats de fournitures de viande et autres denrées alimentaires. Suite à une perquisition en son domicile, les éléments de la PJ découvrirent des documents suspects avec des photocopies des cartes d'identité de ses victimes, un cachet rond, des formulaires d'acquisition de logements, et autres documents. Présentée devant le parquet de Naâma, la mise en cause a été écrouée pour escroquerie, faux et usage de faux.

MASCARA

Des chirurgiens d'Oran en renfort à l'hôpital de Ghriss

Des chirurgiens de l'établissement hospitalier universitaire d'Oran pratiqueront, la semaine prochaine, des interventions chirurgicales à l'hôpital de Ghriss (Mascara), a-t-on appris jeudi du directeur de cet hôpital. En marge de deux journées scientifiques organisées à l'hôpital de Ghriss sur la chirurgie laparoscopique, il a été indiqué qu'un accord de principe a été passé avec des chirurgiens de l'EHU d'Oran pour la prise en charge, à partir de la semaine prochaine, de plusieurs cas à l'hôpital de Ghriss pour des interventions qui se déroulent une fois chaque semaine dans plusieurs spécialités. Les travaux des deux journées scientifiques, clôturées jeudi soir, auxquels ont pris part près de 150 chirurgiens, médecins et infirmiers, encadrés par des chirurgiens de l'EHU d'Oran et de l'hôpital universitaire de Sidi Bel-Abbès, ont été

marqués par des communications sur les méthodes modernes de chirurgie. Au moins 22 interventions chirurgicales dans plusieurs spécialités ont été pratiquées sur des malades dans le cadre de la formation des chirurgiens de cet hôpital, a indiqué Dr. Ghania Benhalima, chef du service des activités médicales à l'hôpital de Ghriss.

Les deux journées scientifiques visent à généraliser la laparoscopie pour permettre des interventions rapides, a signalé le directeur de l'hôpital. M. Kouider Walid, chef de service à la direction de la santé et de la population de la wilaya de Mascara, a souligné que cette manifestation entre dans le cadre du programme de formation continue initié par la DSPS et entamé en février par la formation de médecins de l'hôpital d'Oued El-Abtal par la même équipe de spécialistes.

AIR ALGÉRIE

SAMEDI	
Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	11h00
Oran - Alger	15h00
Oran - Alger	17h00
Oran - Alger	19h00
Oran - Bechar	09h00
Oran - Annaba	15h30
Alger - Oran	06h00
Alger - Oran	09h00
Alger - Oran	13h00
Alger - Oran	17h00
Alger - Oran	21h00
Bechar - Oran	11h40
Annaba - Oran	18h10

DIMANCHE	
Vol	Départ
Oran - Alger	06h50
Oran - Alger	10h50
Oran - Alger	14h50
Oran - Alger	19h00
Oran - Alger	20h30
Oran - Constantine	15h30
Oran - Adrar	09h00
Oran - Tindouf	21h45
Alger - Oran	06h30
Alger - Oran	09h00
Alger - Oran	13h00
Alger - Oran	17h00
Alger - Oran	21h00
Constantine - Oran	17h50
Adrar - Oran	12h05
Tindouf (j+1) - Oran	00h45

INTERNATIONAL

Samedi	
Vol	Départ
Oran - Marseille	08h00
Oran - Toulouse	08h50
Oran - Lille	03h50
Oran - Lyon	07h00
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Paris-CDG	14h00
Oran - Alicante	15h45
Oran - Istanbul	21h30
Vol	Arrivée
Marseille - Oran	12h35
Toulouse - Oran	12h50
Lille - Oran	20h10
Lyon - Oran	18h20
Paris-Orly - Oran	14h35
Paris-CDG - Oran	20h10
Alicante - Oran	18h45
Istanbul(j+1) - Oran	06h30

DIMANCHE	
Vol	Départ
Oran - Barcelone	08h25
Oran - Toulouse	08h50
Oran - Marseille	09h00
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - (Paris-CDG)	14h00
Oran - Lyon	13h30
Oran - Alicante	15h45
Oran - Djeddah	17h40
Vol	Arrivée
Barcelone - Oran	12h05
Toulouse - Oran	12h50
Marseille - Oran	18h05
Paris-Orly - Oran	14h35
Paris (CDG) - Oran	20h10
Lyon - Oran	19h00
Alicante - Oran	18h45
Djeddah(j+1) - Oran	07h05

AIGLE AZUR	
VOL	DEP/ARR
Samedi	
Paris-Orly - Oran	16h15/ 17h40
Marseille - Oran	07h30 / 08h10
Toulouse - Oran	12h30 / 13h10
Lyon - Oran	17h40/ 18h45
Oran - Paris-Orly	18h45/ 22h05
Oran - Lyon	19h45/ 22h40
Oran - Marseille	14h05/ 16h40
Oran - Toulouse	09h05/ 11h35

الخطوط التونسية TUNISAIR	
Tunis/ Oran	Oran / Tunis
Arrivée	Départ
Lundi / Jeudi	
09h45	10h30



TRAIN

Départ	Arrivée
ORAN - ALGER	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

ALGER - ORAN	
06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

ORAN - MAGHNIA	
07h30	11h05
12h50	16h22

MAGHNIA - ORAN	
04h45	08h09
14h05	17h26

ORAN - TLEMCEN	
17h00	19h42

ORAN - SBA	
17h00	18h22

SBA - ORAN	
05h40	06h58

ORAN - BECHAR	
20h30	05h46

BECHAR - ORAN	
20h00	05h00

ORAN - CHLEF	
16h15	18h22

CHLEF - ORAN	
06h50	09h11

ORAN - RELIZANE	
17h15	18h47

RELIZANE - ORAN	
05h25	07h17

ORAN - TÉMOUCHENT	
08h10	09h11
13h30	14h31
17h02	18h03

TÉMOUCHENT - ORAN	
06h15	07h14
09h30	10h34
15h05	16h05



DÉPART	ARRIVÉE
ORAN / ALICANTE	
Ven 21 - 18h00	Sam 22 - 07h00
Jeu 27 - 18h00	Ven 28 - 07h00
ALICANTE / ORAN	
Sam 22 - 19h00	Dim 23 - 07h00
Ven 28 - 19h00	Sam 29 - 07h00
ORAN / MARSEILLE	
Dim 23 - 12h00	Lun24 - 14h00
MARSEILLE/ ORAN	
Mar 25 - 12h00	Mer 26 - 14h00

Aujourd'hui à 17h au TRO
«Casting»Création et mise en scène collective
(Ass/Ettahadi de Sidi Bel Abbès)Lundi 24 février à 18h au TRO
«Dar El Aajeb»Auteur : Ahmed Choat
Mise en scène : Ahmed BelkhalMardi 25 février à 15h au TRO
«Plus petit que Moi»Auteur : Cheggag Safia – Boualem Abdelhafid
Mise en scène : Cheggag Safia
Est une pièce théâtrale pour Enfant dont l'héroïne est Hanane, une petite écolière qui sur le chemin de l'école traverse un jardin où elle se trouve projetée dans une aventure fantastique dans le monde des insectes. (TRO)Mercredi 26 février à 14h au TRO
Après midi poétique
(Ass/El Fadhl)Mercredi 26 février
et jeudi 27 février à 18h au TRO
«Jeu du mariage»
Auteur : Mourad Senouci
Mise en scène : Azri Ghaoui (TRO)Art de la scène
CASBAH D'AMOURAujourd'hui à 15h00 à l'IF d'Oran
Lundi 24 février à 18h00 à l'IF Tlemcen

Deux acteurs sur scène avec deux malles qui s'animent, se transforment au gré de leur fantaisie laissant apparaître des accessoires, quatorze personnages dont sept oiseaux, des lieux...

Conférence : Hommage à Assia Djebbar
CYCLE LES PASSEURS D'UNE RIVE À L'AUTRE : GRAND RENDEZ-VOUS ASSIA DJEBBAR

Aujourd'hui à 14h30 à l'IF d'Alger

Par Amel Chaouati, Présidente du Cercle des amis d'Assia Djebbar Modération : Mustapha Laribi, journaliste.
Assia Djebbar est la fondatrice de la littérature féminine algérienne d'expression française. Plus d'un demi-siècle d'écriture et de production cinématographique. Auteure d'une quinzaine de romans, de nouvelles, de pièces de théâtre et de poésie ainsi que de deux films cinématographiques. Traduite dans plus d'une vingtaine de langues, elle a reçu de nombreux prix prestigieux. En 2005, elle a été élue à l'Académie française.Conférence
MARSEILLE-ALGER : DESTINS CROISÉS, DESTINS CHARGÉS

Mercredi 26 février à 18h00 à l'IF de Tlemcen

-Par Laurent Petit et Charles Altorffer
Les villes, c'est comme les hommes, on peut les coucher sur le divan et se mettre à l'écoute de leurs inconscients, déceler leurs traumatismes, leurs névroses... C'est ainsi que la fine équipe de l'ANPU (Agence Nationale de Psychanalyse Urbaine), conduite par le psychanalyste urbain Laurent Petit, un Ch'ti adepte de l'humour absurde avec à ses côtés, Charles Altorffer, dit urbain l'enchanteur, arpente les villes du monde entier depuis 2008, dans une démarche aussi hilarante que sérieuse.

CINÉMATHEQUE D'ORAN

«ZABANA»

De Saïd Ould Khelifa (2012)

Samedi 22 février
à 15h et 17h30

Dimanche 23 février à 15h00 :

«Invictus»

de Clint Eastwood (2009)



MÉTÉO

AUJOURD'HUI	DEMAIN
ORAN	
Peu nuageux Max.17-Min.4	Ensoleillé Max.22-Min.7
MOSTAGANEM	
Averses éparses Max.14-Min.11	Ensoleillé Max.15-Min.11
TLEMCEN	
Peu nuageux Max.16-Min.3	Ensoleillé Max.23-Min.7
MASCARA	
Peu nuageux Max.14-Min.3	Ensoleillé Max.21-Min.6
TIARET	
Averses éparses Max.11-Min.1	Ensoleillé Max.17 - Min.4
CHLEF	
Légère pluie Max.12-Min.6	Peu nuageux Max.21-Min.9
BÉCHAR	
Ensoleillé Max.21-Min.8	Ensoleillé Max.19-Min.7
ALGER	
Légère pluie Max.16-Min.8	Ensoleillé Max.19-Min.11
CONSTANTINE	
Légère pluie Max.21 - Min.3	Peu nuageux Max.14 - Min.2
ANNABA	
Légère pluie Max.23-Min.10	Plutôt ensoleillé Max.16-Min.8

Unité de Recherche en Sciences Sociales et Santé vous convie à une :

CONFÉRENCE-DÉBAT

Judi 27 février 2014
À 10h00 au GRAS

Quelles solutions pour contenir le cours évolutif de la problématique tuberculose en Algérie?

SNOUBER Abdelmadjid
Médecin (CHU d'Oran)

Salle des conférences du GRAS
Unité de Recherche en Sciences Sociales et Santé
Université d'Oran, Ex-I.A.P., Es-Sénia
www.gras-oran.org

CONFÉRENCE-DÉBAT

Mercredi 26 février 2014 à 10h00 au GRAS

Fatigue stress et souffrance au travail

Une approche sociologique constructiviste.
Comparaison entre infirmières, policier et conducteurs de bus

Animée par Marc LORIOL, sociologue
(CNRS, Université de Paris I)

Salle des conférences du GRAS

Unité de Recherche en Sciences Sociales et Santé
Université d'Oran, Ex-I.A.P., Es-Sénia
www.gras-oran.org

LE LABORATOIRE DE
LANGUES, LITTÉRATURE ET
CIVILISATION / HISTOIRE

EN AFRIQUE, UNIVERSITÉ D'ORAN ET LE CENTRE
D'ÉTUDES MAGHRÉBINES EN ALGÉRIE

«ALGÉRIE : LA GUERRE
NON DÉCLARÉE DE LA FRANCE»
Pr. Martin Evans (historien)
University of Portsmouth

La conférence sera modérée par
Pr. Sidi Mohamed Lakhdar Barka, université
d'Oran membre du conseil scientifique du
CEMA, le mardi 25 février à 10h00
CEMA, Cité du chercheur (ex-IAP),
université d'Oran Es-Sénia

Kamel Daoud et Albert Camus L'endroit de l'envers

Les écrits algériens sur Camus sont désormais si nombreux que nous avons éprouvé le besoin de les rassembler en une sorte de répertoire, publié ce mois-ci par Casbah éditions, Quand les Algériens lisent Camus. Cet ouvrage permet de découvrir la richesse bibliographique sur le sujet.

Par Christiane Chaulet-Achour*

Or, tout récemment, le roman de Kamel Daoud, *Meursault. Contre-enquête*, à Alger chez Barzakh, a retenu notre attention, une fois le «répertoire» terminé, à la fois par sa performance littéraire mais aussi par le fait qu'il appartient à la génération de la post-indépendance dont le rapport à l'œuvre de Camus est différent de celui des aînés.

UNE OUVERTURE INCITATIVE

Cette contre-enquête se déroule en 15 chapitres dont le premier chapitre développe les constantes de reprise et contre-proposition par rapport à Camus et d'évasion vers l'Algérie actuelle. On peut lire le roman sans connaître l'œuvre de Camus mais lorsqu'on la connaît l'effet de stéréophonie est savoureux et parfois même désopilant comme cette première phrase : «Aujourd'hui, M'ma est encore vivante.»

Le roman raconte ce qui n'a pas été dit : tout le monde parle d'un seul mort alors qu'il y en a deux ; ainsi le motif de la contre-enquête est dévoilé : «Je te le dis d'emblée : le second mort, celui qui a été assassiné, est mon frère. Il n'en reste rien. Il ne reste que moi pour parler à sa place, assis dans ce bar, à attendre des condoléances que jamais personne ne me présentera.»

Un «je» parle à un «tu» dans un bar d'Oran... évidemment pas dans un bar d'Amsterdam ! Oran comme dans *La Peste* ! Ce vieillard ne laisse pas la parole à son interlocuteur et l'exhorte au silence et à la patience : les choses seront dites quand elles devront être dites. Très vite ce narrateur développe une thématique récurrente : s'il écrit et parle en français, c'est qu'il a appris cette langue qui n'est pas la sienne pour se mesurer, sinon rivaliser avec Camus, lire son livre et raconter, lui-même, l'histoire complète qui n'éliminerait pas «l'Arabe». Dans ce monde «ciséle» que Camus a su créer, une seule ombre, «celle des Arabes», objets flous et incongrus, venus «d'autrefois», comme des fantômes avec, pour toute langue, un son de flûte. L'Arabe sur la plage s'appelait Moussa : «Qui sait si Moussa avait un revolver, une philosophie, une tuberculose, des idées ou une mère et une justice ?»

Moussa/Meursault-deux morts, un frère aîné/son petit frère, deux meurtres, l'un au soleil à 2h, de l'après-midi et l'autre sous la lune à 2h de la nuit..., le chiffre 2 est souverain et donne du sens en même temps qu'il montre le jeu auquel s'est livré Kamel Daoud : reprendre un texte si connu et si controversé sans en faire une tragédie mais comme un jeu où humour, ironie (de l'histoire...) et invention donnent une jubilation à celui qui jongle avec Camus et avec l'Algérie. Autour du «zou-dj», Kamel Daoud, brode avec virtuosité. Au bout du ... conte, on verra apparaître une équivalence, Meursault ou l'Arabe, c'est pareil, Meursault ou lui, le vieux narrateur, partagent la même identité de meurtrier impuni et d'homme indifférent au monde : «Un Arabe bref, techniquement fuge, qui a vécu deux heures et qui est mort soixante-dix ans sans interruption, même après son enterrement.» Et tout le monde a transformé un meurtre «en insolation». Le frère qui parle s'appelle Haroun ; lui et Moussa sont *Ouled el-assasse*, fils du gardien. Or, dans «assasse», il y a aussi bien assassin qu'assassiné.

Ce roman est si intelligent et si bien construit, intégrant reprise, détournement et transgression de l'œuvre camusienne qu'on souhaiterait tout citer. Ne le pouvant pas, on conseille de le lire... Car, malgré sa proximité avec *L'Etranger*, Kamel Daoud parvient à écrire une œuvre autonome et originale, sans oublier son objectif qui apparaît comme unique dans le titre mais qui n'est pas le seul : une contre-enquête pour rétablir justice et droit que la première enquête a volés.

Les quatorze chapitres suivants vont détailler la vie qu'a été celle du frère et de la mère après le meurtre, le quartier où ils vivaient puis leur déménagement à Hadjout où la mère vit toujours et, pour le vieillard qui parle, à Oran. Haroun a appris le français pour lire «un des livres les plus lus au monde», interprétant *L'Etranger* comme un récit des origines. Le chapitre 7 offre une magistrale transposition du fameux «Dimanche au balcon», déjà remis sur le métier par Camus dans *Le Premier homme* et qui devient ici «Le Vendredi au balcon». Vient ensuite le récit de l'autre meurtre : au début de l'été 62, Haroun a tué un Français : ce n'est «pas un assassinat mais une restitution». Le chapitre 15 est la clôture... «Fin de partie» comme dirait Beckett ! Le vieillard du bar est au bout de son histoire, il n'a pas été condamné et, comme Meursault dans sa cellule, il a rêvé que les autres assistent à sa pendaison avec des cris de haine et reconnaissent ainsi son existence.



CAMUS ET SA LECTURE

Kamel Daoud sollicite plusieurs textes de Camus mais le dialogue massif se fait avec *L'Etranger*, avec une prédilection pour l'extension du récit : au-delà de ce que pouvait voir Camus, l'envers du décor qu'il ne voyait pas et le décor d'aujourd'hui qu'il ne pouvait connaître. Une fois la lecture terminée, il est patent que l'Arabe a été oublié sur la p(l)age et que la «colère» de ses semblables se justifie. Le reproche n'est pas fait à Camus de n'avoir pas procédé autrement : fils de l'Algérie coloniale – même si ces termes ne sont jamais utilisés – il ne pouvait concevoir les choses autrement. Dont acte. En cela il rejoint quelques interprétations universitaires qui, contrairement à ce qu'affirme Haroun, n'ont pas manqué de souligner la forte contextualisation algérienne du récit pour comprendre l'escamotage de la victime du meurtre. En 1960, Pierre Nora, approuvé par J. Derrida, interprétait, «*L'Etranger* comme un roman algérien dont la dernière scène – le coup de revolver de Meursault sur un Arabe anonyme – s'offre comme la réalisation fantasmatisque d'un désir inconscient des Français d'Algérie.»

Beaucoup serait à dire sur les thématiques qui se déploient dans cette contre-enquête. Evoquons-en trois. **La langue** tout d'abord : de façon appuyée et récurrente reviennent des paragraphes insistant sur Camus, maître de langue française et sur le style comme transformation du réel et sur la duplicité de l'écriture dès lors qu'elle s'attaque à l'Histoire plutôt qu'à la géographie. **La femme** est très présente tant chez Camus que chez Daoud. Que ce soit par le biais de la Mauresque prostituée dont Raymond est le proxénète ou Zoubida qui serait l'amie de Moussa et non sa sœur. Que ce soit avec les femmes aimées : Marie et Meriem ; plus contemporain, Kamel Daoud n'a pas la vision conformiste méditerranéenne de la femme aimante et soumise qu'à Camus et sa Meriem est pleine de vie, insoumise et constructive. Les mères enfin, en apparence opposées mais qui, au fond se ressemblent, régnant sur la vie de leurs fils pesamment. **L'identité** enfin. *Meursault. Contre-enquête* est l'histoire d'une restitution de l'identité de base à laquelle a droit chaque être humain. De cette spoliation naissent des êtres timorés, lâches et velléitaires comme le narrateur du bar d'Oran. S'il y a toujours «un autre» dans l'Histoire comme il nous le dit à un moment du récit, il faut savoir qui il est ; pour que chacun évolue en toute autonomie, il ne faut pas le réduire à une identité grégaire : hier l'Arabe est devenu Arabe par le regard de Meursault et a perdu son identité, aujourd'hui, par l'imposition d'une même attitude religieuse, tous deviennent des Meursault. «Arabe, je ne me suis jamais senti arabe, tu sais. [...] Dans le quartier, dans notre monde, on était musulman, on avait un prénom, un visage et des habitudes. Point.»

Il faut aussi, pour aller plus loin relire les «résus-més» du récit camusien qui jalonnent le roman de Daoud et rétablissent l'endroit, la vie algérienne, de l'envers, la vie coloniale. Il faut se reporter aux pages 17-18, 69, 75, 88-89 : «Après l'Indépendance, plus je lisais les livres de ton héros et remontaient sa carrière d'écrivain devenu célèbre, plus j'avais l'impression d'écraser mon visage sur la vitre d'une salle de fête où ni ma mère ni moi n'étions conviés. Tout s'est passé sans nous, même après la mort du meurtrier. Il n'y a pas de trace de notre deuil et de ce qu'il advint de nous par la suite. Rien de rien, l'ami ! Le monde entier assiste éternellement au même meurtre en plein soleil, per-

gériens en orphelins comme Haroun, comme Meursault, c'est-à-dire en acteurs passifs face à une réalité qu'ils ne parviennent pas à maîtriser. «J'ai vu récemment un groupe de Français devant un bureau de tabac à l'aéroport. Tels des spectres discrets et muets, ils nous regardaient, nous les Arabes, en silence, «ni plus ni moins que si nous étions des pierres ou des arbres morts.»»

Il semblerait alors qu'en écrivant *Meursault. Contre-enquête*, Kamel Daoud a voulu rétablir une analyse historique, sans reproche ni nostalgie. Certaines de ses chroniques «Raina Raïkoun» ont déjà abordé ce devenir des relations algéro-françaises qui, selon lui, ne pourront repartir sur des bases saines que si on règle le passé pour solde de tout compte. Si on poursuit dans l'occultation et le meurtre, réel ou symbolique, on devient tous des Meursault, «l'Autre est une mesure que l'on perd quand on tue.»

C'est ainsi que je lis toutes les passages sur l'Algérie d'aujourd'hui, par réalisme bien sûr puisqu'Haroun y vit, mais surtout par désir de clore le débat. Son désir d'écrire cette œuvre a-t-il été réactivé par la fameuse polémique autour de «la caravane Albert Camus» ou par le passage aux propos inconvenants de Michel Onfray à Alger ? Peut-être. Néanmoins, ce solde de tout compte a largement précédé cette actualité et même le «centenaire» de Camus, comme on peut le lire dans une de ses chroniques du *Quotidien d'Oran*, du 27 avril 2006, «*L'Etranger* de Camus n'est plus le pied-noir». Il y a dans ce roman et de façon plus générale dans ses chroniques, affirmation d'un avenir possible moins décevant si la mémoire pervertie n'occulte pas ses potentialités ; un avenir sans Meursault, sans Caïn et Abel et en redonnant à l'absurde, son sens usuel et non celui d'une philosophie existentielle.

Dans un Café littéraire récent à Béjaïa, Kamel Daoud a affirmé : «J'ai démantelé l'œuvre de Camus, mais avec amusement.» Il faut croire que l'amusement n'est pas incompatible avec un travail en profondeur et en connaissance de cause de l'œuvre du «démantelé»... Que cette proposition emporte ou non notre conviction n'empêche pas la lecture d'un des romans algériens «camusiens» les plus réussis.

*Professeure de Littérature Comparée et Francophone à l'Université de Cergy-Pontoise

Publicité



بنك التنمية المحلية
BANQUE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Information

La Banque de Développement Local - BDL -, informe

son aimable clientèle que le début d'incendie qui s'est

déclaré le Jeudi 20 Février 2014, au niveau de son

Agence BDL de Zéralda (157), a été rapidement

maîtrisé, sans dégâts notables.

L'activité de l'agence concernée a repris son cours nor-

mal dans la même journée.

Le meilleur accueil sera réservé à nos relations.

Des chercheurs planchent sur la question Un détecteur de mensonges sur les réseaux sociaux



Des chercheurs universitaires travaillent à l'élaboration d'un système capable d'identifier automatiquement - en déterminant si la source est fiable ou pas - les fausses informations qui se répandent comme une traînée de poudre sur les réseaux sociaux. Les animaux du zoo de Londres erraient-ils dans la ville et la London Eye était-elle en feu lors des émeutes dans la capitale britannique en août 2011, comme l'ont affirmé des utilisateurs de Twitter et Facebook ? «Les réseaux sociaux grouillent de mensonges» qui peuvent avoir «des conséquences immédiates et considérables», expliquent les chercheurs qui planchent sur ce projet ambitieux de «détecteur de mensonges» nouvelle génération. Cinq universités européennes, sous la direction de la faculté de Sheffield dans le nord de l'Angleterre, sont partenaires du programme baptisé «PHEME», mené sur trois ans avec des financements de l'Union européenne. Aujourd'hui, «on n'a pas le temps de faire la part entre les mensonges et la vérité», explique Kalina Bontcheva de l'université de Sheffield, qui dirige l'équipe PHEME. Il est du coup «difficile (...) d'étouffer un mensonge afin de calmer une situation», ajoute-t-elle. L'objectif est de vérifier en temps réel les informations pour permettre aux gouvernements,

services de secours, médias et entreprises de répondre plus efficacement à des rumeurs infondées. Le projet doit identifier quatre types d'informations peu fiables: les spéculations, la controverse, la fausse information et la désinformation. Les chercheurs comptent utiliser trois facteurs pour établir la véracité des données: l'information en tant que telle, un système de vérification via des sources fiables et la diffusion de l'information. Le résultat de cette recherche pourra apparaître sur l'écran de l'utilisateur. «Nous pouvons déjà traiter un énorme volume d'informations sur les réseaux sociaux, la vitesse à laquelle elles apparaissent et leurs formes - tweet, vidéo, photo, blog,...», selon Kalina Bontcheva. «Mais il n'est pas possible actuellement de les analyser automatiquement, en temps réel, pour voir si l'information est réelle ou fausse et c'est ce que nous voulons parvenir à faire.» Selon le Times, une première version de ce «détecteur de mensonges» est attendue dans 18 mois. Cinq universités - Sheffield, King's College London, Warwick en Angleterre, Saarland en Allemagne et l'Université MODUL à Vienne - et quatre entreprises - ATOS en Espagne, iHub in Kenya, Ontotext en Bulgarie et le site suisse swissinfo.ch - sont partenaires du projet.

New York 6,4 millions de dollars pour 23 ans en prison à tort

La ville de New York a annoncé jeudi qu'elle allait verser 6,4 millions de dollars à un homme ayant passé 23 ans en prison pour un meurtre qu'il n'avait pas commis. David Ranta, 59 ans, qui avait toujours clamé son innocence, avait été libéré en mars dernier. Il avait été condamné en mai 1991 pour le meurtre d'un rabbin juif orthodoxe de Brooklyn, Chaskel Wezberger, tué par balle lors du cambriolage raté d'une bijouterie en février 1990. L'enquête policière avait été menée par le détective Louis Scarcella, accusé depuis d'avoir inventé des aveux et fait pression des témoins dans de nombreuses affaires ayant conduit à de lourdes condamnations. Ranta, qui avait eu une crise cardiaque au lendemain de sa sortie de prison, avait annoncé en mai son intention de poursuivre la ville à hauteur de 150 millions de dollars. Le contrôleur financier de New York Scott Stringer a préféré solder rapidement l'affaire hors les tribunaux, «dans le meilleur intérêt de toutes les parties».

Après un examen des procédures et négociations, mes services ont pu parvenir à un accord amiable avec M. Ranta, qui est dans le meilleur intérêt de toutes les parties et reforme la porte sur un épisode vraiment regrettable de l'histoire de notre ville», a précisé M. Stringer dans un communiqué. «Je suis content que nos services aient pu avancer rapidement dans ce dossier».

Après la libération de M. Ranta, une enquête du New York Times avait établi que M. Scarcella, aujourd'hui retraité, avait utilisé les mêmes témoins à charge dans plusieurs affaires criminelles, et qu'au moins six confessions contenaient la même phraseologie, laissant penser qu'il les avait écrites lui-même. Certaines confessions contredisaient également les indices recueillis.

Un autre détenu, Sundhe Moses, condamné pour meurtre après une enquête de Scarcella a également été libéré en décembre après 16 ans de prison. Des dizaines d'autres condamnés, après enquête de Scarcella, ont également clamé leur innocence.

Le tombeau perdu d'Alexandre le Grand

HISTOIRE: GILLES KRAEMER DESSIN: DAMIR NIKSIC

A suivre

Il brigue un mandat au Congrès US... à 101 ans

Un «militant et arrière-arrière-grand-père» de Floride est devenu la dernière vedette en date de la politique américaine: âgé de 101 ans, Joe Newman a décidé de brigue un mandat au Congrès des Etats-Unis en novembre prochain. L'homme, qui en paraît 20 de moins, a annoncé sur un blog dédié à sa campagne www.joeneuman101.com qu'il se présentait, pour la première fois, dans le but de «faire entendre la voix de tous les citoyens» face aux «hommes politiques professionnels». «A 101 ans, je n'envisage pas une

longue carrière politique qui demanderait de vendre mes idéaux, mes valeurs ou mes administrés pour une éventuelle réélection», dit-il dans son blog, ajoutant qu'il veut aussi «inspirer» les autres. Celui qui se présente comme un «humain de progrès», fils d'immigrés russes du siècle dernier, sera l'un des adversaires du représentant républicain Vern Buchanan, avec une étiquette de non-inscrit.

Combattre la pauvreté, promouvoir la santé en faveur des démunis sont quelques-uns de ses chevaux de bataille élec-

toraux, a-t-il fait savoir à WWSB, la station locale d'ABC. Sur son compte Twitter à JoeNewman101, le très sérieux candidat s'est néanmoins amusé à lancer le slogan: «Voter pour un vieil homme, c'est voter pour un Homme nouveau», avec un jeu de mots sur son nom, Newman, qui signifie «homme nouveau». L'élus actuellement le plus âgé du Congrès est le représentant du Texas Ralph Hall, qui a 90 ans. Toute la Chambre des représentants et le tiers du Sénat seront renouvelés en novembre prochain.

Une loi pour assurer une épargne à tous les bébés koweïtiens

Un député koweïtien a proposé jeudi la création d'un fonds spécial financé par le gouvernement et garantissant à chaque bébé koweïtien une cagnotte d'un montant total de 40.000 dollars à sa majorité. Dans un projet de loi présenté au Parlement, le député Askar al-Enezi demande au gouvernement du riche émirat pétrolier de verser chaque mois 50 dinars (177 dollars) sur un compte réservé à chaque nouveau-né koweïtien. L'argent devra être géré par la Kuwait Investment Authority

(KIA), le fonds souverain de l'émirat, et le destinataire touchera le capital et les intérêts une fois devenu adulte. L'auteur du projet entend ainsi aider les jeunes à mener une vie digne à l'âge adulte en utilisant l'argent pour faire des études universitaires, se marier ou à d'autres fins.

Le projet devra être voté par la Chambre et accepté par le gouvernement pour avoir force de loi. Le Koweït assure déjà un système d'Etat-providence qui garantit à ses citoyens la quasi-gratuité des services pu-

blics, alors que salariés et sociétés ne paient pas d'impôts. Mais le gouvernement a prévenu en octobre que ce système ne pouvait plus perdurer. Il entend reconsidérer les subventions et charges des services publics, et imposer un système d'imposition dans un pays qui tire 94% de ses revenus des recettes pétrolières. Le Koweït, dont la population autochtone compte 1,24 million d'âmes, dispose d'avoirs estimés à plus de 400 milliards de dollars, placés en partie à l'étranger et gérés par la KIA.



■A louer F4 situé au C.V. ORAN rue Mohamed Khemisti pour durée de 4 ou 5 mois - Tél : 0795.22.01.41

■Vends Appart F2 centre-ville ORAN (360 U) ou Echange contre F3 à ORAN + complément - Tél : 0772.19.47.45

■Vente Appart F2 Cité Akid Lotfi. Acté. 4ème étage, 2 façades, citerne... Tél : 0561.72.09.92

■TLEMCCEN : Vds F3 - 58 m² - au centre-ville. 2ème étage. Refait - Libre de suite - Tél : 0560.94.27.98

■ORAN : F4 - 3ème étage. Toutes commodités - eau, gaz, électricité - à Hay El Yasmine - Prix négociable - Tél : 0666.64.20.45

■A vendre F3 - 72 m² - Acté - au 1er étage * Aden * Akid Lotfi - Prix après visite Merci - Tél : 0661.58.09.24

■Vds très beau F4. 3ème étage. Refait à neuf. S. 100 m². Bien ensoleillé. Acte notaire - en plein C. d'Oran - L. de suite. Prix intéressant 870 Nég. - Mob : 0699.14.67.41 - Accepte Prom. de Vente

■Loue / Vds très beau F5. 1er étage. Très bien aménagé + cour individ. Meublé de luxe. Sup. env. 135 m² C.V. d'Oran Rue Vieille Mosquée - P. Location 6,5 Nég. - Mob : 0699.14.67.41 - Accepte Prom. de Vente

■Cherche Achat F4 ou F5 à USTO HLM ou HLM sur Boulevard * Nekkache * même 4ème étage - Tél : 0770.33.42.93 - SVP pas d'intermédiaire

■Particulier vend des Apparts Haut Standing Promotionnels (Boulangier) - Travaux à 70% - 0794.64.65.21

■A louer F2 - 6ème étage à Jules Ferry - Eckmühl - Rond-point Albert 1er - Prix 20.000 DA - Tél : 0552.64.13.80

■TLEMCCEN : Vds 2 Apparts à BIROUANA - Tél : 0561.23.58.50

■A.V. : F3. Acté + L/F. RDC. 3 Faç. Sur ligne " B " pour activité libérale ou Habit. Bon Voisin - Rue Mekki Khelifa Cité Lauriers Roses - Maraval - P. 790 U Non Nég. - 0553.64.50.88

■A vendre F3. Refait à neuf à GDYEL. 2ème étage. Eau H.24. Gaz - Prix 420 U négociable - Tél : 0797.27.63.92

■A louer : 2 P., cuisine, transformé en F3 - 70 m² RDC - Tél : 0555.47.27.04

■Cherche Achat F3 avec Promesse de vente. Prix raisonnable : Gdyl - Fleurus - Benfriha - et environs - Tél : 0776.86.40.20

■Vds Appart F3 - 4ème étage. Refait à neuf - à Akid Lotfi. ORAN - Tél : 0661.20.30.62

■Loue F4 Haï Yasmine. 1er étage. Très bien situé. Parking gardé - 35 000 DA/mois - Libre de suite - Agence s'abstenir - Tél : 0699.89.42.73

■A vendre F2 - Acté - à Haï El Yasmine 02. Refait à neuf. Toutes commodités (eau, gaz, élect., Tél., internet) - Tél : 0771.93.42.36 / 0556.98.75.63

■Vds F3 acté, ensoleillé, meublé : Rue Béranger à 100 m de la Place des Victoires et 50 m de la Rue Mostaganem - Tél : 0777.11.78.54 - 0554.11.91.65 - Prix 720 Mil.

■Vends superbe Appart situé à SIDI BEL-ABBES-Centre - Refait à neuf - Sup. 90 m² - Contacter : 041.51.71.50 - 0776.27.04.09

■Vends Apparts F3 + F2 avec Gde terrasse dans une résidence à Ain Turk près de l'Eden Hôtel. Acté - P. Ap. visite - Contact : 0555.203.405 - Mr AZIZ - Curieux s'abstenir

■A vendre bel appartement F4 plein centre-ville Larbi Ben M'hidi - ORAN - entièrement refait - 0555.11.48.86

■Appartement à louer F3 Akid Lotfi. ORAN au 3ème étage - Tél : 0555.48.96.14

■Vds Studio 34 m² à Haï Sabah en face l'arrêt du Tram. 1er étage + Vds GOLF S7 blanche, Roulé 6000 Km. 2014. Petite retouche à l'aile avant droite - Tél : 0555.18.51.10 - 0774.21.58.05

■Loue Appart 42 m². RDC. Refait à neuf - Pour activité libérale - En plein centre-ville d'ORAN à 15 m de la Rue L. Ben M'hidi - Tél : 0560.91.51.48

■Loue ou Vends appartement F4 + terrasse. 2ème étage Pyramides - USTO - Pas de vis-à-vis - 135 m² - Tél : 0553.81.37.45

■A louer F2. Vide. Toutes commodités à la Rue Dumanoir parallèle Mirauchaux. ORAN-Centre - N° 0771.30.36.21

■A louer F2 à Cap Falcon à Ain El Turk (Résidence Bab Rayane) meublé ou sans - 3ème étage - Tél : 0791.35.02.47

■A.V. F3 Plateau - A.V. F3 Mirauchaux - A.V. Haouch à démolir Cité Petit - A louer F3 la Tour (Wilaya) - Tél : 0790.68.38.67 - 0552.92.22.08

■Location F3 refait à neuf en plein centre-ville 1er étage pour profession libérale - Appels et visites après 17 H 00 - Tél : 0554.10.79.39

■Vends Appart F5 - 137 m². 3ème étage en centre-ville (Larbi Ben M'hidi) idéal pour Prof. libérale ou habitation dans immeuble bientôt réhabilité. PO 1550 - Tél : 0770.76.23.48

■Loue un petit F2 équipé, toute commodité, situé Coopérative Benouda à côté Sun House, corniche oranaise - 0771.12.22.66

■A vendre un appartement 4ème étage à Haï En-Nour 100 m² F3 - Désistement - Prix 600 - Mobile : 0558.50.31.26

■Loue F1 et F2 avec sanitaires au 5ème étage à usage de Bureaux - et Loue local de 20 m² avec sanitaires au rez-de-chaussée à Point du Jour. ORAN - Tél : 0558.49.76.70 - 0555.35.88.99

■Vends 2 Apparts F3 superficie 118 m² - 2ème et 4ème étage avec Pte cour à la terrasse. Immeuble neuf à cité des Oliviers - Maraval - P : 14,5 chacun - Tél : 0554.04.76.18

■Vds Appart F4 Cité Mouloud Feraoun. Allé7. 2e étage. Bien ensoleillé. Bon voisinage. Eau H24. C. SDB. Double Façade. Refait à neuf - 0556.12.52.58 - 0561.67.74.23

■Vends F3 - 72 m². Acté au 5ème et dernier étage Résidence Bel-Horizon (REBANO) au rond-point Pépinière - Bir El Djir - Tél. 0794.59.96.76

■A louer F2 meublé, avec toutes commodités, 1er étage, à la rue Nouar Khadidja (ex rue de Marguerite). Plateaux. Cité calme, pour 40.000 DA par mois (demande longue durée) Tél : 0549.14.63.75

■Luxueux aptt F3 à louer avec meubles, 2ème étage, bon voisinage, porte fermée avec ascenseur, en face Cité Chouhada, Oran, à partir d'une année - Tél : 0551.08.68.03

■Loue un studio de 16 m², avec garage, à 2 km de Misserghine. Prix : 7.000,00 DA, versement 1 an ferme - Tél : 0555.30.68.57

■Vends en un seul lot 2 F5 en semi-collectif situés à El Kerma Cité CNEP. Sup. terrain 275 m² et habitables 150 m² par niveau - Tél. 0550.17.51.15

■Loue F2, 1er Seddikia + F2 RDC de Villa Avenue d'Arcole - AG. ESSALEM - 041.42.03.93

■A vendre Appart F4. 1er étage. 90 m². Refait à neuf. Pas de vis-à-vis. Acté + Livret de foncier à Haï Seddikia les Verts - Tél. 0665.26.89.31

■A vendre très grand appartement Sup. 222,21 m² Niveau de villa à ORAN - 0771.23.26.36

■Loue Appart F3 au 1er étage. Manque finition (Dalle de sol, Portes...) convient Prof. Libérale, dans une villa à Djelilat Habib (ex-Av. Canastel) N° 44 - Gambetta - ORAN - 0794.90.92.35

■Vends : F3, 2ème Promotionnel Haï Yasmine 96 m² + F4, 1er Haï Sabah Résidence Dahra Promotionnel 98 m² - AG. ESSALEM - 041.42.03.93 - 0770.35.12.91 - 0771.69.87.27

■Vds F3. 85 m². 3ème étage, double façade, bien ensoleillé, avec Gd salon, immeuble propre et fermé, parking gardé - cité des enseignants Seddikia - 0556.10.26.06

■Vends joli Appart F4 centre Ain Turk sur boulevard, double façade, refait - libre de suite - Tél : 0661.20.51.37

■A vendre appartement 2 pièces au 3ème étage à côté 2ème Région la Ville Nouvelle - N° 0771.35.97.15

■Vends Appart AADL Haï Nour en face Supermarché Ardis : F4, 4ème étage. Refait. Double façade. Ascenseur - Tél. 0557.72.60.56

■Cause besoin Urgent d'Argent : Vds bel Appart C.V. d'ORAN Bd des Chasseurs F3, 82 m², 6ème et dernier étage - P.O. 800 U / P.D. 860 - Tél. 0780.84.30.76

■Loue F5, 2ème étage, 156 m² C/V d'Oran pour Prof. libérale (gaz de ville, eau H24) 3 façades, vue sur Bd Benzerdjeb - Plateau. ORAN - 0797.42.63.83

■ORAN - Vds bel F3. Acté. 77 m². Vide de suite. 3ème étage. Refait à neuf. B. ensoleillé. Pas vis-à-vis. 2 Faç. Haï Zitoune - Courtier et Intermédiaire s'abstenir - 0666.93.63.14



■ORAN : Vds villa S. 180 m² R+2 Cité 10 villas clôturée, gardiennage 24/24. Façade grand Bd futur Tram Belgaid. 6 Pcs, 02 Sal, 03 halls, 02 cuisines, 02 SDB, hammam, garage, cour - Tél : 0771.86.13.74

■Vends villa avec Acte. R+2 en construction, ancienne Route de Cap Falcon (Ain Turk). Sup. 200 m². Garage 4 V - B./eau 10.000 L. - P. Ap. visite - Curieux s'abstenir - Tél : 0559.33.88.93

■Vends M.M. - N. Const. à Fleurus " Rha " Actée. R+1 (150 m²) + 144 m² (R+1) + 120 m² (R+2) finie 100% (gaz + élect. + eau) + 120 m² (RDC) - Tél : 0550.13.19.62 - 0793.12.49.77

■Vds villa luxe. Actée. 400 m². 2 Faç. R+2. Toutes commod. La " Lofa " quartier chic et calme, près de l'école douane - Tél : 0550.13.19.62 - 0793.12.49.77

■TLEMCCEN (S/CHAKER) : Vds Maison superposée 1er étage, 104 m², 2 P., salon, cuisine, SDB, terrasse (entrée). P.D. 520 U Nég. - Tél : 0559.01.28.37 / 0553.71.489.26

■Vends Maison 132 m² Haï Benkadour (Belgraa) à MECHERIA : 3 pièces + cuisine + hall + cour + garage - Actée - Tél : 0560.09.82.77

■A.V. belle villa 300 m² au centre Kerma : 6 pièces, 2 Cuis., 2 garages + bain turc. Sous-sol 110 m². Ch. C + interphone. R. élect. Plafond sculpté style marocain ou échange contre petite villa à Oran - 0552.00.13.59

■TLEMCCEN : Vds Maison à BIROUANA 140 m² - Tél : 0551.21.75.26

■Loue RDC de villa ou RDC + 1 avec garage, meublé ou non, à ORAN - Pépinière. Toutes commodités - Tél : 0552.24.58.40 - E-mail : made.in.nad@gmail.com

■Vends belle villa R+1 finie à 100%. Sup. 180 m². Acte. Ilôt 14 Bir El Djir à côté nouvelle daïra (P.O. 2,6 U - P.D. 2,8) - 0771.83.98.22

■A louer villa coloniale équipée + jardin, quartier Résid. à Trouville Ain El Turk, ORAN (02 mois - 06 et 12) Société ou Famille - Tél : 0557.213.033 - A.T.H.

■Vente Immeuble avec 2 locaux. Superficie 260 m² à Plateau. ORAN - Tél : 0776.18.34.11

■Vends villa à Bousfer-plage - 280 m² avec puits - prix après visite (3 façades) - 0662.68.77.89

■A Saisir : Vends Maison. Actée. RDC + 1 3 PC, SDB, cour - 1er : Gde terrasse, Gd salon, balcon - 100 m². Sidi Chami 10 mn de la ville d'Oran - 0551.69.19.36 - Prix 950 U

■AG. Mon Rêve - 0557.10.29.94 - 0771.91.86.82 - Vend carcasse de 102 m² R+3 - à Bahja Zitoune - Vend ou Echange villa 110 m² R+2 Castors

■Vente / Echange villa R+1 - 180 m² à Es-Senia 200 : 5 Chbres + 2 Sal. + 2 Cuis. + halls + 3 sanitaires + hammam + 1 cour + garage + Gde buanderie + terrasse + Ch. central - contre 1 Pte villa ou M.M. - Tél : 0551.703.319

■Vds M. Maître double Faç. Sup. 65 m² en tôle à Benyekba près de Gdyl - PD 500 U ou Echange contre F2 à Oran - Intern. s'abstenir - 0772.70.70.44

■Vds M.M. 100 m². Désistement. R+1 - 03 façades, 5 Pcs, 2 SB, garage + terrasse. 01 façade sur route commerciale. Chahid Mahmoud (BOUDJEMAA) - Tél : 0790.35.49.81 (Intern. s'abstenir)

■Vds villa 153 m². 02 étages. 06 pièces, Gd garage, local commercial. 02 façades, Rue Bennacer Djilali (Mekid) N° 04 - Bouhanifla - MASCARA - N° 0553.11.47.02

■Vds villa 300 m² Bouiseville - Ain El Turk - R+1 - 2 salons, 8 chambres - (2 SDB) - Tél : 0558.50.45.51

■Loue villa R+1 située aux Castors ORAN pour Société nationale ou étrangère - Tél : 0770.65.42.78

■A vendre villa 480 m² grands dépôts (Fernand-Ville) - A vendre F2 modifié en F3. 3ème étage. Désistement (USTO) - 0560.20.06.46 / 0771.32.47.19

■TLEMCCEN - Loue très belle villa à Organisme Société, 7 pièces haut standing, toutes commodités, centre Tlemcen - Tél : 0774.33.42.45

■TLEMCCEN - Vends très belle villa standing, 7 pièces, toutes commodités, centre-ville, mitoyenne lycée Maliha - Tél : 0774.33.42.45

■Vends villa sup. 390 m², bâtie 180 m², 6 Pcs, piscine, jardin, cour, puits - à 50 m de la plage. Bouisville - Ain Turk - Tél : 0554.26.45.78

■SBA (AÏN EL BERD) : Vds Maison individuelle à Haï Essalem. Actée. R+1 - 320 m² + cour 50 m². 3 Fdges + puits + jardin + terrasse - Tél : 0771.59.83.79

■Vends (Poss. Promesse de vente) : Immeuble de 5 étages. 250 m² (2 locaux + 9 Apparts + lot de 1000 m²) 2 Faç. Situé au centre-ville d'Oran (côté Mdina Jedida) - Cont. : 0558.86.81.80 - 0770.83.74.27

■Vends carcasse R+1 finie à 70% sur terrain 125 m² Bâti 95 m² Benfréha sans vis-à-vis. Daïra Gdyl - 0561.68.10.39

■Vends MM 120 m² R+1 actée, 4 Pcs, cuis, salon, SDB, 2 WC, garage, local, Mers El Kébir, Oran - Tél : 0781.18.52.21

■A vendre une très belle villa 400 m² à Bir Djir, 2 façades, R+1. Prix demandé : 7,3 MD. Ttes commo - Tél : 0772.54.33.20

■A vendre Maison 600 m², 2 grds appartements, chauffage central, puits, 3 façades, RDC : garage. Ain Kahla. W Mascara - Tél : 0778.96.24.48

■Vds 2 cabanons mitoyens, 1 chalet 4 P, SDB, cour, WC, jardin. 2e construit 2 gdes pces, sal, cour, 2 cuis, WC, b'eau, entre Mosta / Oulilis Sokhra - Tél : 0794.58.07.84 - 0771.74.04.07

■Vds MM R+2. / N/Constr. 223 m², actée. RDC : 2 garages, 1er étag : 3 ch, hall, hammam + cuis + WC + cour. 2ème étag : 3 P + gd sal, à St-Eugène, Oran, sur Bd Gauthier. Prix intéressant. Tel : 0794.58.07.84 - 0771.74.04.07.

ANNIVERSAIRE
A notre Ange
BOUREGBA
LAMIS
22/02/2014 -
C'est aujourd'hui le
22 Février 2014 que tu souffles ta 1ère bougie.
En cette heureuse occasion,
ton papa Mohamed et toute la famille BOUREGBA te souhaitent un Joyeux Anniversaire et une vie pleine de bonheur, santé et succès.



■A vendre une Maison 100 m². R+2. Semi-finie - Cité 116 Logts. Haï Rabah. Mesregghine - ORAN - Tél : 0771.63.46.50

■A vendre villa R+1 - 123 m² - 2 façades à Hay El- Louz - Misserghine - Tél : 0775.92.94.97 - 0772.01.20.07

■URGENT. A vendre une Maison à 121 m². Actée. R+1 + terrasse + garage / F4 - la finition n'est pas complète - située à El Brea (ORAN) - Tél : 0776.72.38.61 - 0550.52.75.07

■Vends M.M. R+1 - 178 m² à Maraval. RDC : 2 locaux + cuisine + sanitaires. B. à eau. 1er : F3 + F4. Terrasse 1 pièce - Contacter le : 0772.26.36.47 - 0777.69.29.89 - Prix Apr. visite S.V.P. Curieux intermédiaire s'abstenir

■Vds / Echange carcasse de 241 m². 10,5 m façade. Actée + LF à Bir El Djir à côté de clinique Hikma pas loin de Akid - 0556.06.29.28

■Vds à Oran, Point du Jour, très belle villa R+2, 387 m² acte + L. Foncier, 6 P., 2 C., 2 S, 4 SDB, 2 Gds locaux, 2 jardins avec arbres fruitiers, quartier résidentiel - Tél : 0776.35.00.82

■A vendre villa 660 m² face R.T.A. 2 façades, 11 pièces + 1 magasin + garage pour 7 voitures - N° 0554.26.95.96

■TLEMCCEN (KIFFANE) : Vds Maison actée + livret foncier - Tél : 0552.43.03.76 / 0033.6.71.36.34.89

■Vends / Ech. M.M. 96 m² R+1 - 02 façades - Haï Louz - Misserghine - Tél : 0795.95.10.37

■Vds carcasse sur terrain de 280 m² et 13,5 m F. - ttes commodités goudron, gaz, élect., eau, Tél. Haï Nakhla Bir El Djir - 0772.47.61.94 - courtier s'abst.

■Vds villa 290 m² à Bethioua bâtie 200 m² R+1 + terrasse de 160 m². 6 Ch. + 2 Gd Sal. + 1 garage + 1 Cuis. + 2 SDB - ttes commod. (gaz, tél., élect., eau, internet...) - 0561.14.05.21

■A vendre ancienne maison sup. 300 m² à Es-Senia Bd Bahi Amar à côté des impôts et parc APC - Tél : 0778.11.75.96 - 0776.29.95.68

■A.V. Haouche Chteibo. Acté. 120 m² - P.O. 460 U - P.D. 500 U - Tél. 0554.12.97.41

■Vends Maison de Maître sup. 140 m². RDC + sous sol + piliers 1er étage, nouvelle construction à Bouyakor II (Bout-lélys) ORAN - Tél : 0670.21.35.03

■A vendre villa 250 m² double façade. Acte + Permis construire. Route Les Andalouses - El Anseur - R+1 - Tél : 0551.65.43.77

■A vendre villa R+2 + terrasse, 208 m². Coop. El Wiffek - Millenium - Tél : 0771.38.31.91 - Pas de courtier SVP



■Hôtel Viva l'Algérie Ain El Turk recrute : 02 Serveurs + 02 Réceptionnistes + Acheteur Démarcheur + Secrétaire de Gest. + Chargé de suivi de chantier - Qualif. et Expér. exigées - Tél. Mob : 0560.00.46.16 - Fax : 041.44.00.47

■Recrute Secrétaire à Bir El Djir - Contact par email : etysoussief@gmail.com

■Association " EL BARAA " cherche une Educatrice niveau préscolaire pour sa crèche -Adr.: 13 Coop. Colonel Abbès Cité Petit en face C.E.M. - Tél : 0556.98.86.88 - 0556.86.15.10

■Pharmacie ORAN-Ville cherche Pharmacien expérimenté. Horaire 12 h -19 h. Samedi 09 h 30 - 19 h - Repos Vendredi - Tél : 0792.96.19.10

■TLEMCCEN : Ets privé recrute Agent de Saisie maîtrisant outil informatique et le français - Tél : 0770.66.52.23 / 0555.87.94.82

■Société privée de produits pharmaceutiques à la zone industrielle " ES-SENIA " recrute des Télévendeuses - Expérience exigée - Appeler : 0770.27.65.23 ou 0770.27.65.18

■Salon de coiffure Dames C. / Oran cherche : une Hôtesse d'accueil - 02 Coiffeuses, 01 esthéticienne qualifiées - 02 Apprenties - Tél : 0551.75.41.96

■Pour ouverture une Agence de voyages cherche un Technicien Supérieur avec ancienneté de trois années et plus - Tél : 0667.42.72.16

■Cherche Secrétaire (H / F) dynamique, présentable, pour travail dans une entreprise de l'électricité - Tél : 0776.99.29.82

■Cherche Tourneur - Fraiseur - Etudes toutes propositions - Tél : 0772.16.55.31

■Société de distribution de produits boulangers et pâtisseries, recrute Jeunes (F / H) pour la livraison de ses produits. Expér. et compétence exigées - Contactez Nacer au : 0560.661.828

■Cherche Chauffeur de Transport en Commun qualifié - âgé entre 35 - 55 ans - Tél : 0670.25.03.70

■Salon Styliste cherche Coiffeuse Esthétique : 22, Rue Soeurs Benslimane - Tél : 0553.11.51.32

■Entreprise privée sise à ORAN cherche un Chauffeur de camion JMC, sérieux et compétent, demeurant à Oran. L'étendue du travail : Oran et ses environs - Contacter : 0560.51.43.58

■Centre commercial au centre-ville d'Oran cherche Agent de saisie. Vendeur Etalagiste. Agent de sécurité (âge 20 - 35 ans) - Résider à Oran - Tél : 0798.87.78.14

■Comptable licencié en Science commerciale, 08 ans d'expérience dans des cabinets d'experts comptables, cherche Travail - Tél : 0551.31.56.30

■Un Maçon avec expérience dans le domaine cherche Travail - 0696.40.42.86 - 0799.01.72.37

■Entreprise privée recrute Jeune ayant un diplôme en électricité

VEHICULES

■Vends FIAT PANDA Nouvelle caisse. 1ère main. Très bon état - 0 Retouche - Toutes options - 2009 - Tél : 0560.20.60.36

■Médecin Femme vend Daihatsu Terios (Toyota) 4x4 La Toute - Boîte automatique + Daihatsu Cuorc - 0771.86.64.68

■A vendre Camion ISUZU 3,5 T. Année 2012. Faible kilométrage. Immatriculé 13 - Bon état général - 0797.68.00.10

■Vds 2 MERCEDES 220 E et 250 E + Vds 207 HTDI Boîte 6. Blanche ou Echange contre Semi-remorque 2011 - 2012 - 2013 - Tél : 0555.27.44.73 - 0699.51.63.31

■ORAN - A vendre CHEVROLET AVEO LT 2005 - 230.000 Km - En bon état - 1ère main - Contactez le 0555.65.05.18 - Courtier s'abstenir

■ORAN - Vends : MITSUBISHI SPORTERO 4x4. Année 2007 - PO 130 U - PD 145 U - CITROËN JUMPY Tôté 1,6 HDI. Année 2008 - PO 110 U - PD 120 U - POLO 1,9 D. Année 2000 - Tél : 0773.715.333

■Vends : BMW 525 D - Kit M - Année 2013. Roulé 2800 Km. Couleur noire. Wilaya 31 - Tél : 0662.01.62.76 / 0550.32.98.49

■A louer Fourgon Frigo 3T, 5 - 20 m. Cubes - avec Chauffeur - Tél. 0771.255.221 - ORAN

■Achat Véhicule accidenté ou en panne Léger et Lourd - Tél. 021.91.35.62 / 0771.39.49.82

■Offre de Service : Location avec Chauffeur. Référence Master châssis long Frigo (2013) neuf. Marque Renault. Gasoil - pour livraison des produits réfrigérés et les produits alimentaires - Tél : 0772.87.54.85

■Vends Camion Echelle de 16 m en bon état de marche - Tél : 0558.21.36.11 - 0661.56.17.22

■A vendre CHEVROLET CAPTIVA LTZ 2013 - 7 places - 23500 Km - Tél : 0550.55.53.26

■A vendre à Oran KIA SPORTAGE 2012 gris souris toutes options safi 31 (32.000 km) prix offert 250 U - Tél : 0662.21.29.02

■Concessionnaire Automobile FAW vend véhicule Mini-Truck tous type, prix et qualité. Sce après-vente + magasin pièces détachées - Tél : 0550.72.85.70 - 0560.90.10.79

TERRAINS

■Vds terrain agricole à Hassi Bounif (ORAN) 04 Ha. route goudronnée, puits + bassin + hangar (300 m²), habitation + Elect. (380 V) avec 02 Ha oliviers (Acte Concession) - Tél : 0559.45.16.97

■BOUSFER-Plage : Vds terrain Sup. 140 m² en face la mosquée + Vds carresse 270 m² R+2 bâtie 170 m² à Canastel Coop. Ben Boulaid - 0553.84.88.23

■A vendre terrain. Acté. 02 façades. Sup. 187 m². Vue sur mer à Kristel. Prix 35.000 DA/ m². Prix Nég. - Tél : 0661.20.34.16

■Promoteur cherche terrain à ORAN avec Partenariat - Tél : 0667.42.72.16

■A vendre lot de terrain. 2 façades. Acté. Urbanisé situer à Twamiya - Tiélet - Tél : 0795.19.00.93

■Vends lots terrain de 190 m² à Belgaid. ORAN - Tél : 0561.69.54.25

■A vendre 1040 m² centre-ville TEMOUCHENT - A vendre ou à louer F2 - 40 m² rez-de-chaussée Cité Lescure -Tél : 0550.51.26.16

■URGENT : Vds lot terrain 125 m² / Fac. 12,5 m. Désistement à Hassi Ameur - PD 500 U - Tél : 0796.33.79.66

■A louer ou A.V. 500 m² ORAN - KERMA. Axe Autoroute. Couvert ou Cherche Partenaire ou Association - Tél : 0793.19.33.00

■Vends terrain situé à Sidi Hamadouche - SBA - Superficie 15.000 m². Viabilisé - Contacter : 0776.27.04.09 - 041.51.71.50

■Vds : 772 m². 2 F. 27 / 27 m. Bd. Vue sur mer. Acté - PO 3,3 U - PD 3,5 U - 11 Hect. + 02 hangars + 02 puits. Future Zone. Acté + L. Foncier - EL HAMOUL - 0791.08.06.15

■Vends : 55 Hect. 35 U/Hect. Acté. Ain El Kerma - 1 Hect. 76 ares. 260 U. Acté Ain Tassa - 26.000 m². 3500 DA/m² urbanisable Slatna (Boufatis) - 0791.08.06.15

■ANNABA - Vds au plus offrant terrain Coopérative Moussalaha 2 - 250 m². Permis de construire + Lot 153,5 m² à Souag Benyahia vue sur mer - Tél : 0664.24.68.11

■Vds terrain 400 m² 2 façades - à Bel Air - ORAN - Pour Promotion - Tél : 0554.50.44.90

■Part. Vds 2 terrains à Fermandville côté clinique El Hikma. 1er lot : 86 m². Faç. 10 m - 2ème lot : 172 m². Faç. 8,40 m - Tél : 0552.12.51.23 / 0658.15.54.68

■Très Urgent : A vendre lot de terrain 550 m en plein centre-ville à DERB - Prix intéressant - 0663.53.34.97 - 0561.66.34.60

■A vendre Mahdjara à TARGA - Ain Témouchent - Contacter : 0553.03.99.27 - 0555.41.68.78

■Vds maison 148,5 m² R+1 : garage vide, 1er étg : 4 ch, hall, cuis, salle, douche et WC. Finie à 95% -Tél : 0550.56.78.81. Gdyl. Oran

■Vends lot de terrain, bien situé, viabilisé, 240 m², plate-forme, entourage, 2 portails, puits, 2 faç. Bahl Amar, Essenia (P.O : 2M200 - P.D :2M400) (Pas d'interm. et courtier SVP) - Tél : 0776.29.36.32

■Tlemcen : vends terrain, 210 m², à Chetouane, acté - Tél : 0554.76.00.79

■A.V. terrains de 150 m² à 6000 m² et 8322 m² mitoyen avec : Livret F - Certificat Urb. - Plan C. - à BOUHANIFIA - W. MASCARA - Tél : 0551.23.60.98

■Part. vend terrain. Acté + Livret foncier de 830 m² à BOUSFER-Village - Tél : 0558.10.99.19 - 0770.69.90.94

■Vente terrain Agricole (Djebba) 73 Hect. Acté. Convient pour activité (Carrière) situé à OULED MIMOUN - TLEMCCEN - Tél : 0770.67.83.26

■AG NADJET. Vend Agricole : 1 Ha 150 U + 2 Ha 250 U + 3 Ha 250 U Boutléis - 25 Ha + 02 puits + maison 1,5 U Terga - 10 Ha 500 U Ain Tassa - 02 Ha + maison 1,8 U Boutléis - 0777.04.46.83 / 0552.98.13.81

■Vends lot terrain 277 m². 3 façades (25,17 x 11 m) à Belgaid coopérative Djebbari - Contacter : 0553.78.89.21

■Vds terre agricole 19 Ha plantée en oliviers 2500 arbres sise à MARS EL HADJADJ - ORAN - avec Acte de Concession - Tél : 0555.53.39.35

■Vends 5 terrains Sidi Lakhdar MOSTAGANEM - village touristique pas loin de la mer - Prix du m² = 4500 DA. Prix du lot = 120 m² = 54 millions. Acte notaire - Tél : 0778.86.87.89 - 0799.10.04.73

■A.V. ou à louer lot 500 m² - 350 m² couvert à la Zone d'activité de KARMA - Tél : 0556.92.12.39

■Vends terrain 225 m². Façade 13 m. Très bien situé à Canastel - Tél : 0558.90.57.54

■Vends lot de terrain 2 façades. 234 m². Acté avec P.C. R+2. Castors Familiaux Maraval. ORAN - Tél : 0772.58.65.12

■Vends Terr. Agr. Sup. 6,5 Ha : 2,5 Ha oliviers, puits, bassin + Logt. Acté de concession - sise à ADJADJEMA vers Chehairia (ORAN) - Tél : 0777.68.62.64

LOCAUX

■BENI-SAF : Vds ou Loue un Dortoir 16 Ch. + 3 magasins + logement de fonction - Tél : 0790.37.56.64

■A louer local 50 m². Toutes commodités à usage Pharmacie ou autre - situé Douar ESSENIA à 200 m de polyclinique - Tél : 0791.79.45.94 - 0561.53.60.52

■Vends Gd magasin de 10 m de façades. Sup. 170 m² - 4,5 m Haut. avec 2 rideaux élect. Situé à 30 m du consulat de France - curieux s'abstenir - Tél : 0557.04.56.48

■Loue local commercial de 60 m². Fini. 380 V. - Convient à fonction libérale - endroit viabilisé à Chahid Mahmoud (Ex-Boudjemaâ) Hassi Bounif) - Tél : 0771.67.68.86

■A louer un local commercial au centre-ville d'Oran. 40 m² + soupente de 20 m² + sanitaires + vitrine - Bien équipé - Tél : 0665.98.47.52 - 0771.28.25.32

■Local à vendre + de 67 m² Acté en Duplex. Conv. fonction libérale ou autre. Sis 10, Rue Ziani Miloud - Miramar - Eau + Sanit. + gaz et gardiennage. Prix 1,2 U - Tél : 0661.20.18.36

■A vendre un local situé à Akid Lotfi. Sup. 48 m². Bien aménagé, en face parking de la cité - Tél : 0557.07.71.44

■A vendre local au C.-Ville d'Oran (Passage de la Victoire). Acté. 50 m². 2 entrées, sanitaires vitrine, faux plafond. Convient activité commerciale ou libérale. ORAN - Hay Yasmine - 0669.26.70.05

■Vends : Local à Hai Nour 1400 Logts. 32 m² + eau + Elect. Bien situé sur le boulevard - Tél : 0561.98.89.30

■AG. HOUHOU - 041.35.34.27 - 0555.444.172 - Loue Hangar 1500 m² Delmonte 15 U - F4 Maraval neuf 3,5 U - Vds Nix Villas Maraval 18 et 27 - Studio 2,2 U - M.M. Cité Petit 160 m² 17 Ferme

■Vends local 170 m². R + S/Sol. Façade 11,50 m. 2 rideaux Autom. Fini 100%. Bien placé près Dar Es-Salam. Convient activité commerciale ou libérale. ORAN - Hay Yasmine - 0669.26.70.05

■Vends : Bain avec Maison. Puits. Sup. 800 m². Double façade + Maison coloniale avec dépendances, garage + jardin. Double façade. Sup. 800 m² - Chabbat El Ham -W. Ain Témouchent - 0555.90.82.11

■A louer local administratif à Seddikia ORAN. 280 m². R+1 / R : bureau + sanitaires / 1er : 5 bureaux, 3 climas + 2 L / Téléph. / Rue spacieuse - 0770.58.17.20 - 0557.28.66.68

■Aïn TEMOUCHENT : Vds local acté situé à Bd Med Boudiaf (à côté Société Générale et AGB) - 31 m² - Faç. commerciale - Tél : 0771.59.78.79

■A louer magasin de 24 m² Boulevard Seddikia face CNEP (Dalle de sol - Climatiseur) - Libre de suite - Tél : 0559.44.77.91

■Aïn TEMOUCHENT : A vendre local acté situé Bd Boudiaf (derrière Société Générale et AGB) - Surface 60,50 m² - Tél : 0771.25.87.83

■2 locaux de 60 m² à louer, deux façades. Résidence Chiffa Akid Lotfi - Tél : 0556.54.42.18 - de 9 H à 13 H Matin

■A vendre local 12 m². Libre. Acté + terrasse (Possib. d'extension) bien situé centre-ville d'ORAN derrière L. Ben M'hidi - Tél. 0794.08.17.65

■Loue 2 locaux commerciaux, situés à Choupet, 80 m² superficie chacun. 4m20 hauteur de plafond. Idéal pour grossiste 6,5 U/mois pour chaque local - Tél : 0664.42.80.37

■Particulier à Oran, vends une chambre froide positive 60 m3, panneaux sandwich 10. Appelez le n° 0550.84.43.10

■Location bain-douches, sur grand boulevard, à Oran Est. Prix après visite - Tél : 0795.24.07.98

■Sidi Bel-Abbès : local à louer 130 m². Toutes commodités, grande avenue, face Faculté Technologie - 0661.22.88.72

■Loue dépôt hangar de 150 m². Ttes commodités, à Cholet, Eckmühl. Prix 25000.00 DA - 0555.30.68.57

■Loue Siège de société de 1100 m² en 3 niveaux (sous-sol avec accès direct, RDC, R+1) à Delmonte à côté de l'Hôtel Colombe. Plus de 650 m² d'espace de stockage et 450 m² (8 bureaux) - P. Ap. visite - Tél. 0557.04.61.76

■A louer Hangar charpente métallique 600 m² à Sidi Maârouf, 5 Km d'Oran, force motrice + sanitaires - Tél : 0551.07.08.89 - Curieux s'abstenir

■A louer locaux + pizzeria dans un Centre commercial centre-ville AIN TEMOUCHENT - Tél : 0795.18.80.78

■Loue local commercial Dble façade 16 m² au RDC + 48 m² au 1er / convient ttes activités, à Djellat El Habib (ex-Av. Canastel) N° 44 - Gambetta - ORAN - 0794.90.92.35

■A louer local 145 m². Haï Chahid Mahmoud (ORAN) - Tél : 0550.31.42.80

■Vds local à usage commercial ou dépôt de 50 m² avec soupente de 45 m, situé 4, Rue Jules Verne angle Bd Adda Benaouda - Plateau St Michel - ORAN - Tél : 0661.52.53.15

■A louer local commercial sup. 40 m² avec cave + Appart F4 haut standing au centre-ville d'AIN TEMOUCHENT pour Société - 0553.09.48.06

■Mets en vente Hammam + 32 Douches + 2 appartements neufs prêts à démarrer sur 300 m². Quartier d'El Hassi proximité Route Nationale - Affaire à saisir - Tél : 0661.29.99.00

■Vends locaux 300 m², 2 façades, ancien bâti - à Rue Mezouar Med - Ville Nouvelle - Tél : 0556.80.92.88

DIVERS

■On cherche des Entreprises qualifiées pour valoir des Travaux de branchement des câbles et raccordements de poste électrique pour Hôtel DOUER Kadour : 99, Av. Sidi Chahmi - ORAN - Tél : 0551.10.67.96

■Formation Médicale Continue 2014. Notre Institut annonce les inscriptions pour FMC : Echographie Gle - ECG, Rythmologie - Contact : Site Web : www.ecolesantar.com - Tél : Fax : 041.33.70.34 / 041.29.96.32

■Résidanat Médecine 2014. Notre Institut annonce les inscriptions pour la préparation Concours Résidanat - Contact : Site Web : www.ecolesantar.com - Tél : Fax : 041.33.70.34 / 041.29.96.32

■A.V. Compresseur marque Caterpillar moteur Kibota 3 cylindres. Pression 7 bars. Année 2002 - Tél. 0772.29.59.33

■Lait en poudre, origine ARGENTINE directement de l'usine - Marque très connue en Algérie - 0555.691.984

■Ciment Espagnol 42,5 directement de l'usine. Sacs 50 Kg - 0555.691.984

■Ligne de Cosmétique Exclusive. Nouveauté en Algérie. Attention Importateurs et Distributeurs - 0555.691.974

■Professeur de Maths donne des Cours de soutien individuels à domicile de l'élève pour les niveaux : 1ère, 2ème, 3ème, 4ème AM et 1ère, 2ème, 3ème AS - M-TM - Tél : 0770.39.41.55

■Vends Machine de fabrication d'Aliment bétail horizontale - Broyeur de foin 15 CV - Tél : 0557.39.62.16

■Vente Matériel de Boulangerie complet très peu servi (5 mois) disponible à ORAN - Tél : 0775.01.78.80

■ORAN - Enseignante de français assure cours, tous niveaux, tous types (français GI, Technique...) - Prends travaux : Correction de thèses - Rédactions administratives... Tél : 0560.17.63.55

■Producteur à SBA vend Pavé (différents modèles) + autres produits - Tél : 0557.32.18.58

■Affaire à Saisir : Restaurant bien aménagé à la Rue Khemisti, location + vente du matériel opérationnel - Vous commencez l'activité dès réception des clés - Tél : 0560.75.60.00

■Prends en charge des Travaux de : Démolition - Gros Œuvres - Maçonnerie - Décoration Façade - Avec contrat et garantie - Email : otman25majd@gmail.com

■Loue Numéro de taxi à ORAN - Tél : 0554.64.91.55

■Liquidation totale pour Grossistes : Vests / Blousons / Sweats Capuche / Joggings (français) RIVALDI / 800 Pces - Prix spécial pour lot complet - 0554.64.16.61 - 0550.52.83.81

■Liquidation totale pour Grossistes : Pantalons Femme et Femme Enceinte. Marque française LA REDOUTE / VERBAUDE / 6000 Pces - Prix 550 DA/Pce (lot complet) - 0554.64.16.61 - 0550.52.83.81

■Vente Machine injection Diesel - 0554.17.81.59

■Conducteur de travaux, plus de 30 ans d'expérience, suivi - coordination des chantiers - mètre - situation, etc., cherche poste Sud - Tél : 0557.92.61.77

■Vds Machine à injection 200 gr française avec un Moule de boîte d'encastrement, en marche et très bon état avec plus de 200 sacs de produit fini - URGENT - Tél : 0559.46.49.46 - 0794.45.70.34

■Vends un Moulin à café made in DENMARK 600 MM (EUROPEMILLE) sous emballage plus des Pierres neuvies 400 MM made in DENMARK - Tél : 0560.06.63.60 - ALI

■L'établissement scolaire privé lance des cours de langues : Esp. - Franç. - Angl. et Arabe pour tous les niveaux à partir du 1 Mars - Enfants - Adultes - 0560.35.41.63

■Mets en location Niveleuse neuve - Année 2014 - pour grands chantiers T.P. Région Oranie - Tél : 0560.000.281 / 282

■A vendre Matériel boulangerie et pâtisserie : Batteur + Laminoin + Broyeur - Frigo à tarte - Tél. 0793.85.72.57 - 0557.21.11.86

■Unibeauté, école de formation professionnelle vous propose un programme bien varié dans les spécialités coiffure dames et esthétiques. Tél : 041.53.32.23 adresse : 04, rue Ezzaoui Mustapha, Gambetta. Oran

■Oran : atelier de confection, spécialité tenues de travail (professionnelles) propose ses services : Part, Sté, etc.), à des prix étudiés. Tél : 0553.80.18.36

■Marches et Contremarches en granit de très bonne qualité sur mesure à prix imbattable - Livraison gratuite dans toute la W. d'Oran - Tél : 0553.03.67.37

■Vds Matériel pour Pain syrien (Four Paillier) + Pétrin Rex 25 Kg + 4 Chariots avec Planche en bon état - 0555.03.93.70

■Vente Brique réfractaire. Ciment. Dalle. Marteau Dizière Marne 13 Dents. Chaudière à vapeur WANSON 15000 C. - N° Tél : 0771.92.73.42

■ALFINA TRADE Vend pour « ANSEJ - CNAC - ANDI » tous types de Machines industrielles - 036.51.19.55 - 0550.14.11.91 - www.alfinatrade.com

■Pour toute Distribution de Produits cosmétiques et Détergents à l'Ouest veuillez contacter : 0555.47.44.56

■Promoteur agréé cherche Partenaire disposant d'un terrain en toute propriété (Pas de concession) W. d'Oran et de Tlemcen - pour Réalisation Logt Promotionnels - Tél : 0550.74.22.57

■W.W. PACK INDUSTRY Fabricant des Etiquettes automatiques linéaires. Machines de pose d'étiquettes adhésives en rouleaux sur bouteilles. Convoyeur à chaîne pour jonction inter machines. Table tournante d'alimentation et de réception, diamètre 800 mm - Mob : 0770.52.96.12 - Tél : 021.35.49.05

■Vends Machine pour fabrication Dioule - Crêpe - Baghrir - autres produits. Matériel en état de neuf - Tél : 0661.20.51.37

■MASTER DOOR Fabricant de rideaux électriques en aluminium lames autobloquantes et simples - ST REMY - ORAN - Tél : 0560.03.41.77 / 0560.03.15.76

■Of. Services - Entreprise de Travaux Bâtiements. Architecte Constructeur spécialisé en Gros Œuvres - Maçonnerie - Tél : 0770.25.79.22

PENSÉE

Loin de nous

mais toujours

dans nos

cœurs.

Voilà 1 année déjà passée

sans toi (20-02-2013)

BENSAID Ahmed.

Puisse Dieu, Le Tout-

Puissant, t'accorder Sa Sainte

Miséricorde et t'accueillir

en Son Vaste Paradis.

Ta famille

PENSÉE

A la mémoire

de notre père

El-Moudjahed

BOT Charef.

22/02/2012 - 22/02/

2014 - Déjà 02 ans

que notre père,

mari, est parti en

silence laissant derrière lui un grand vide

que nul ne pourra le combler. Nos larmes

n'ont pas cessé de couler. L'œuvre de ta

vie qui fut de donner, d'aider et d'aimer

ton prochain se perpétue. Merci pour ce

bel

Football - Ligue 1 Grande explication à Blida, malheur au vaincu à Bordj

M. Benboua

La vingtième journée du championnat professionnel de Ligue 1, prévue cet après-midi en intégralité, s'annonce particulièrement disputée en haut du tableau avec au programme deux belles affiches entre prétendants au titre. En effet, si le derby de la capitale entre le MCA et l'USMA risque de monopoliser l'attention, il n'en demeure pas moins que le choc ESS-ASO est tout aussi attrayant. Ainsi, le MCA de Fouad Bouali, gonflé à bloc à la suite de sa qualification aux demi-finales de la Coupe d'Algérie, reçoit le co-leader l'USMA au stade Mustapha Tchaker de Blida, dans un duel prometteur et indécis. Les mouloudéens, qui restent sur deux défaites, lors des deux dernières oppositions face à l'USMA, aborderont cette rencontre avec l'intention de l'emporter pour réduire l'écart sur leur adversaire du jour, mais aussi afin de prendre leur re-

vanche du match aller (1-0). A contrario, l'USMA, qui a fait du titre son principal objectif, tâchera de prolonger sa belle série pour préserver sa place sur le fauteuil, tout en espérant un faux pas de son alter ego, l'ESS. Cette dernière reçoit dans son antre du 8 Mai 1945 la formation de l'ASO avec l'objectif d'enchaîner sa cinquième victoire consécutive. Les Sétifiens devront tout de même se montrer vigilants face à des Chélifiens qui jouent le podium. Pour sa part, la JSK, qui a certainement savouré sa belle qualification en Coupe d'Algérie aux dépens du MCO, donnera la réplique au CRB, un mal classé. Les hommes d'Aït Djoudi n'auront d'autre alternative que de l'emporter pour espérer rester dans la course au podium. En revanche, le Chabab, battu à domicile lors de la précédente journée par le MCA, devra puiser dans ses réserves pour espérer s'en sortir indemne de ce périlleux déplacement à Tizi

Ouzou. Par ailleurs, à Constantine, le CSC, qui traverse une période difficile après son élimination en quart de finale par la surprenante équipe de la JSM Chéraga, affrontera le MCO avec un double objectif : renouer avec le succès et se rapprocher du peloton de tête. Mais le MCO, version Omar Belatoui, qui est plus que jamais menacé par la relégation, s'efforcera à limiter certainement les dégâts d'autant plus qu'il abordera cette rencontre avec un effectif décimé. A Mohammadia, l'USMH, qui commence à retrouver des couleurs, sera opposée au MCEE, une équipe imprévisible, alors que la JSS, dont les statistiques à domicile plaident en sa faveur, sera opposée au CRBAF, qui vise deux objectifs différents : le maintien et l'espoir d'atteindre la finale de Coupe d'Algérie pour la première fois de son histoire. De son côté, le RCA effectuera un difficile déplacement à Béjaïa pour donner la réplique au MOB, où le faux pas est interdit pour les locaux. Enfin, le duel des mal classés entre le CABBA et la JSMB s'annonce capital pour les deux équipes, où seul le vainqueur pourrait encore rêver de maintien. Quant au perdant, il aura déjà mis un pied en Ligue 2. Hélas, cette rencontre à six points se jouera à huis clos.

Aujourd'hui à 15h00			
Tizi Ouzou:	JSK	-	CRB
Constantine:	CSC	-	MCO
Béchar:	JSS	-	CRBAF
Mohammadia:	USMH	-	MCEE
B.B. Arréridj:	CABBA	-	JSMB
Blida (16h00):	MCA	-	USMA
Sétif (17h45):	ESS	-	ASO
Béjaïa (18h00):	MOB	-	RCA

MCA-USMA Velud et Bouali insistent sur la victoire

Kamel Mohamed

Les deux entraîneurs l'USM Alger et du MC Alger, Hubert Velud et Fouad Bouali, sont unanimes à dire que la confrontation entre les deux équipes est «un match à ne pas perdre». Ils ont préparé leurs joueurs pour gagner ce derby, prévu cet après-midi (16h00) au stade Mustapha-Tchaker de Bida pour le compte de la 20^e journée du championnat de Ligue 1. Pour Velud, «l'important c'est les retombées psychologiques positives sur l'équipe en cas de victoire». Il reste «convaincu» que la victoire dans ce derby est «déterminante pour la suite de la compétition». Velud s'est montré «exigeant» envers ses joueurs car «l'équipe est sur une bonne dynamique». Il a estimé que «l'USMA ne doit pas s'arrêter en si bon chemin. Au contraire, l'équipe doit le

confirmer contre le MCA».

En effet, l'USMA est sur une dynamique de matches sans défaites. En tout, l'équipe n'aura concédé que deux défaites depuis le début de la saison et la dernière en date remonte à la 8^e journée. Un faux pas contre le Mouloudia, dans un derby, pourrait ainsi provoquer la cassure d'où l'insistance de Velud sur la victoire. Le même état d'esprit anime l'entraîneur du MCA qui tient à la victoire contre l'USMA. «Une victoire dans ce derby est déterminante et vitale pour la suite de la compétition», a-t-il dit. Il a rappelé qu'en prenant les trois points, le MCA pourrait revenir dans la course au titre du championnat et rattraper l'USMA. Bouali a également considéré que son équipe est sur une courbe ascendante dans la mesure où elle reste sur une retentissante vic-

toire dans un autre derby algérois, contre le CRB, et une brillante qualification aux demi-finales de la coupe d'Algérie. Pour le coach du Mouloudia, l'équipe doit continuer sur cette lancée et épingleur ainsi l'USMA. Bouali a mis l'accent notamment sur les conséquences psychologiques d'une victoire dans un derby et de surcroît contre l'USMA, ce qui maintiendra les joueurs davantage concentrés et motivés, a-t-il dit.

Pour rappel, les défaites après ce derby ont toujours provoqué des crises chez l'équipe vaincue. Lors du match aller, perdu par le MCA au stade du 5-Juillet, le staff technique du Mouloudia, à sa tête l'entraîneur suisse Alain Geiger, avait été limogé. Cela explique l'importance capitale qu'accordent les deux formations à cette rencontre.

Etats Unis Bougherra convoité par MLS de Philadelphia

Le capitaine de la sélection algérienne de football, Madjid Bougherra, serait convoité par la Franchise de MLS de Philadelphia Union (Etats Unis) en vue d'un éventuel transfert, a indiqué un site spécialisé hier. Selon Footafri-ca365.fr, le défenseur interna-

tional algérien a dernièrement été approché par la franchise de MLS de Philadelphia Union, mais il n'a pas encore donné suite à la proposition reçue. Sous contrat jusqu'en juin 2015 avec Lekhwiya (Div 1 Qatar), l'ancien des Glasgow Rangers de 32 ans avait déclara-

ré dernièrement qu'il souhaitait retourner en Europe dès la saison prochaine. L'auteur du but qui a permis à la sélection algérienne de se qualifier au Mondial-2014 face au Burkina Faso (2-3 à l'aller et 1-0 au retour), avait rejoint le club qatari en 2011.

Montpellier Courbis condamné pour abus de bien social

Roland Courbis, l'entraîneur de Montpellier HSC, a été condamné, jeudi, à 30 000 euros d'amende pour recel d'abus de bien social pour avoir touché une somme issue des comptes d'une entreprise. Lors

de l'audience de «comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité», l'ancien entraîneur de Bordeaux a reconnu avoir touché un prêt de 100 000 euros, constituant l'infraction. En 2005, un gérant de brasse-

ries avait retiré cette somme de la comptabilité de son entreprise pour les prêter à son ami Roland Courbis, a annoncé le parquet de Marseille. Ce dernier a précisé que la somme avait été remboursée par Roland Courbis.

RC Relizane Fin de mission pour Osmane, Hammouche pressenti

La direction du Rapid Relizane vient de mettre fin aux fonctions de l'entraîneur en chef Osmane Abderrahmane, suite à la défaite concédée contre la lanterne rouge, le CR Témouchent, lors de la précédente journée du championnat de la division nationale amateur Ouest et sera vraisemblablement remplacé par Hammouche qui supervisera

l'équipe aujourd'hui. Cette décision a été prise à l'issue d'une réunion d'urgence des dirigeants du club qui ont jugé que le niveau de l'équipe sous la coupe du Mostaganémois a régressé. D'autre part, les joueurs ont été mis devant leurs responsabilités, leurs salaires et les primes des prochains matchs étant bloqués jusqu'à nouvel ordre. **E.Yacine**

Division nationale amateur Ouest Vers l'envol de l'OMA et du RCR

M. Z.

Si la logique venait à être respectée, on se dirige vers un statu quo en tête du tableau à l'issue de cette dix-neuvième journée qui verra le leader et son dauphin évoluer à domicile en l'absence de leurs entraîneurs, Belatoui ayant quitté l'OMA pour le MCO, alors que Osmane a été démis de ses fonctions pour insuffisance de résultats. A Arzew, l'Olympic accueillera le GCM dans un match entre deux formations

aux objectifs diamétralement opposés. L'OMA, sous la menace du RCR, doit impérativement gagner pour conserver sa première place d'autant plus que le Rapid a apparemment un match facile à négocier face à son hôte du jour, l'ES Araba, sous l'oeil de Hammouche qui supervisera sa nouvelle équipe donc pressenti pour remplacer Osmane. Pour sa part, le CRB Ben Badis se rendra à Chlef pour en découdre avec le Chabab local dans une rencontre qui reste

ouverte à tous les pronostics.

De son côté, le RCBOR n'aura pas une partie de plaisir à Mostaganem devant le WAM, appelé à confirmer son regain de forme depuis la phase retour. Quant à la JSM Tiaret, elle dispose d'une belle opportunité avec la réception du CRT pour améliorer sa position au classement. A Tighennif, le derby IST-SAM s'annonce assez chaud dans la mesure où les deux formations sont en quête de points pour se mettre à l'abri. Le MB Hassasna, pour sa part, doit réagir et mettre fin à la série de mauvais résultats en recevant l'IRBM qui a du mal à imposer sa présence dans ce groupe. Enfin à Remchi, l'USR ne devrait pas éprouver de difficultés à engranger les trois points en accueillant le CC Sig.

Aujourd'hui à 14h00			
Relizane:	RCR	-	ESA
Saïda:	MBH	-	IRBM
Remchi:	USR	-	CCS
Arzew:	OMA	-	GCM
Chlef:	CRBS	-	CRBBB
Tighennif:	IST	-	SAM
Mostaganem:	WAM	-	RCBOR
Tiaret:	JSMT	-	CRT

Division nationale amateur Centre La JSM Chéraga en conquérante à Reghaïa, choc à Tipaza

A. L.

Chéraga, c'est l'euphorie actuellement, et il y a de quoi, car la JSMC vient de mettre à son actif un authentique exploit, en éliminant l'un des favoris en coupe d'Algérie, le CSC. En outre, la JSMC occupe le fauteuil de leader du groupe de la division nationale amateur Centre depuis dix journées après une «parenthèse» en faveur de l'ESM Koléa. Nul n'ignore ce que risque un club lorsqu'il court après plusieurs lièvres. Or, l'entraîneur roumain Anghe-

lescu a été clair à se sujet: «Je suis comblé par cette qualification en demi-finale, mais la coupe d'Algérie n'est pas notre objectif, ce qui importe pour nous, c'est l'accès en Ligue 2». Voilà qui est clair et l'adversaire de la JSMC cet après-midi, le NARB Reghaïa, sait à quoi il doit s'attendre. Ce poste de leader, les camarades du stratège Benouadah feront tout pour le conserver. Ils ont largement les moyens de mettre à la raison leur adversaire du jour, qui végète au bas du tableau. Le hasard du calendrier a voulu que les

deux dauphins l'IBKEK et l'ESMK s'affrontent dans un duel lourd d'enjeu. Les Koléens sont les recevants, mais le match se déroule à Tipaza, d'où l'incertitude du résultat. Du côté du RCK, le nouvel entraîneur, Mohamed Belaredj, qui a succédé à Hocine Yahia, a pris ses fonctions. A cinq points du leader, les Koubéens n'ont pas abdiqué. Une raison qui doit les inciter à revenir vainqueurs de leur sortie à Berrouaghia où l'ESB semble prenable. Trois clubs actuellement y croient encore.

Deux d'entre eux s'affrontent, l'IBL accueillant la JSMD, tandis que le CRBDB est mieux loti avec la réception du MCM, quatorzième au tableau. Sur leurs terres, l'USOA et le PAC partent favoris face respectivement au WAB et à l'ESG, tandis que le match USMC-WRBM s'annonce indécis.

Division nationale amateur Est Le MOC dos au mur, le DRBT à l'aise

M. Benboua

En attendant la mise à jour du calendrier du championnat dans ce groupe, tout porte à croire que le DRB Tadjenanet est bien parti pour conforter sa position en tête du classement. En effet, le leader sera confronté à l'AS Ain M'lila, au pied du podium avec seize points de retard sur son adversaire du jour. Autant dire que l'ASAM est loin de pouvoir supporter la comparaison avec le

chef de file, qui fait cavalier seul pour le moment. Son dauphin, le MO Constantine, dont l'aventure en Coupe d'Algérie a pris fin mardi, après avoir été éliminé difficilement en quarts de finale par le CRBAF, se rendra cette fois à Tébessa pour affronter l'UST. Les Mocistes savent désormais ce qui leur reste à faire, et seule une victoire pourrait leur permettre de garder le contact avec le leader, d'autant plus qu'ils comptent encore un match en moins. Pour sa part,

l'US Biskra effectuera le déplacement à Bordj Bou Arréridj pour donner la réplique au promu, l'USFBBA, l'une des révélations cette saison, alors que le NC Magra part avec les faveurs du pronostic à Touggourt devant une formation du NRBT qui lutte pour son maintien. L'autre mal classé, l'ES Guelma, tentera de venir à bout de l'USM Ain Beïda, une équipe du milieu du tableau, tandis que Hamra Annaba abattra l'une de ses dernières cartes à domicile face à l'Entente Collo. Enfin, le WA Ramdane Djamel et l'USM Khenchela, eux aussi concernés par la lutte pour le maintien, auront une belle opportunité d'améliorer leur classement en affrontant respectivement à domicile le HB Chelghoum Laïd et la JSM Skikda.

Aujourd'hui à 14h00			
Touggourt:	NRBT	-	NCM
Azzaba:	WARD	-	HBCL
Tadjenanet:	DRBT	-	ASAM
Annaba:	Hamra	-	E.C
B.Bou Arréridj:	USFBBA	-	USB
Tébessa:	UST	-	MOC
Guelma:	ESG	-	USMAB
Khenchela:	USMK	-	JSMS

Football - Ligue 2
Le NAHD et le WAT se relancent, scénario catastrophe pour l'USMAN au Khroub

M. Zeggai

L'OM, l'ABS, le WAT et le NAHD qui restent les grands bénéficiaires de ce round se relancent par là même dans la course à l'accession. L'autre fait marquant a eu lieu au Khroub où la rencontre entre l'ASK et l'USMAN a été interrompue par le referee qui a appliqué la réglementation, la formation étant réduite à six joueurs suite à l'expulsion de Zemmouchi et Debbous suivie des blessures de deux autres éléments, alors que le score était de 6 à 0 en faveur des locaux avec à la clé un triplé de Ouhada. A Médéa, l'OM a infligé au leader, l'USMBA, sa quatrième défaite de la saison, grâce à un but de Bencherghi. Au même moment, l'USMB, freinée dans son élan par l'ABS, est rejointe à la seconde place par l'USC et l'ASMO qui se sont quittées sur un nul. Au pied du podium, nous retrouvons avec quatre logueurs de retard sur le leader le WAT et le NAHD. Les Tlemcenien sont sortis victorieux dans le derby de l'Ouest face au MCS, alors que les gars du Nasria ont remporté le match qu'il fallait à tout prix gagner face à la lanterne rouge l'ESM pour rester dans le sillage du groupe de tête et ce, grâce à un doublé du revenant Hemani. Si en tête du tableau le suspense demeure entier avec la présence de sept prétendants, en bas du classement, les jours de l'ESM sont désormais comptés dans ce palier. Pour leur part, l'USM Annaba et le CAB de-

meurent de potentiels relégables. De son côté, le MSP Batna version Mustapha Heddane commence par sortir la tête de l'eau en négociant victorieusement son derby qui l'a opposé à l'ABM. A noter que sept penalties ont été sifflés lors de ce round marqué par six expulsions.

Résultats				
OM	.....	1	..	..... USMBA . 0
ABS	.....	1	..	..... USMB ... 0
USC	...	2	..	..... ASMO ... 2
MSPB	..	2	..	..... ABM..... 1
WAT	...	2	..	..... MCS 0
ESM	...	1	..	..... NAHD ... 2
ASK	.....	6	..	..... USMAN . 0

CLASSEMENT			
Equipes	Pts	J	
1- USMBA	36	20	
2- USMB	33	20	
3- ASMO	33	20	
4- USC	33	20	
5- WAT	32	20	
6- NAHD	32	20	
7- OM	29	20	
8- ASK	27	20	
9- MCS	27	20	
10- ABS	27	20	
11- ABM	27	20	
12- MSPB	23	20	
13-USMMHH	23	19	
14- USMAN	20	20	
15- CAB	18	19	
16- ESM	08	20	

CS Constantine
Un nouveau staff dirigeant à la tête de la Sspa

Omar Bentobbal et Mohamed Haddad ont été désignés respectivement aux postes de directeur général et de président du conseil d'administration de la Sspa CS Constantine à l'issue d'une réunion tenue dans la soirée de jeudi au siège du club. Les deux nouveaux responsables remplacent Mohamed Boulhabib et Yacine Fersadou. Contacté vendredi par l'APS, Mohamed Haddad a déclaré qu'il s'agit d'un changement «entrant dans le cadre des dis-

positions prévues dans le cahier de charges de la Sspa». Invité à donner son sentiment sur la situation prévalant actuellement au sein du club, notamment après l'élimination en quart de finale de la Coupe d'Algérie face à la JSM Cheraga, le nouveau président du conseil d'administration du CSC a indiqué qu'une première rencontre avec l'ensemble des joueurs a été organisée dans l'objectif «d'aller de l'avant et d'éviter de vivre avec de faux problèmes pouvant entraîner le club dans une impasse».

Handball - Tournoi arabe à Arzew
L'ES Aïn Touta remporte le trophée

L'équipe de l'ES Aïn Touta a remporté, jeudi soir, le tournoi arabe de handball, seniors messieurs, en battant en finale le club de l'Espérance d'Arzew (29-28) devant un public venu nombreux à la salle omnisports d'Arzew. En match de classement, l'équipe tunisienne de l'ASE Ariana s'est imposée face au club égyptien du Nadi Chabab El Jazeera sur le score de 34-30. Le prix du meilleur joueur et buteur a été remporté par le jeune Merouan Abdelkarim (ES Arzew), révélation du tournoi à l'âge de 22 ans. Cette manifestation sportive de trois jours a été organisée par l'APC d'Arzew, en collaboration avec le club de l'ES Arzew, dans le cadre des festivités célébrant la commémoration de la

Journée nationale du chahid auquel ont pris part quatre formations de handball. Il s'agit de l'ASE Ariana (Tunisie), Nadi Chabab El Jazeera (Egypte), ES Aïn Touta et ES Arzew. En marge de cette compétition sportive, les participants ont profité d'une visite guidée au niveau de certains sites et monuments historiques de la wilaya d'Oran. Ce tournoi arabe a été clôturé par une cérémonie de remise de coupes et de cadeaux aux lauréats ainsi qu'aux meilleurs joueurs et buteurs du tournoi, en présence des autorités locales, membres de la Fédération algérienne de handball et de représentants de la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Oran.

Championnats européens

Espagne - 25e journée

Aujourd'hui	
(16h00) Real Madrid	..... Elche
(18h00) Celta Vigo	..... Getafe
(20h00) Real Sociedad	..... FC Barcelone
(22h00) Almeria	..... Malaga
Dimanche	
(12h00) Rayo Vallecano	..... FC Séville
(17h00) Betis	..... Athletic Bilbao
(19h00) Valence	..... Grenade
(21h00) Osasuna	..... Atletico Madrid
Lundi (22h00)	
Espanyol	..... Villarreal

Allemagne-22e journée

Aujourd'hui (15h30)	
Mönchengladbach	..... Hoffenheim
Stuttgart	..... Berlin
Nuremberg	..... Brunswick
Fribourg	..... Augsburg
Hambourg	..... Dortmund
(18h30) Wolfsburg	..... Bayer Leverkusen
Dimanche	
(15h30) Francfort	..... Werder Brême
(17h30) Hanovre	..... Bayern Munich

Italie - 25e journée

Aujourd'hui (20h45)	
Bologne	..... AS Rome
Dimanche (15h00)	
Chievo Vérone	..... Catane
Inter Milan	..... Cagliari
Sampdoria	..... AC Milan
Udinese	..... Atalanta
(12h30)Livourne	..... Hellas Vérone
(18h30) Juventus	..... Torino
(20h45) Lazio Rome	..... Sassuolo
Lundi	
(19h00)Parme	..... Fiorentina
(21h00) Naples	..... Genoa

France - 26e journée

Aujourd'hui (20h00)	
Bastia	..... Saint-Etienne
Bordeaux	..... Evian/Thonon
Guingamp	..... Nice
Montpellier	..... Ajaccio
Valenciennes	..... Sochaux
(17h00) Marseille	..... Lorient
Dimanche	
(14h00) Toulouse	..... Paris SG
(17h00) Nantes	..... Rennes
(21h00) Lille	..... Lyon

Angleterre- 27 e journée

Aujourd'hui (16h00)	
Arsenal	..... Sunderland
Cardiff	..... Hull
Manchester City	..... Stoke
West Bromwich Albion	..... Fulham
West Ham	..... Southampton
(13h45) Chelsea	..... Everton
Dimanche	
(14h30) Liverpool	..... Swansea
Newcastle	..... Aston Villa
(17h00): Norwich	..... Tottenham

**Supercoupe CAF
Al-Ahly sacré pour la sixième fois**

Le club égyptien d'Al-Ahly a remporté jeudi pour la sixième fois de son histoire la Supercoupe de la CAF (Confédération africaine de football) en battant 3 à 2 le club tunisien de Sfax. Devant environ 30.000 spectateurs réunis au Caire, le vainqueur de la dernière Ligue des champions africaine l'a donc emporté face au détenteur de la dernière Coupe de la confédération. Mais les Egyptiens, qui ont toujours fait la course en tête, ont souffert dans le dernier quart d'heure pour préserver leur avantage. Les «Red Devils» du Caire avaient, en effet, bien entamé leur match en menant 2-1 grâce à des buts de Mohamed Gedo Nagy et Amr Gamal, contre un penalty d'Ali Maaloul. Après un autre but signé Amr Gamal, les locaux semblaient tranquilles, mais Fakhreddine Ben Youssef rendait la fin de match tendue pour les Egyptiens en revenant à 3-2, une avance que les locaux parvenaient toutefois à conserver. En 2009, Al-Ahly s'était déjà imposé dans cette même compétition face à Sfax, sur le score de 2-1.

Ooredoo sponsor officiel et Principal de la Fédération Algérienne de Volley-Ball

Ooredoo poursuit sa stratégie de promotion et d'encouragement au sport national et devient le Sponsor Officiel et Principal de la Fédération Algérienne de Volley-Ball (FAVB). Le contrat de sponsoring a été signé, ce jeudi 20 février 2014, conjointement par le Président de la Fédération Algérienne de Volley-Ball M. Okba Gougam et le Directeur Général de Ooredoo M. Joseph Ged lors d'une cérémonie solennelle organisée au siège central de Ooredoo de Ouled Fayet à Alger. A la faveur de ce partenariat stratégique, Ooredoo sponsorisera l'équipe nationale dames de Volley-Ball pour le Tournoi africain dames de volley-ball prévu à Alger du 23 février au 1er mars et qualificatif au Championnat du monde de Volley-Ball Dames prévu en septembre 2014 en Italie. Ooredoo s'engage, en outre, à apporter son soutien à la FAVB et à accompagner l'Equipe nationale Hommes et Dames, dans les grandes compétitions régionales, telles que le Tournoi Maghrébin Seniors hommes en juillet 2014 à Alger, le Championnat arabe des nations Seniors hommes aux Emirats Arabes Unis en novembre 2014, le Championnat d'Afrique des nations, Seniors hommes et dames en septembre 2015 ainsi que les compétitions mondiales à l'instar du Championnat du monde séniors Dames du 23 septembre au 12 octobre 2014 en Italie (en cas de qualification), le Tournoi final du World Grand Prix en Bulgarie, en août 2014 et le Tournoi de qualification aux Jeux olympiques de Rio de Janeiro en 2016. Ce sponsoring inclut également l'accompagnement de la FAVB dans les différentes phases du Championnat national et de la Coupe d'Algérie de Volley-Ball

ainsi que les droits d'exploitation de l'image de l'Equipe nationale de Volley-Ball. A l'occasion de la signature de ce partenariat, M. Okba Gougam a déclaré : « Nous sommes heureux de conclure ce partenariat avec Ooredoo qui jouit d'une grande expérience dans le sponsoring du sport en Algérie. Au regard de sa longue tradition dans le soutien au sport national, Ooredoo contribuera à hisser le Volley-Ball à un niveau supérieur et concourra à la promotion de cette discipline sportive. Je reste confiant que notre partenariat aura des retombées positives tant au niveau national que pour les compétitions internationales auxquelles nous prendrons part. »

Pour sa part, le Directeur Général de Ooredoo M. Joseph Ged a déclaré: « Dans la continuité de notre engagement en tant que Premier sponsor du sport en Algérie à travers notamment l'accompagnement sincère de la Fédération Algérienne de Football (FAF), de la Fédération Algérienne de Cyclisme, et la Fédération Algérienne de Handball, Ooredoo est fier d'apporter son soutien et son sponsoring officiel et principal de la Fédération Algérienne de Volley-Ball. Nous nous engageons à être toujours aux côtés de notre Equipe Nationale de Volley-Ball pour lui témoigner notre soutien indéfectible. Ooredoo sera présente inchallah aux côtés de notre équipe nationale de Volley-Ball pour hisser les couleurs de l'Algérie dans les grandes compétitions nationales et internationales.» Après son engagement pour le football, le cyclisme et le handball et avec son accompagnement du Volley-Ball, Ooredoo confirme son statut de Premier sponsor du sport algérien.

**Barça - Transfert Neymar
Les dirigeants «sereins»**



Les dirigeants du FC Barcelone sont «sereins», car ils n'ont «rien fait d'illégal», a affirmé jeudi soir le président du club, Josep Maria Bartomeu, après la mise en examen par la justice espagnole pour «délit contre le Trésor public» dans le transfert de Neymar, la star brésilienne, en 2013. «Nous allons défendre nos intérêts avec toute la fermeté qui s'impose, il est très clair pour nous que nous avons bien agi», a-t-il déclaré à la télévision publique TVE. Dans une décision rendue jeudi, le juge Pablo Ruiz, de l'Audience nationale de Madrid, se penche sur une série de transactions réalisées en marge du transfert et qui n'ont apparemment pas fait l'objet de versements au fisc espagnol. Le magistrat, qui suit les recommandations du parquet, dit disposer d'assez d'éléments pour pouvoir poursuivre le Barça en tant que personne morale et ordonner une série d'actes d'enquête pour éclairer sa situation fiscale. Le procu-

reur avait estimé que des transactions apparues en marge du transfert de Neymar étaient «parfois basées sur des contrats simulés». Selon lui, «au minimum» 10 millions d'euros en 2011 et 27,92 millions en 2013 n'avaient apparemment pas fait l'objet de versements au fisc, et il chiffre le manque à gagner de l'Etat à 9,1 millions d'euros. Au total, le Barça a chiffré à 57,1 millions le transfert de Neymar en lui-même et à 86,2 millions d'euros l'addition des dépenses liées à l'arrivée du joueur et d'autres versements effectués en marge de l'opération, excepté le salaire de base garanti au joueur. Le club catalan, qui a réaffirmé mercredi soir que cette opération avait été «conforme aux règles juridiques en vigueur», pourrait risquer une sanction allant de «deux à quatre fois» la somme détournée, a-t-on appris de source judiciaire. Il pourrait néanmoins bénéficier d'un accord plus favorable s'il négocie avec le fisc.



07.00 Journal télévisé
07.20 Sabah el kheir
09.00 Saïdati
10.00 Firqat el moudjazifin
10.25 Iktichafat simsim wa labib
10.50 Zahrat el nardjas
11.45 Daouri el mouhtarifine
12.05 Mihan tatalacha

12.10 Biatouna sahira
13.00 Journal télévisé
13.30 Djinan Feuilletton
15.00 Dr House
15.45 Studio el sghar
16.30 Alhan wa chabeb
17.30 Khalti lalahoum
18.00 Journal télévisé amazigh

18.20 Rihla ila el fadhae

18.45 Irchadat tibiya
20.00 Journal télévisé
20.45 El tanmia el moustamada fi el djazaïr
21.05 De l'amour au mensonge
22.15 Aâla khouta zirab
22.50 Dawouriel mouhtarifine



09.50 Thé ou café
10.45 Jeux olympiques Sochi 2014



13.00 Journal
13.20 13h15, le samedi...
14.20 Rugby
16.25 XV/15
16.50 Rugby
18.50 Jeux olympiques Sochi 2014
20.00 Journal

20.45 La grande soirée du rire



Présenté par Virginie Guilhaume Titoff
De nombreux humoristes se retrouvent sur la scène mythique de l'Olympia-Bruno Coquatrix autour de sketches sur le thème «*Ils vont faire l'actu en 2014*». Virginie Guilhaume et Titoff ont convié les plus grands noms de l'humour : Anne Roumanoff, Eric Antoine, Chevallier et Laspalès, Kheiron, Charlotte Gabris, Olivier de Benoist, Mustapha El Atrassi, Antonia de Rendinger, Florent Peyre, Patrick Bosso, Malik Bentalha ou encore l'animateur Tex.
22.55 Image du jour
23.05 On n'est pas couché
02.10 Alcaline le mag



10.50 C'est pas sorcier
11.15 Consomag
11.25 Météo
11.30 La voix est libre
12.00 12/13 : Journal régional
12.25 12/13 : Journal national
12.50 Sochi 2014
15.15 En course sur France 3
15.25 Sochi 2014
19.00 19/20 : Journal régional
19.30 19/20 : Journal national
19.55 Sochi 2014
20.35 Tout le sport

20.45 Marge d'erreur



Avec Anny Duperey, Julien Crampon, Emilie de Preissac, Thomas Coumans
Accusé d'avoir assassiné une femme après lui avoir coupé un doigt sur lequel elle portait une bague de valeur, Kevin Gossens risque dix-huit ans de prison. Mais les preuves manquent. Rebecca Prieto, une brillante avocate, obtient son acquittement. Pour la remercier, Kevin l'invite au restaurant. Au cours du déjeuner, Rebecca va de surprise en surprise et se met à douter de l'innocence de Kevin. Peu après, elle reçoit un cadeau macabre et craint d'avoir fait disculper un... monstre !
22.25 Soir 3
22.45 Un soir à Sochi
23.30 Quand les poules auront des dents
01.05 Le Prince Igor



12.25 Les escapades de Petitrenaud
13.00 C à vous, le meilleur
14.15 Peuples bergers
15.10 Sale temps pour la planète
16.10 Prague, cœur d'Europe
17.05 L'odyssée des baleines à bosse
18.00 J'irai dormir chez vous
19.00 Les grandes questions
20.05 Entrée libre
20.35 Échappées belles
22.05 J'ai vu changer la Terre
23.30 L'univers
00.15 Picasso et les chefs d'œuvre de la céramique



13.20 Futuromag
14.00 Yourope
14.30 La cuisine au sommet
15.10 X.enius
15.35 La planète en ligne de mire
17.25 Alerte rouge sur le thon
18.10 La table verte de Michael Hoffmann
18.35 Arte reportage
19.30 Le dessous des cartes
19.45 Arte journal
20.00 360°-GEO
20.45 Egypte, les secrets de la Vallée des rois - **La vie**
En 1906, à Deir el-Médineh, un village proche de la vallée des Rois, des archéologues italiens découvrent la sépulture de deux notables : Khâ, architecte responsable des travaux de la nécropole, et son épouse Merit. Un événement car la tombe est restée intacte pendant près de 3 500 ans. Elle renfermait les deux momies mais également beaucoup de mobilier et d'objets, parmi lesquels des masques funéraires, des produits de maquillage et des outils.
22.50 Trop jeune pour mourir
23.40 Tracks
00.25 Placebo
01.35 Virgin Suicides



TF1 20.55

THE VOICE, LA PLUS BELLE VOIX

Présenté par Nikos Aliagas, Jenifer, Mika, Garou, Florent Pagny

Jenifer, Garou, Florent Pagny et Mika opposent deux talents de leur équipe lors d'un face-à-face sur une même chanson. A l'issue de cette prestation, ils choisissent le plus convaincant qui accèdera aux live. Mais le malheureux éliminé peut être repêché par l'un des autres jurés et intégrer son groupe. Le «*vol de talent*» offre une seconde chance aussi bien aux chanteurs, qui peuvent continuer l'aventure, qu'aux coachs qui ont la possibilité de récupérer deux candidats chacun. Pour la préparation des battles, chaque membre du jury a fait appel à des artistes : Jenifer a convié Stanislas et Elodie Frégé, Garou a invité Corneille et Gérald de Palmas; Kylie Minogue sera aux côtés de Mika tandis que Pascal Obispo et Hélène Ségara accompagneront Florent Pagny.

CANAL+ 20.55

DIE HARD : BELLE JOURNÉE POUR MOURIR



Avec Bruce Willis, Jai Courtney, Sebastian Koch, Mary Elizabeth Winstead
Un prisonnier russe menace de révéler des informations sur un politicien corrompu. Mêlé à l'affaire, Jack, fils de John McClane, est arrêté et emprisonné. Même s'ils ne s'entendent pas, John se rend alors à Moscou pour lui venir en aide. Lors du procès, des terroristes font exploser le tribunal et Jack s'évade. Au moment où il prend la fuite, John essaie de l'arrêter, ne sachant pas qu'il est en fait un agent de la CIA en mission.

4 20.45

A LA POURSUITE DE LA LANCE SACRÉE



Avec Kai Wiesinger, Rudolf Martin, Bettina Zimmermann, Fabian Busch
Le professeur Bachmann a disparu. Il était à la recherche de la lance sacrée, celle qui aurait percé le corps du Christ sur la croix et à laquelle sont attachés des pouvoirs d'invincibilité pour celui qui la détient. L'archéologue Eik Meiers décide de partir à la recherche du professeur avec sa fiancée Katharina, et Justus, restaurateur d'œuvres d'art. Ils ont aussi à leurs trousses un terrible baron qui rêve de s'emparer de la lance pour réaliser de sombres projets ?

TÉLÉVISION



00.35 Les experts : Miami



- Addiction

Avec David Caruso, Sofia Milos, Emily Procter, Adam Rodriguez

Une femme est tuée dans ce qui semble être un «*car jacking*». Les détectives interrogent le mari de la victime. Celui-ci est l'aîné d'une famille dans laquelle les trois frères travaillent ensemble dans une affaire très lucrative. Les enquêteurs ne tardent pas à découvrir que la défunte était dépendante du jeu.



20.50 Hawaïi 5-0



- A ia la aku

Avec Alex O'Loughlin, Scott Caan, Daniel Dae Kim, Grace Park

Steve et Danny enquêtent sur le meurtre d'un homme survenu dans sa chambre d'hôtel. Venu de Floride, il était invité à un grand mariage qui a été annulé au dernier moment après que la future épouse se fut brusquement enfuie. Grâce à l'arme du crime, les policiers retrouvent des informations intéressantes sur le défunt et sur la mariée qui étaient associés et spécialisés dans le détournement et l'extorsion de fonds.

01.00 Supernatural



23.10 Jour de foot



- 26e journée de Ligue 1

Le résumé des premiers matchs de la 26e journée : Monaco/Reims, Marseille/Lorient, Bastia/Saint-Etienne, Bordeaux/Evian, Guingamp/Nice, Montpellier/Ajaccio, Valenciennes/Sochaux. Demain, la journée se terminera avec Toulouse/PSG, Nantes/Rennes, et Lille/Lyon.
00.10 No One Lives
01.30 Tumul



09.55 The Big Bang Theory
14.40 Tellement vrai
18.00 Stargate SG-1
20.50 Le super bêtisier de l'année
Présenté par Clara Morgane, Stéphane Jobert
Le duo d'animateurs continue son exploration des séquences télévisées les plus amusantes et originales de l'année. Une façon distrayante de revisiter l'année écoulée en retrouvant une compilation d'images...
02.15 La maison du bluff 3 : la quotidienne



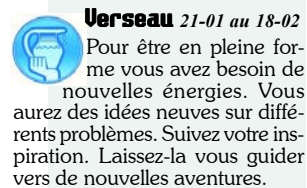
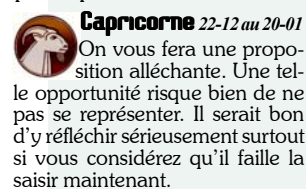
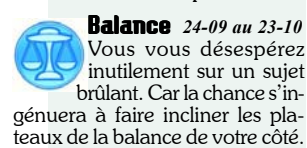
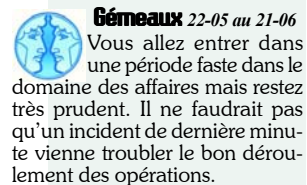
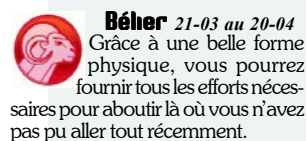
09.17 Les Tortues Ninja
10.31 Consomag
10.35 Doctor Who
14.00 Dark Blue : unité infiltrée
16.25 Lasko, le protecteur
18.55 Rugby
20.45 A la poursuite de la lance sacrée
22.35 Méga cyclone



23.55 Doctor Who
00.45 Black Rebel



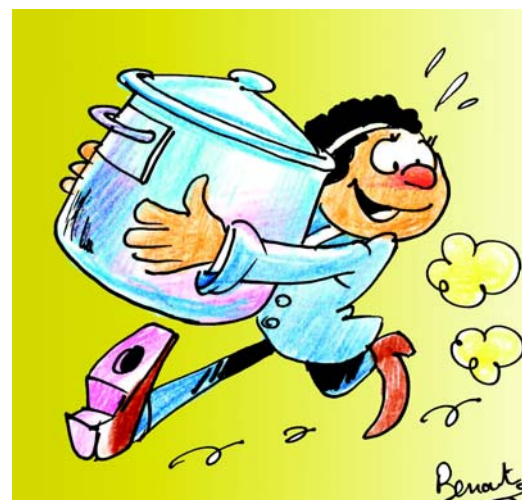
09.05 Au nom de la vérité
09.40 Au Field de la nuit
10.50 NT1 infos
10.55 Au nom de la vérité
12.00 Les maçons du cœur
13.40 Alerte solaire
15.25 Le souffle de la Terre
16.55 Confessions intimes
20.10 Tu veux ou tu veux pas
20.37 NT1 le mag
20.50 Chroniques criminelles



Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est à mizigue.
- Mon 2e est une sphère.

Mon tout a perdu mon 2e.



L'Algérie présente aux manœuvres militaires internationales au Niger



Un millier de militaires africains, américains et européens sont engagés dans des manœuvres militaires internationales dans l'est et dans le nord du Niger, pour s'exercer à faire face aux menaces terroristes qui planent sur ces régions depuis des années, a annoncé jeudi l'armée nigérienne. «L'exercice Flintlock 2014 qui va durer jusqu'au 9 mars» est «lancé à un moment où notre pays et tous les pays de la sous-région du Sahel font face aux dures réalités ayant trait au terrorisme», a déclaré le général Seïni Garba, chef d'Etat-major des armées du Niger, lors d'une conférence de presse. Ces exercices aériens et terrestres, organisés chaque année par l'état-major des opérations spéciales de l'Africom, le commandement des Etats-Unis pour l'Afrique, regroupe un millier de militaires issus d'une vingtaine de pays, dont la France, le Tchad, l'Algérie, le Nigeria et le Mali.

Trois régions nigériennes sont concernées cette année: Diffa (est, voisin du Nigeria), Tahoua (ouest) et surtout Agadez au nord, proche de la Libye, de l'Algérie et du Mali, a précisé le ministre nigérien de la Défense, Mahamadou Karidjo.

Une ONG demande l'audition du patron du contre-espionnage marocain



Une ONG française a demandé jeudi l'audition du patron du contre-espionnage marocain en visite en France, Abdellatif Hammouchi, qu'elle accuse de complicité de torture au Maroc. «Nous demandons aux autorités françaises de profiter de sa présence pour l'entendre dans le cadre des plaintes que nous avons déposées à Paris», a déclaré à l'AFP Hélène Legeay, responsable des programmes Maghreb-Moyen-Orient de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat-France). La présence en France du patron de la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST) a été confirmée à l'AFP de source proche de l'ambassade du Maroc. M. Hammouchi accompagnait le ministre marocain de l'Intérieur, Mohamed Hassad, en visite à Paris, où il a participé à une réunion avec ses homologues français, espagnol et portugais. L'Acat s'est associée à plusieurs plaintes relatives à des faits présumés de torture au sein du centre de détention marocain de Temara, qui dépendrait de la DGST.

Une de ces plaintes, déposée avec constitution de partie civile par Adil Lamtalsi, un Franco-Marocain de 33 ans, a donné lieu à l'ouverture fin 2013 d'une information judiciaire à Paris, selon une source proche du dossier.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Un avion militaire libyen s'écrase en Tunisie, 11 morts



Un avion médicalisé de l'armée de l'air libyenne s'est écrasé dans la nuit de jeudi à vendredi dans la région tunisienne de Grombalia, tuant ses onze passagers, selon les autorités qui privilégient la piste d'une panne de moteur. Un ancien membre du premier gouvernement libyen de transition et ex-leader islamiste radical, Meftah al-Mabrouk Issa al-Dhawadi, était à bord de l'avion

militaire, ont annoncé des sources officielles en Libye. Selon un communiqué du gouvernement, cheikh Dhawadi, ancien émir du groupe islamique combattant libyen (Gicl), interdit sous le régime de Mouammar Kadhafi renversé en 2011, était «malade» et en route pour Tunis pour des soins. «L'appareil est un Antonov 26 immatriculé 5 Alpha Delta Oscar Whiskey -5ADOW- de l'ar-

mée de l'air libyenne», a indiqué à l'AFP Sofiene Bejaoui, un responsable des contrôleurs aériens de l'aéroport de Tunis-Carthage où se rendait l'appareil. «Malheureusement les onze personnes à bord sont mortes», a-t-il affirmé. «Selon le contrôleur aérien qui lui a parlé en dernier, le dernier message du pilote était +engine on fire+ c'est à dire +moteur en feu+», a ajouté le responsable.

4 morts dans un accrochage en Arabie Saoudite

Deux Saoudiens, recherchés pour leur implication dans des troubles dans l'est du royaume, et deux policiers ont été tués jeudi dans un accrochage dans cette région à majorité chiite, a annoncé le ministère de l'Intérieur. L'accrochage a eu lieu à Awamiya, une localité à la pointe de la contestation contre les autorités dans la province orientale, a ajouté le porte-parole du ministère dans un communiqué cité par l'agence officielle SPA. Les

forces de sécurité, qui tentaient d'arrêter «des auteurs de troubles armés», recherchés par les autorités, «ont été la cible de tirs nourris» et ont dû «riposter aux sources des tirs», a-t-il expliqué.

L'accrochage s'est soldé par la mort de deux personnes recherchées, Hussein Ali Al-Faraj et Ali Ahmed al-Faraj, et de deux policiers, a ajouté le porte-parole, indiquant que deux autres policiers ont été blessés et hospitalisés. Les forces de sécurité ont saisi sur le

lieu où se cachaient les deux fugitifs «deux armes, une grande quantité de munitions, un gilet pare-balles et des viseurs pour armes», a encore dit le porte-parole, soulignant la détermination des autorités à «frapper d'une main de fer» ceux qui tentent de fomenter des troubles. Awamiya continue de connaître des troubles malgré la fin des manifestations à grande échelle qui avaient éclaté en mars 2011 dans la région orientale, dans la foulée du Printemps arabe.

Ryad retire la gestion du dossier syrien au chef du renseignement

L'Arabie saoudite a retiré la gestion du dossier syrien au chef de ses services de renseignement, le prince Bandar ben Sultan, pour la confier notamment au ministre de l'Intérieur, le prince Mohamed Ben Nayef Ben Abdel Aziz, ont indiqué jeudi des diplomates. «Le prince Bandar n'est plus en charge. C'est le ministre de l'Intérieur, le prince Mohamed Ben

Nayef, qui est désormais principalement chargé du dossier syrien», a déclaré à l'AFP un diplomate occidental en poste dans le Golfe. Le prince Mohamed a d'ailleurs participé à une réunion à Washington la semaine dernière, de responsables arabes et occidentaux, consacrée à la situation sur le terrain en Syrie, selon une source proche du dossier. La gestion par le prince

Bandar du dossier syrien avait été critiquée par les Etats-Unis, selon des sources diplomatiques. Le prince avait pour sa part reproché aux Etats-Unis de ne pas être intervenus militairement contre le régime de Damas et de faire pression sur leurs alliés pour empêcher qu'ils livrent aux rebelles syriens des armes anti-aériennes et anti-char, selon des sources diplomatiques.

Alger : incendie au CHU Mustapha-Bacha

Un incendie s'est déclaré hier au sous-sol d'un service de traitement de maladies infantiles au CHU Mustapha-Bacha à Alger, a-t-on appris auprès de la Protection civile. L'incendie, qui s'est déclaré dans le sous-sol du bâtiment abritant le service de chirurgie infantile (CCI), a partiellement détruit les archives de ce service, a indiqué le lieutenant Sofiane Bakhti, responsable de la communication à la direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger. Le sinistre, qui s'est déclaré à 16h30 hier, a été «éteint rapidement», et n'a pas occasionné «de pertes humaines», précise-t-on.

«Cochon d'étranger» n'est pas une injure raciste en Suisse

Traiter quelqu'un de «cochon d'étranger» ou de «sale requérant» est injurieux en Suisse mais ne contrevient pas à la norme pénale antiraciste, selon un arrêt du Tribunal fédéral, l'instance supérieure de la justice du pays, rendu public vendredi. Le Tribunal fédéral a ainsi accepté le recours d'un policier condamné après avoir proféré ces injures lors de l'arrestation d'un Algérien suspecté de vol.

Les faits s'étaient déroulés à la Foire de Bâle, en avril 2007. L'Algérien avait été soupçonné de s'être emparé de la sacoche d'un ressortissant russe. Constatant, après avoir examiné ses papiers, que le suspect était un demandeur d'asile, le policier l'avait injurié. Il l'avait traité de «cochon d'étranger» et de «sale requérant». Pour ces dérapages verbaux, l'agent avait été condamné à une amende avec sursis et une condamnation pour infraction à la norme pénale antiraciste. Une sanction annulée en dernière instance.

Attentat contre le palais présidentiel à Mogadiscio

Le palais présidentiel de Mogadiscio a été visé vendredi par un spectaculaire attentat «commando» revendiqué par les islamistes shebab qui a fait des morts mais dont le dirigeant somalien est sorti indemne, selon des responsables somaliens et onusiens. Une voiture piégée a d'abord explosé contre l'enceinte du complexe, pourtant très sécurisé. Ont immédiatement suivi une dizaine d'hommes armés, qui ont pu pénétrer dans l'enceinte, ont rapporté des sources sécuritaires et des témoins. «Le président (Hassan Cheikh Mohamoud) vient de m'appeler pour dire qu'il n'était pas blessé», a déclaré sur Twitter le représentant spécial de l'ONU pour la Somalie, Nick Kay, ajoutant que l'attaque avait coûté la vie à plusieurs autres personnes. «Selon les premières informations, une voiture piégée a heurté la grille et explosé, puis des hommes armés ont suivi», a de son côté expliqué un policier, Mohamed Ali.

EDITORIAL

Par M. Saadoune

INSOUTENABLE

Le gouverneur de la Banque d'Algérie est un homme discret qui ne fait pas de politique mais il s'astreint régulièrement à signaler la couleur des voyants qui s'allument dans les comptes du pays. Il ne dit rien de bien nouveau. En gros, les recettes baissent, les importations croissent et ont même atteint un niveau «non soutenable». Ceux qui parlent de «stabilité» devraient méditer ces piqures de rappel régulières que le gouverneur de la Banque centrale nous envoie. Quitte à faire de la politique malgré lui. Ces alertes sont singulièrement convergentes avec d'autres expertises qui expriment de plus en plus ouvertement le fait que l'Algérie va vers un mur.

Le groupe Nabni par dosages successifs, comme pour faire de la pédagogie douce à ceux qui gouvernent, en est arrivé à poser, ouvertement, la question de la gouvernance. Car, il ne faut pas s'y tromper, il y a une relation de causalité entre le système de gouvernance du pays et sa très faible performance économique. De manière sérieuse, des économistes

disent : injecter du droit, les libertés et de la compétence et on change d'échelle en termes de croissance. Or, le système algérien fonctionne sur une redistribution inégalitaire de la rente sans créer de la richesse. Tant qu'il y a du pétrole et du gaz... Sauf qu'il n'y en aura pas toujours. Un analyste a établi récemment dans ces colonnes une comparaison frappante entre la Norvège et l'Algérie. La Norvège est plus riche que l'Algérie, le prix du pétrole y est infiniment plus cher. Ne cherchons pas trop loin les raisons de la différence, elles ne sont pas «culturelles» comme le suggérerait sous forme de boutade l'analyste mais politiques.

Une gouvernance démocratique permet d'aboutir à des consensus créatifs sur la gestion des ressources pétrolières. En Algérie, nos responsables savent que les prix du pétrole sont tellement bas qu'ils créent nécessairement du travail chez les trafiquants aux frontières avec ou sans mobilisation policière.

re. Mais comment s'attaquer à cette question quand on est enfermé dans le souci, immédiat, de «calmer» les gens au lieu de les convaincre et de leur proposer un dessein... Les prix de l'énergie en Algérie sont une absurdité économique, ils ont cependant un sens «politique». Ce n'est qu'un élément d'une fuite en avant qui finira par nous rattraper. Qui nous rattrape déjà, dit le gouverneur de la Banque d'Algérie. Il n'est pas le seul. Même l'ancien ministre des Finances sous Ahmed Ouyahia, Abdelkrim Harchaoui, s'alarme : l'Algérie va vers une décennie compliquée et terrible (Rahiba, en arabe dans le texte !).

Avec une facture de 60 milliards de dollars d'importations, cela annonce que l'histoire va se répéter, dit-il. «Insoutenable» est un terme que les financiers utilisent de manière presque technique. En réalité, il faut le prendre pour ce qu'il est. C'est tout un système de gouvernance qui pose problème et qu'il faut changer sérieusement et non par les ruses et le saupoudrage. Sa perpétuation devient réellement insoutenable pour le pays.